

NUMÉRO SPÉCIAL Conseil national



La Nouvelle Donne **INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE**

RETRAITES : Le combat continue Mobilisé-e-s le 23 septembre !

SOMMAIRE

p.2 à 8

- ▶ **Retours sur la manifestation du 7 septembre pour la défense des retraites**

p.9 à 16

- ▶ **Conseil national du 8 septembre : extraits des interventions**

p.17 à 44

- ▶ **CAHIER CENTRAL DE LA CONVENTION**

Mode d'emploi p.18

Introductions de Laurent Fabius et de Jean-Christophe Cambadélis p.19 à 24

Texte soumis au vote des militant-e-s p.25

p.45

- ▶ **Suite des interventions du Conseil national**

p.55

- ▶ **BULLETIN DE VOTE DU TEXTE DE LA CONVENTION**

p.56

- ▶ **Journée de mobilisation pour les territoires**

p.57

- ▶ **La boutique du PS**

p.60

- ▶ **La Convention nationale du 9 octobre**

Intervention de Martine Aubry

Première secrétaire du PS



« Cher-es ami-es,
Cher-es camarades,

Nous nous retrouvons donc au lendemain d'une très très grande mobilisation sociale. Tous les syndicats, et tout le monde d'ailleurs, a reconnu que c'était une mobilisation exceptionnelle. Sans doute une des plus grandes manifestations de ces dernières années et dans le fond, on a retrouvé, dans la rue, soutenus par beaucoup de Français qui ne pouvaient pas y descendre parce que, perdre une journée de travail était difficile, tous ceux qui ont

considéré que cette réforme des retraites était un peu le concentré de la politique à la fois injuste et inefficace de Nicolas Sarkozy.

Chacun a pu le mesurer hier, il y avait dans les cortèges, évidemment des classes populaires, mais aussi des classes moyennes qui étaient extrêmement nombreuses. Je pense au cortège de la CGC à Paris, parce que tout le monde est concerné par les retraites. Les retraités, il faut d'ailleurs peut-être qu'on leur fasse encore mieux comprendre ce sont eux qui vont faire les frais de cette « réforme » au travers d'une baisse de leur pension dès 2012. Comme cela a déjà été le cas pour les réformes Balladur et Fillon. Je pense aussi aux jeunes qui se disent que décidément, ils font partie d'une génération sacrifiée, qu'ils n'ont pas leur place sur le marché du travail, qu'ils ont de plus en plus de mal à faire leurs études, et qu'en plus ils ne savent pas ce que sera leur retraite.

Je voudrais dénoncer ici les mensonges multiples que le gouvernement a déployés sur le sujet des retraites.

D'abord, faisons-le remarquer, il a payé avec l'argent des citoyens une immense campagne de communication qui est un tissu de contrevérités. Je pense à ce clip d'un homme qui a mal au dos et qui dit : « *J'ai mal au dos, je pourrai partir à 60 ans* ». On ne retrouve évidemment rien de tout cela dans le projet du gouvernement car il confond pénibilité et invalidité. L'autre gros mensonge, relayé parfois par les médias, c'est de dire que l'opposition et nous-mêmes n'avons pas de propositions. Je redis ici, et c'est l'occasion pour moi de saluer l'immense travail réalisé par Marisol Touraine, nous avons beaucoup travaillé, pas seulement à l'Assemblée nationale, mais également dans la préparation, avec Harlem Désir, avec Alain Vidalies, avant de rendre nos propositions publiques en juin.

Avant même le gouvernement, nous avons fait un immense travail de concertation avec non seulement des économistes, avec les membres du COR, mais aussi avec toutes les organisations syndicales. Elles ont d'ailleurs donné leur accord sur nos propositions. Nous devons continuer, dans les jours qui viennent, à essayer, et ce n'est pas toujours facile dans les médias, de faire connaître nos propositions, comme nous l'avons fait par la distribution d'un tract à dix millions d'exemplaires avant l'été et d'un tract à trois millions d'exemplaires le week-end dernier pour mobiliser pour la manifestation. Car les Français ont bien compris qu'il fallait une réforme, nous sommes les premiers à le dire. L'allongement de la durée de la vie, les problèmes financiers imposent cette réforme, mais il y a une autre réforme possible qui soit à la fois juste, durable et novatrice, et c'est celle que nous proposons.

Je voudrais juste vous donner deux, trois éléments, sans revenir sur nos propositions, quand Nicolas Sarkozy explique, comme François Fillon d'ailleurs, que partout ailleurs en Europe on est déjà à 67 ans. Il faut savoir que dans le projet du gouvernement on passera de 65 à 67 ans, l'âge auquel on peut avoir le taux plein, à partir de 2016 à raison de quatre mois par an. Il faut savoir qu'en Allemagne, où tout a été discuté pendant plusieurs années avec les syndicats, ce n'est qu'à partir de 2029 qu'on passera à 67 ans ; qu'en Espagne et en Italie, c'est à partir de 2027. Je donne ces éléments parce que ce sont des pays qui ont un taux de natalité qui est bien moins bon que le nôtre et qui pourtant portent cette question bien plus loin, dans vingt ans pour l'Allemagne, dans près de vingt ans pour l'Espagne et l'Italie.

Deuxièmement, vous le savez, l'âge de départ en retraite est déjà de 61,6 ans en moyenne en France, contrairement à ce que dit le gouvernement qui mélange l'âge de départ à la retraite et l'âge où l'on quitte l'entreprise. Et malheureusement nous savons bien que les salariés français quittent l'entreprise beaucoup plus tôt puisque les 55-60 ans sont souvent éjectés.

Enfin, parce que ça va être un sujet majeur, sur la pénibilité, ce sont des mensonges permanents. D'abord parce que le président de la République a essayé de dire à la télévision, à plusieurs reprises, que c'est la première fois qu'on traitait de la pénibilité en France et en Europe. Je rappelle qu'il y a déjà eu une réforme en 1975 qui permettait déjà la retraite à 60 ans pour les salariés en travail continu, en semi-continu, effectuant des tâches répétitives, ou soumis aux intempéries. En 1997, nous avons nous-mêmes créé un mécanisme qui

permettait par négociation des préretraites pour les salariés qui ont eu des emplois pénibles dans les mêmes conditions.

Deuxièmement, l'Allemagne, comme les Pays-Bas, ont signé des accords sur la pénibilité, ils appellent cela "inaptitudes". Il y a 160 000 personnes qui partent chaque année en Allemagne en préretraite sous cette disposition. Romano Prodi, en Italie, en 2007, a mis en place un système très proche de celui que nous proposons, sur les travaux en continu, les tâches répétitives, etc. il concerne 1,4 million de salariés italiens qui vont partir avant 58 ans, en retraite.

Et en France, on nous raconte des histoires.

Sarkozy dit « *Je suis courageux* », et nous disons que ce n'est pas courageux de s'attaquer aux plus faibles. Ce n'est pas courageux de passer de 60 à 62 ans. Ce serait beaucoup plus courageux de taxer les stock-options et les bonus, d'augmenter l'impôt sur les sociétés des banques et de répartir l'effort de manière juste, d'accepter enfin une discussion avec l'ensemble des partenaires, comme cela a été le cas dans les autres pays.

Un mot peut-être sur ce qui a été annoncé ce matin, si tant est qu'on puisse considérer que quelque chose a été annoncé. Vous savez que le gouvernement, suivant ainsi le MEDEF, ne souhaite pas permettre aux salariés qui ont eu des emplois pénibles de partir plus tôt. Nous avons une autre logique qui est de dire : ceux qui ont une espérance de vie plus faible vont peser moins sur les retraites et doivent partir plus tôt. Ce sont tous ces salariés qui ont eu des emplois pénibles dont je parlais tout à l'heure. Le gouvernement dit : « *Ceux qui sont malades, c'est-à-dire inaptés, à un moment donné pourront partir plus tôt* ». Ce sont des cas individuels, ce n'est pas du tout la même logique. Il confond donc pénibilité et invalidité.

On nous a annoncé ce matin (8 septembre) que ce ne serait pas ceux qui ont 20 % d'inaptitude mais 10 % qui pourraient passer devant une commission qui étudierait s'ils peuvent partir en retraite. Cela va toucher peut-être 20 000 salariés au lieu de 10 000. On est loin des 300 000 personnes qui ont des emplois pénibles et qui devraient partir chaque année plus tôt comme nous le proposons.

Les autres mesures sont des mesures sur les femmes fonctionnaires, nous sommes très heureux pour elles, nous le demandons d'ailleurs, mais, là aussi, nous sommes loin du sujet posé pour toutes ces femmes qui vont être obligées d'aller jusqu'à 67 ans alors qu'elles ont eu des travaux précaires et des carrières hachées.

En conclusion sur ce sujet, je veux vous dire qu'il faut continuer la mobilisation. Évidemment. Et ce n'est pas facile car, une journée de travail en moins, c'est entre 50 et 75 euros en moins sur la

feuille de paie. Ce n'est pas rien dans le climat actuel.

Continuons à faire avancer nos idées, à montrer qu'une autre réforme est possible. Les Français sont prêts à s'y engager dès lors qu'elle est juste et qu'elle règle véritablement le problème.

En cette rentrée, je voulais dire un mot de la casse des services publics. Je pense qu'il y avait, nous l'avons vu en discutant avec les uns et les autres dans la rue, beaucoup de gens qui étaient là aussi pour dire - qui les professeurs, qui les représentants des Maisons de l'emploi, qui les infirmières etc., - : « *On continue à casser le service public et c'est intolérable* ». Je voudrais dire que cette rentrée -et nous préparons nos propositions sur l'éducation qui seront présentées par Bruno Julliard lors de la convention présidée par Benoît Hamon sur l'égalité réelle- nous payons aujourd'hui toutes les réformes du gouvernement. 60 000 enseignants en moins, mais aussi la suppression de la carte scolaire, la réduction de la scolarisation des enfants de 2 ans, les quatre jours dans les écoles primaires qui s'avèrent être un fiasco total, comme nous l'avions dit. Et enfin ces réformes des programmes, ces enseignants dont 16 000 d'entre eux sont rentrés dans l'éducation et dans leurs salles de classe sans jamais avoir été formés précédemment à la pédagogie. Voilà la situation de notre pays aujourd'hui au moment où l'enseignement privé se porte mieux, comme d'ailleurs les cliniques privées par rapport à l'hôpital.

Donc là aussi je pense qu'au moment où nous défendons tous ensemble, avec Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, l'ensemble de nos associations d'élus, les services publics de proximité que sont les collectivités locales, nous avons à nous battre, en parallèle de la bataille des retraites, pour la défense des services publics en général et de nos collectivités territoriales.

Voilà ce que je souhaitais dire dans cette introduction sur le climat général. Certains pourraient dire que cette convention internationale est décalée. Je dirais : au contraire. Après l'été odieux que nous avons passé, la France a été montrée du doigt par le monde entier.

Je crois qu'il faut raison garder, nous ne voulons pas être complices de cette chasse à l'homme qui a donné lieu à des critiques de l'Europe, de l'ONU et même du Pape... Je crois qu'il faut que nous gardions la logique qui est la nôtre. Bien sûr nous sommes garants de la sécurité de nos concitoyens, et à chaque fois qu'il y a des problèmes de sécurité, nous agissons, mais nous ne pouvons pas nous rendre complices de ce qu'un grand nombre de tribunaux aujourd'hui en France vient de sanctionner les arrêtés d'expulsion, considérant que si l'on est présent sur un terrain illégalement, cela ne constitue pas un trouble à l'ordre public susceptible de justifier une expulsion du territoire. Là aussi soyons capables d'expliquer

qu'ils ont voulu tout mélanger, expulsion du territoire et évacuation. Ce n'est pas pour l'évacuation d'un terrain illégal que la France est montrée du doigt, c'est parce qu'on expulse des Roms de manière globale en les pourchassant, même lorsqu'on n'a rien à leur reprocher.

Je fais ici le lien avec la Convention internationale parce que, dans le fond, c'est au moment, et c'est quasi caricatural, où la France est montrée du doigt partout que nous voyons avec force que notre voix et notre poids ne sont plus les mêmes qu'avant. Désormais, lorsque la France existe sur le plan international c'est malheureusement pour des faits qui sont totalement contraires aux valeurs que défend notre pays historiquement.

Je n'en dirai pas plus, mais je pense que dans le fond, quand on casse le modèle social en France, et quand on casse les valeurs de la République, on casse un peu la France. Je le disais à La Rochelle en reprenant une phrase de Robert Badinter : « *La France est plus grande que la France* ». Oui, elle est plus grande quand elle défend des valeurs universelles, celles que nous voulons d'abord défendre chez nous, défendre en Europe, pour pouvoir construire un autre monde. Je me félicite vraiment que ce soit dans cette période que, justement, le Parti socialiste

puisse porter une autre voix dans une Europe qui n'a jamais eu aussi peu de courage pour affronter collectivement une crise économique, une crise systémique, pour reconstruire une Europe politique et sociale, et pour porter encore une fois nos valeurs au-delà des frontières.

Je me réjouis aussi que, dans cette convention, nous prenions parti sur des questions essentielles. Je pense à l'OTAN, à l'Afghanistan, je pense à la Turquie. Il faut que nous allions au bout de ces débats entre nous, comme nous l'avons fait l'année dernière sur le Proche-Orient. Je crois que là aussi nous sommes attendus et c'est par des positions précises dans ces domaines que la crédibilité qui est la nôtre sera entendue.

Pour finir, je voulais remercier très fortement Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis. Ils ont beaucoup travaillé, avec d'autres bien évidemment, sur cette convention.

Mes cher-es camarades, la période qui s'ouvre pour nous est évidemment une période de combats à très court terme auprès de celles et ceux qui se battent, mais c'est aussi, jour après jour, montrer nos propositions, montrer qu'il y a une autre France possible, et montrer que nous sommes là avec nos propositions ».



Intervention de Marisol Touraine



« Je voudrais saluer l'ensemble des parlementaires qui sont présents et qui sont extrêmement mobilisés dans cette bataille sur le dossier des retraites.

Je serai extrêmement brève parce que Martine a dit l'essentiel. Je voudrais simplement me concentrer sur deux ou trois points.

Pour commencer, une note d'ambiance : c'est vrai

que le débat est très dur. La tension est palpable. Mais le débat évolue de jour en jour. Nous sommes entrés hier à l'Assemblée avec une droite qui continuait de répéter sur tous les tons que nous n'avions pas de projet. Ce projet, il a été acté par le ministre du Travail hier soir (7 septembre ndlr).

Il a indiqué qu'il n'était pas d'accord avec ce projet, mais il en a reconnu l'existence. La bataille aujourd'hui se déplace donc sur d'autres fronts. Il s'agit de combattre un certain nombre des propositions que nous faisons pour montrer qu'elles sont irréalistes ou qu'elles ne répondent pas au défi de la période.

Je voudrais très rapidement vous dire que, d'une part, nous n'avons pas à rougir des propositions que nous faisons, et que nous n'avons pas, au fond, à interioriser l'idée qui est matraquée par le gouvernement, qui voudrait que, pour être responsable, il faut relever les seuils d'âge. C'est le grand débat de cette période. Au fond, la droite nous dit : "Vous ne faites que du prélèvement". Non, nous ne faisons pas que du prélèvement. Nous proposons, nous aussi, des mesures démographiques. Simplement, elles ne pèsent pas sur les mêmes populations, elles ne pèsent pas sur les mêmes personnes.

Je voudrais quand même attirer votre attention sur le fait que, quand on demande à un salarié de travailler un an ou deux ans de plus, on lui demande un effort : c'est une forme de prélèvement. Et la question n'est pas de savoir si un effort doit être accompli, mais sous quelle forme et par quelle personne il doit être réalisé.

C'est le débat. C'est ça l'enjeu de la période. Ce n'est pas tout de dire : "On veut maintenir par principe tel ou tel acquis ou maintenir par principe telle ou telle borne d'âge", il faut dire : "Oui, il y a un effort à faire. Comment et par qui cet effort doit-il être réalisé ?" Et nous considérons qu'une partie de l'effort doit être portée et doit être assumée par ceux qui sont détenteurs de capitaux. C'est la grande différence entre le projet de la droite et le projet des socialistes. Nous considérons que la moitié, et non pas la totalité, de l'effort à réaliser doit être portée par les détenteurs de capitaux. C'est un point qui me semble important.

Le deuxième élément sur lequel je voudrais attirer votre attention, c'est que les annonces qui ont été faites ce matin (8 septembre) par Nicolas Sarkozy à la sortie du Conseil

des ministres, ou dans le cadre du Conseil des ministres, ne changent en rien la donne politique. Il fait quelques concessions sur des sujets qu'il ne faut pas qualifier de mineurs, parce que c'est potentiellement insultant pour les gens pour qui ça peut représenter une avancée, mais ces concessions ne changent en rien l'équilibre d'ensemble du texte. Ce sont des aménagements à la marge d'un texte qui, par lui-même, reste centré sur l'effort demandé à ceux qui ont commencé à travailler jeunes, à ceux qui ont eu des métiers pénibles, à ceux qui ont eu des parcours chaotiques, aux femmes en particulier.

Je pense que la bataille dans les prochains jours sera de convaincre que ces ouvertures ne sont en réalité qu'une fermeture, qu'une crispation sur le texte original ou originel. On fait semblant de faire des concessions pour mieux maintenir l'équilibre politique d'un texte qui est un texte profondément néfaste socialement. D'ailleurs, aucune organisation syndicale, je le souligne, n'a acté les mesures de ce matin. Elles les ont récusées dans des termes extrêmement brutaux, parlant de bricolage, de poudre aux yeux, etc.

Le troisième point est la question de la pénibilité, dont nous faisons un de nos combats principaux et sur laquelle a essayé d'avancer Nicolas Sarkozy. Je crois que nous devons avoir conscience que c'est un des grands sujets qui va nous occuper dans les prochaines années.

Le sujet pour nous me semble moins être dans notre capacité à empêcher le vote du 15 septembre prochain que de savoir si, après le 15 septembre, le fossé entre le pouvoir et les Français continuera de s'élargir au point que la réforme apparaîtra comme mort-née. Mort-née, c'est-à-dire soit qu'elle se révèle inapplicable dans un délai très rapide, soit qu'il paraisse évident aux yeux de tous les Français que c'est par notre retour au pouvoir que nous pourrions faire changer les choses. Je crois véritablement que le sujet est là. Même si, évidemment, nous allons faire preuve de combativité dans les jours prochains à l'Assemblée nationale, je ne vois pas comment nous obtiendrons une modification substantielle du texte qui nous paraisse acceptable aux yeux des Français.

De ce point de vue-là, le débat politique reste donc entier sur la contribution à apporter à l'équilibre de la réforme, sur la prise en compte de la pénibilité, sur la manière de concevoir les temps de travail tout au long de la vie. Et je pense que, loin d'être l'aboutissement d'un processus, ce débat est en réalité le début d'une bataille politique qui devra trouver son aboutissement au moment des présidentielles. Nous sommes au début d'une bataille qui va être rude pour les parlementaires, pas physiquement mais psychologiquement.

À l'instant, on me rapporte que Jean-François Copé a été d'une extrême violence dans l'Hémicycle à notre rencontre, le Nouveau centre également par la voix de Charles-Amédée de Courson. Le débat va être très dur. L'enjeu pour nous, et l'objectif, est d'arriver à planter des banderilles qui soient autant d'éléments qui resteront dans la mémoire des Français pour les combats politiques à venir ».

Intervention de David Assouline



« Je voudrais dire deux choses dans le débat de l'actualité. Je crois que ce que l'on a traversé cet été était difficile, et il faut souligner de quelle manière nous l'avons assez bien traversé. La manœuvre de Sarkozy, en posant la question de la sécurité qui, bien sûr, préoccupe les Français, était de créer une espèce de rideau de fumée pour masquer ce qui se passait avec Éric Woerth et d'essayer de créer aussi un rapport de force à l'entrée de la rentrée sociale où là, il allait être en difficulté. Je veux dire d'abord

que cela n'est pas derrière nous, et Martine a bien dit les choses à La Rochelle, nous allons faire des propositions, nous avons maîtrisé notre calendrier, nous ne sommes pas tombés dans le panneau.

Mais il faudrait qu'il soit acté par tous, redit partout, répété quand on parle à l'extérieur, que sur la question de la sécurité et des droits de l'Homme, le Parti socialiste considère qu'il n'y a pas de sécurité sans droits de l'Homme et qu'il n'y a pas de droits de l'Homme sans sécurité parce que les droits de l'Homme c'est la première sécurité, et parce que la sécurité, c'est un droit de l'Homme fondamental.

Et si nous étions capables, tous ensemble, de dire les choses aussi nettement ! Je pense y compris qu'il ne devrait pas traîner chez nous le discours droits de l'homme, mais aussi affublé de quelque chose de pas bien quand c'est sécuritaire, parce que le terme sécuritaire est associé aux besoins de sécurité. Il faut qu'on partage un langage et qu'on soit clair là-dessus ensemble pour déjouer les choses.

Je veux juste terminer sur la question de la rentrée sur laquelle je voudrais apporter une petite nuance. Je pense qu'on a dit que la rentrée serait sociale. Cela ne va pas durer deux semaines, il ne faut pas que cela dure deux semaines. Ce qui s'est passé hier (7 septembre NDLR) ouvre quelque chose. Le débat à l'Assemblée se clôt au bout de dix jours de débat. Au Sénat, il arrive le 4 octobre, nous Sénateurs, nous n'avons pas dix jours et nous ne sommes pas tenus par un nombre d'heures. Si le groupe sénatorial est bien mobilisé, comme on l'était au moment du CPE quand on a tenu toutes les vacances scolaires pour que ça puisse reprendre malgré les quinze jours d'interruption, cela avait été assez décisif quand même. Nous sommes donc plutôt sur un bon mois où le débat retraites va être au cœur de l'actualité, et où nos arguments vont se préciser et va rentrer dans l'idée des Français qu'on a des propositions.

Quand Marisol dit : "Ce qu'on fait maintenant, c'est des banderilles pour que cela reste dans la mémoire, au moment des élections, ils auront le dernier mot". C'est vrai, et en même temps, je pense que rien n'est joué, que des lignes peuvent bouger. Il faut garder cet état d'esprit, parce qu'il y a l'Assemblée, il y a le Sénat, et il y a le mouvement social, et on sait que cette mayonnaise-là, on ne l'a jamais déterminée avant. Ce qui nous a été dit hier (7 septembre NDLR), c'est que dans le rapport de force, les Français sont plutôt mobilisés et pas prêts à courber l'échine ».



Texte adopté à l'unanimité par le Conseil national

Le gouvernement doit entendre les millions de manifestants

La journée de mobilisation du 7 septembre 2010 a été historique par son ampleur. Plus de deux millions et demi de Français n'ont pas hésité à sacrifier le salaire d'une journée pour faire grève et aller manifester.

Cette mobilisation est à la mesure du mécontentement et de l'inquiétude face à la politique menée par Nicolas Sarkozy. Alors que l'économie française est enlisée dans la crise, que le chômage reste à 10% et que la précarité et les inégalités progressent, les choix de ce Président aggravent la situation : absence de réelle politique économique pour sortir la France de la crise, refus de soutenir le pouvoir d'achat pour relancer la consommation, politique fiscale injuste et réduction des moyens de tous les services publics, à commencer par l'éducation, la santé et la sécurité. S'il y a une facture de la crise, il y a surtout une ardoise Sarkozy, qui va plomber l'avenir de notre pays pendant de longues années.

Dans ce contexte, les mesures sur les retraites sont une véritable provocation. Si elles étaient appliquées, elles aboutiraient, via le relèvement de l'âge légal à 62 ans et de l'âge du taux plein à 67 ans, à faire peser l'essentiel de l'effort sur les salariés qui ont eu les carrières les plus longues, les plus pénibles ou les plus fragmentées. Dans le même temps, malgré les annonces faites à la suite de la journée de manifestation, il n'y a toujours pas de vraie mise à contribution des revenus du capital.

Et malgré cela, parce que le gouvernement refuse d'élargir réellement le financement à tous les revenus, le déficit est loin d'être comblé. Le trou restera de 25 milliards en 2011 et de 40 milliards en 2050. Notre système de retraite n'est donc pas sauvé. Le gouvernement se contente de masquer les déficits jusqu'en 2012, en vidant le Fonds de réserve des retraites (FRR), ce qui est le comble de l'irresponsabilité.

Les Français sont parfaitement prêts à faire des efforts. Beaucoup d'entre eux sont disposés à travailler plus longtemps, compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie. Mais à condition que les efforts soient justes, qu'ils soient partagés équitablement et qu'ils soient utiles. C'est tout le contraire que fait cette réforme. Les annonces du président de la République de ce matin (8 septembre NDLR) ne changent rien au cœur de la réforme.

Contrairement aux mensonges de la droite, l'alternative n'est pas entre cette réforme et le chaos, mais entre une réforme profondément injuste et qui ne règle rien, et une autre réforme, possible, juste, équilibrée et durable.

Le Parti socialiste a fait des propositions équilibrées qui articulent la protection des salariés les plus modestes et les plus exposés (grâce au maintien de l'âge légal à 60 ans), la mise à contribution des revenus du capital et la prise en compte de l'allongement de la durée de vie (par un relèvement modéré de la durée de cotisation). Non seulement ces propositions sont justes, mais elles permettent de combler le déficit du premier au dernier euro. Le PS propose un système de retraite choisie, universelle et personnalisée, qui prenne en compte les situations et les choix individuels et où chacun puisse véritablement choisir l'organisation de sa vie. Il s'agirait d'une vraie réforme : c'est-à-dire d'une réforme qui apporte un progrès.

Pour l'adoption du texte, le gouvernement a fait le choix du passage en force. Il a décidé un débat expéditif au Parlement, rendu possible par la réforme scandaleuse de la procédure parlementaire.

Après la mobilisation du 7 septembre, ce choix s'apparente à un véritable déni de démocratie. Une démocratie adulte, ce n'est pas une démocratie où le Président décide de tout, seul. C'est une démocratie où les corps intermédiaires sont écoutés et les citoyens respectés.

Le Conseil national du Parti socialiste appelle solennellement Nicolas Sarkozy à prendre en compte la mobilisation populaire et à écouter les partenaires sociaux.

Le Parti socialiste mènera le combat au Parlement contre ces mesures iniques et y portera ses propres propositions. Il suivra avec attention les décisions des syndicats et soutiendra les initiatives qui pourraient être prises pour continuer le combat par tous les moyens républicains.

Jeudi

23

septembre

**Tous mobilisé-e-s
pour une réforme
des retraites juste,
durable et efficace !**

La Nouvelle Donne **INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE**



Conseil national du 8 septembre 2010

Retrouvez l'intégralité des interventions sur parti-socialiste.fr



Catherine Trautmann

« Je voudrais dire que l'Europe est pour nous, socialistes français, mais socialistes européens aussi, un terrain de prolongement de notre lutte politique. Et nous le vivons ces temps-ci à propos de deux sujets d'actualité.

Le premier est celui des Roms, le second est celui qui lie la politique nationale et les orientations économiques et sociales de l'Union, c'est celui des retraites, question que j'ai posée hier en notre nom à José Manuel Barroso.

Nous avons un enjeu, qui est celui de redonner confiance et espoir en la France. Ce conseil, cette Convention nationale viennent à un moment où, nous parlementaires européens, vivons avec ce regard à la fois scandalisé, perplexe, interrogatif, critique de tous nos amis.

Hier (7 septembre), lors de notre débat dans le groupe, nous avons insisté sur la nécessité que la résolution sur laquelle nous allons voter jeudi (9 septembre) fasse la distinction entre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Hortefeux, la France, et les Français.

Nous ne sommes pas comptables des excès, des débordements, du scandale provoqués par Nicolas Sarkozy. L'image de la France est atteinte, sa crédibilité européenne est fortement ébranlée, et nous nous sentons fragilisés. Non pas nous directement, car nous sommes dans la bataille politique, mais nous voyons bien comment un doute s'installe progressivement sur l'attitude et le rôle de la France dans la construction européenne.

Parce qu'il s'agit premièrement de la question des droits de l'Homme sur laquelle la France a construit sa crédibilité et son influence politiques.

Ce n'est pas sans raison que nous pouvons défendre le fait que la référence aux droits humains, y compris le droit à la sécurité, puisse être intégrée dans des accords internationaux.

C'est une première tache sur notre identité politique et sur la crédibilité de notre influence en Europe et dans le monde.

Deuxième chose, lorsque Sarkozy s'en prend aux Roms, il s'en prend non pas à la pauvreté mais à des pauvres. Il s'en prend à des gens qui ont une culture particulière, qui sont déjà fortement asociaux. Hier (7 septembre) dans la manif à Strasbourg, un syndicat lançait : "Est-ce que chasser les Roms nous rendra nos emplois ? Est-ce que chasser les immigrés nous financera nos retraites ?". Les gens, dans la manifestation, criaient "Non". C'est la première fois qu'un syndicat osait s'en prendre à Sarkozy sur ce thème.

J'ai interrogé Barroso sur les retraites. Je l'ai interrogé car il y a un livre vert¹ dans

lequel nous avons pu constater qu'il a exactement le même raisonnement que Nicolas Sarkozy : jouer sur l'allongement de l'âge de la retraite. Et il a répondu par la formule de Sarkozy : "Travailler plus pour gagner plus". La réponse dit bien comment la Commission européenne considère la question de l'emploi et la question des retraites : non pas comme la mise en œuvre d'une responsabilité, d'une solidarité intergénérationnelle, mais au contraire en prenant la variable humaine face au pouvoir de l'argent comme le moyen, finalement, de répondre à un besoin de financement.

Nous avons eu également un débat sur la situation aux Pays-Bas. La tentation nationale et nationaliste taraude de plus en plus de pays membres de l'Union, ce qui est politiquement grave. Les Belges sont dans une situation où le risque séparatiste est de plus en plus important. Sur la question des droits sociaux, sur la question de l'Europe politique, nous avons un débat gauche/droite qui est engagé très fortement au sein du Parlement européen.

Dans ce texte soumis à la Convention nationale, nous disons qu'il y a une véritable crise de la solidarité. Elle va de la solidarité entre les gens à la solidarité entre les États. On l'a vu pour la Grèce, on a vu le désaccord franco-allemand, on le voit aussi par cette tentation nationaliste.

Hier, nous avons abordé enfin le risque de la fragmentation, le risque de l'intergouvernemental par rapport aux choix d'une politique européenne qui puisse s'appuyer sur une relance de l'Union dans ses politiques publiques : que ce soit la politique agricole, la politique industrielle... Il y a vraiment aujourd'hui un enjeu, qui est celui d'une gouvernance, qui est celui d'un choix : voulons-nous y aller séparément ou voulons-nous y aller ensemble ?

Notre engagement européen, que nous réaffirmons dans cette convention, nous permet aussi de dire : "Oui les socialistes français pourront redonner de la couleur et du corps à la position du Parti socialiste européen". Nous sommes très attendus parce que dans le calendrier politique, nos camarades des différents pays de l'Union européenne attendent que nous puissions créer la dynamique de la relance de l'Europe et la dynamique victorieuse. Il faut être prudent par rapport à cette attente, on a parfois déçu, nous le savons.

Cette convention sera suivie, nos camarades y participeront. Cela permettra peut-être aussi aux Français de retrouver un peu d'espoir dans le rôle et l'influence que la France doit avoir dans l'Europe et dans le monde ».

¹ Un livre vert est un document qui vise à lancer la réflexion sur un sujet.



Elisabeth Guigou

« Je voudrais vous livrer trois réflexions. D'abord, il faut bien prendre conscience que, cette fois-ci, l'élection présidentielle se jouera aussi et pour beaucoup sur les questions européennes et internationales. Non seulement parce que Sarkozy va essayer de se refaire là-dessus, nous n'aurons alors pas trop de mal à démontrer qu'il y a eu beaucoup de gesticulations et pas beaucoup de résultats, mais aussi, et plus profondément encore, parce que nos concitoyens savent que nous sommes dans la mondialisation et que, par conséquent, on ne peut plus concevoir un projet politique qui fasse abstraction du monde qui nous entoure. Évidemment cette mondialisation suscite des craintes, mais à ces craintes, il va nous falloir, si nous voulons gagner, répondre autrement que Sarkozy avec ses gesticulations sans lendemain, et répondre autrement qu'avec un discours qui accentue la morosité ambiante. Pour nous donner de l'optimisme, il va nous falloir démontrer que cette mondialisation peut être source d'espérance. Nous socialistes, socio-démocrates, avons une opportunité formidable, accentuée encore avec la crise financière, de proposer une alternative à la mondialisation qui a été proposée par les libéraux. À tous égards, nous avons besoin de faire entendre la voix d'une autre France, pas d'une France qui, comme celle de Sarkozy, s'est trop souvent alignée sur les Américains. Il y aura certainement d'autres sujets qui porteront l'ambition d'une Europe politique qui pèsera dans le monde, et d'une France qui redira à quel point nous devons être solidaires avec les peuples qui sont victimes du sous-développement, de la corruption, de prédateurs multiples, qui s'expriment de plus en plus, en particulier en Afrique.

Ma deuxième réflexion concernera l'ambition pour l'Europe, une autre voix française dans l'Europe et dans le monde. Pour commencer, il ne faut pas sous-estimer ce que l'Europe nous a apporté et ce qu'elle nous apporte encore. Notre Europe est en crise, et je partage l'analyse de la crise. Mais n'oublions pas constamment de redire la fierté de ce que nous avons accompli tout de même : la paix, la démocratie... On est le seul continent sur lequel la peine de mort soit interdite. On est quand même, encore aujourd'hui, la première puissance économique devant les États-Unis d'Amérique. C'est quand même l'Europe qui a défini les termes d'un accord de paix israélo-palestinien avec les accords d'Oslo auxquels tout le monde s'est rallié ensuite. C'est l'Europe qui a montré la voie du nouveau développement durable à Kyoto et qui a fait le premier paquet énergie climat.

Nous avons aussi besoin d'initiatives, car il va falloir aller chercher la croissance. Si on reste à une croissance de 1 à 1,5 % dans l'ensemble de l'Europe, ça va être compliqué de réduire les déficits, de lutter contre le chômage, etc. On en parle dans le texte c'est le gouvernement économique, le pacte franco-allemand... Il faudrait revenir à ce que disait Jacques Delors qui avait une formule qui résumait les choses. Il disait : " La compétitivité qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. "

Nous citons dans le texte quelque chose qui parle aux citoyens, et je suis très heureuse de retrouver l'initiative à laquelle je suis très attachée : étendre Erasmus par un système de bourses qui serait cofinancé par les collectivités, les États et le budget européen. Ce ne serait pas la mer à boire de dire : chaque étudiant de master doit, pour avoir son diplôme, passer six mois dans un autre pays européen. On le rend obligatoire et on se donne les moyens de le faire. Je pense que nous devrions le porter haut et fort dans les échéances qui viennent.

Ma dernière remarque sera de dire que nous devons avoir la volonté de faire de l'Europe un acteur mondial. Mais on ne pourra pas le faire tout seul non plus. La mondialisation aujourd'hui s'organise en grandes régions. Vous avez l'Asie qui s'organise autour de l'ASEAN+5. Ça va jusqu'à l'Australie quand même. Vous avez l'Amérique. Il faut que l'Europe s'organise avec son Sud. Je suis heureuse de voir que, dans ce texte, nous disons quelle est notre conception de l'Union euro-méditerranéenne, à terme euro-africaine. Il n'y a pas d'enjeu stratégique plus important pour l'Union européenne aujourd'hui que celui de l'Afrique. Cette Afrique suscite la convoitise de tout un tas de prédateurs. Là-dessus, nous devons prendre, nous Français, des initiatives, se dire qu'avec l'Afrique, il y a tellement de proximité. Il y a des proximités humaines, il y a des proximités géographiques, il y a des proximités historiques, des liens irremplaçables. La crise écologique et financière, le bilan carbone, vont nous obliger à aller chercher de la proximité, de plus en plus. On serait bien bête de ne pas profiter et de laisser d'autres venir pratiquer un néo-colonialisme.

Nous avons besoin d'avoir une France ouverte, une Europe ouverte au monde, qui défende ses intérêts. Nous gagnerons si nous portons un message d'espoir dans notre pays, un message d'espoir dans l'Europe et dans le monde ».



Pouria Amirshahi

« Je voudrais insister sur la portée politique du texte qui, surtout quand on parle des enjeux internationaux, n'est pas simplement un programme d'action immédiate, comme on pourrait en avoir un demain avec des mesures immédiates et concrètes de relance, de changement de modèle de développement. Ce texte est une perspective parce que, à l'échelle internationale, on n'agit pas tout seul.

Mais encore faut-il avoir, ou retrouver, cette singularité particulière que la France n'a plus, en raison de la politique de Nicolas Sarkozy mais aussi parce que les effets de la mondialisation sont tels qu'elle nécessite pour nous deux choses. D'abord des réponses économiques et sociales au désastre que le libéralisme a généré pour plus de la moitié de l'humanité. La mondialisation a aussi impacté les gouvernements, les États et les partis socialistes dans leur capacité à redonner une perspective internationale. Car cette mondialisation accélère les mises en concurrence entre les peuples, accélère la mise à mal des modèles sociaux qui avaient permis de hisser haut les niveaux de vie et une certaine idée de l'humanité. Il y a urgence, à partir de ce moment-là à refixer une perspective.

Si on ne veut pas que les affaires du monde, c'est-à-dire l'humanité, ne se règlent qu'entre les mains des seuls grands puissants au détriment du droit international et de la vision onusienne, il est nécessaire pour le mouvement socialiste de refonder les relations internationales, de refonder les rapports de coopération plutôt que la concurrence, et ce, par le droit international. Cela veut dire que c'est d'abord l'ONU et les textes fondamentaux de l'ONU, comme la charte de San Francisco, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui doivent fonder les actions qui découlent de ces orientations. Cela vaut pour les organisations financières internationales, cela vaut pour le FMI et cela vaudra aussi à terme pour l'OMC, car il ne peut pas y avoir de règles commerciales qui ne soient pas fondées sur des modes de régulation partagés par l'ensemble de la communauté internationale et, évidemment, par le droit onusien.

C'est un premier élément qui est structurant, il y en a évidemment un deuxième. Les conséquences de la multipolarité et la manière dont on l'envisage, nécessitent qu'on l'organise. Le projet européen, certes en panne, peut, s'il renforce ses logiques d'intégration, s'il renforce sa politique de réindustrialisation, s'il renforce sa politique en faveur de l'emploi, d'ailleurs dans la continuité

de ce qu'on a écrit dans la Convention nouveau modèle de développement, peut effectivement rétablir les bases d'un juste échange. Mais cela nécessite de poser pour tout le monde autant que pour l'Europe des règles de protection élémentaires, qui permettent de favoriser un développement, un commerce, qui réponde d'abord aux impératifs de développement humain. C'est la question des normes sociales et environnementales. Il s'agit aussi pour l'Europe de défendre ses propres intérêts. C'est la question des écluses tarifaires, c'est la politique de réindustrialisation et c'est aussi donner à l'Europe une capacité plus grande à agir pour des politiques publiques plus ambitieuses, je pense à la perspective des champions européens, et pourquoi pas à des consortiums publics européens.

Le troisième élément est lié à l'intérêt même de ce texte. Ce texte a une portée internationale, il a une portée universaliste. Il s'adresse aussi à toutes celles et ceux qui sont concernés par l'obligation de sortie de crise, l'humanité d'une certaine façon.

Quelle est aujourd'hui la vision que nous avons du développement en Afrique ? Est-ce qu'on reste simplement dans un rapport détestable France-Afrique avec lequel il faut rompre absolument et avec lequel renoue Nicolas Sarkozy, ou est-ce qu'on prend en compte maintenant les possibilités et les nécessités de revendication de développement endogène, d'autosuffisance alimentaire, et cette notion de droit au développement qui de plus en plus émerge dans les pays africains ? La refondation d'une politique de coopération est un axe essentiel de ce texte, fondée sur les bases de respect et d'égalité entre la France, l'Union européenne et l'ensemble des pays qu'on appelle les moins avancés, et évidemment l'Afrique subsaharienne.

Évidemment il y a un message général, on peut penser qu'il ne peut pas être opérant immédiatement. Mais enfin la voix de la France, c'est aussi une voix dans le concert des nations qui vise, dans ce moment historique d'accélération de la mondialisation, alors qu'on ne sait pas exactement comment réorienter le cours de nos civilisations, à remettre de la politique, de la régulation, de la maîtrise de la mondialisation. La voix de la France est aussi une voix très claire dans la manière dont on conçoit les règlements des conflits. Bien sûr, il y a la paix, bien sûr il y a un chemin vers la paix. C'est sortir de la situation de crise en Afghanistan, c'est aussi un règlement négocié, une réponse urgente, un arrêt

immédiat de la politique de colonisation dans les territoires occupés aujourd'hui en Israël, et apporter une réponse à des Palestiniens qui sont victimes à la fois de la politique de ghettoïsation du gouvernement israélien et de l'activisme d'un certain islamisme intégriste.

Dans les semaines qui viennent, certains débats mériteront d'être approfondis, mais à partir du moment où on remet au cœur de notre vision internationale la maîtrise de la mondialisation, la régulation par des orientations

politiques structurantes, et pas simplement déclaratoires, les nouvelles alliances, le projet européen, alors il y a aussi pour tous une perspective de sortie de crise qui peut être utile à la France, à l'Europe, au monde parce que, pour reprendre l'expression de Guillaume Bachelay, l'enjeu, c'est aussi d'éviter de "sortir des radars" de cette histoire et de faire en sorte que l'on retrouve cette maîtrise que seuls les socialistes, parce qu'il y a de la volonté politique là où il y a du socialisme, peuvent honorer ».



Pierre Moscovici

« Nous sommes dans une Convention internationale qui est une étape importante dans la construction d'une alternative pour 2012. Le texte part d'un constat qui est juste : le cadre européen et international est plus que jamais indissociable des choix, des options, des Français. J'ajoute que l'international est aussi un endroit dans lequel le style, le projet idéologique de la droite et du Sarkozysme s'expriment pleinement : brutalité, nationalisme exacerbé et en même temps volonté de faire rentrer la France dans les rangs, dans les rangs d'un Occident sans cesse en guerre.

Et là il ne faut pas sous-estimer la capacité du gouvernement à s'appuyer sur les positions les plus démagogiques pour faire avancer son point de vue. Et dans ce contexte, que pouvons-nous dire du texte qui nous est soumis ? Il dresse un tableau très juste de la réalité européenne et internationale du moment. Mais j'ai quand même quelques insatisfactions. Je pense que nous ne sommes pas tout à fait à l'équilibre souhaitable entre la nation, l'internationalisme et l'Europe. La nation, elle est nôtre et elle est fondamentale. Elle se confond avec les valeurs et les acquis de la République, elle est le cadre de l'expression de la volonté démocratique légitime. Mais ce constat ne doit pas nous conduire à affadir notre tradition européenne, internationaliste qui nous paraît plus que jamais être une dimension fondamentale du progressisme. J'aimerais que cette dimension soit encore davantage affirmée dans le texte. Je veux illustrer mon propos par trois séries d'amendements que j'ai portés dans la commission des résolutions, beaucoup d'ailleurs ont été intégrés. Premier point, le progressisme et l'Amérique latine. Je voudrais que notre projet réformateur ne passe pas à côté de certaines expériences progressistes qui se passent en Amérique latine. J'aimerais que le texte s'appuie fortement sur ces expériences, mais dise

aussi que nos sources d'inspiration sont plus proches de Lula que de Chavez. Le deuxième axe concerne le Maghreb et l'Afrique. Nous sommes obligés de faire un travail politique à l'égard de ces pays sur un sujet fondamental qu'est celui de la colonisation. Et là on voit que le sarkozysme est une régression. Je ne suis pas pour la repentance, mais je pense en même temps que nous avons besoin de construire de nouveaux rapports avec le Sud. Il faut aussi faire en sorte que les Français soient au clair avec leur histoire. Notre texte devrait reconnaître que la colonisation a été une faute.

Mes amendements finaux sont sur l'Europe. Nous ne pouvons pas nous passer d'une vision européenne qui soit plus fraternelle, plus enthousiaste.

L'Europe est en crise de légitimité. Mais il ne suffit pas de dire qu'il y a une crise de légitimité, qu'avons-nous à proposer là-dessus ? Sur la relation franco-allemande, il y a eu un texte très important signé entre Martine et le président du SPD. Je souhaiterais là aussi qu'on aille plus loin, qu'on dise qu'il faut remettre les choses à plat avec l'Allemagne. Je pense que cette union franco-allemande peut être un cadre nouveau pour les salariés et les citoyens, un moteur retrouvé de l'Union européenne. Enfin, l'élargissement et les frontières, à commencer par la Turquie. Les formulations évoluent plutôt dans le bon sens. Mais je trouve ça encore trop timide et même trop négatif d'une certaine façon.

Il y a deux mots que je voudrais voir dans le texte, ces mots sont "vocation européenne". Pourquoi ne reprendrions-nous pas cela ? Je reste partisan de cette adhésion, tout en connaissant les difficultés de la Turquie. Alors que nous marquions dans ce texte que la Turquie n'est pas capable aujourd'hui d'entrer dans l'Europe, bien sûr, mais soyons capables de dire : oui, nous sommes favorables à cela, la vocation

européenne de la Turquie existe toujours. Nous faisons preuve de bonne volonté sur les Balkans. Mais la bonne volonté, ça ne suffit pas. Nous devons dire aussi de façon claire que là encore il y a des engagements européens qui ont été pris et quand la stabilité régionale sera retrouvée, les Balkans entreront dans l'Union européenne. Tout cela doit s'inscrire dans une vision claire, celle d'un approfondissement économique et social au sein de la zone euro, mais aussi avec une possibilité d'élargissement des frontières de l'Union européenne. On a ce débat depuis longtemps, le grand élargissement, le cinquième élargissement. Sans doute

a-t-il été fait vite, sans doute cela s'est-il produit de façon insatisfaisante, mais soyons conscients quand même que l'histoire nous pressait, que les pays d'Europe centrale et orientale sont membres déjà de l'Union européenne et que l'élargissement n'est pas fini. Nous n'avons pas de raison de paraître restrictifs. Je ne me sens absolument pas dans l'état d'esprit de m'opposer à ce texte, à la fois par souci d'unité parce qu'il a des qualités très fortes, mais en même temps je défendrai ces amendements s'ils ne sont pas pris en compte suffisamment à mon goût devant les militants dans le débat sur la Convention internationale ».



Laurent Baumel

« On a pu lire ou entendre ici ou là que peut-être ce texte était prudent, pragmatique, trop prudent ou trop pragmatique. Cela n'a pas été le cas dans nos débats de ce soir mais je ne voudrais pas qu'on puisse analyser ce texte à l'aune du cliché habituel qui veut que les questions internationales opposent les idéalistes, défenseurs des droits de l'Homme et des grands principes, aux réalistes défenseurs des intérêts nationaux bien compris, engoncés dans la timidité des formules diplomatiques.

Car, pour avoir participé de près aux réflexions, aux étapes successives d'élaboration de ce texte, je crois qu'une des choses que nous avons voulu précisément faire, c'est de dépasser ce cliché.

D'abord parce que ce texte, loin d'être dépolitisé, est un texte qui réaffirme les principes qui fondent depuis toujours notre identité socialiste.

Quand nous prenons par exemple position ici pour un multilatéralisme refondé et conséquent, nous sommes fidèles à l'héritage des Lumières et nous sommes fidèles à l'héritage de l'internationalisme socialiste. Quand nous proposons avec Henri Weber de subordonner le commerce mondial à l'exigence d'un juste échange, nous faisons notre travail de socialistes, c'est-à-dire que nous disons que le marché mondial ne peut pas être gouverné simplement par la loi du laisser-faire. Quand nous disons que la sécurité alimentaire est une question centrale, quand nous affirmons qu'il faut démarchandiser l'agriculture, permettre une relocalisation des productions, nous privilégions là aussi une vision fondamentale des besoins humains qui heurte de plein fouet des intérêts et des réalités.

Il y a donc des principes dans ce texte qui est loin de se limiter par ailleurs à ce qui peut être fait au lendemain matin d'une victoire présidentielle, qu'il s'agisse de ce que nous disons sur la réorganisation de la communauté internationale, du projet européen, de la refondation des rapports Nord-Sud, c'est un texte qui fixe des caps à atteindre, des ambitions à long terme, qui dit assez clairement où nous voulons aller.

Le réalisme n'est pas ce qui s'oppose aux principes. Le réalisme est un principe fondamental du socialisme, tel qu'en tout cas nous le concevons et nous le pratiquons. Le réalisme, c'est l'autre nom du principe d'efficacité et c'est d'une certaine manière le principe qui donne son sens à tous les autres. Nous sommes réalistes parce que, ce qui nous intéresse, ce n'est pas notre confort identitaire, ce n'est pas simplement de protester contre les atteintes aux droits de l'Homme, de déplorer la mondialisation financière ou de dénoncer entre nous les dérives de la construction européenne, nous sommes réalistes parce que nous acceptons de gouverner, parce que nous acceptons d'exercer des responsabilités et que ce qui nous intéresse, c'est de trouver les leviers concrets que nous allons pouvoir utiliser, les chemins que nous allons pouvoir emprunter pour la transformation effective des choses, pour transformer, d'une certaine manière, le monde à partir de lui-même.

Et cette exigence, qui vaut pour tous les champs de notre réflexion programmatique, est évidemment particulièrement aiguë dans le champ international. Le seul bon texte international est de ce point de vue un texte réaliste, et je crois que ce texte peut être considéré de ce point de vue comme un bon texte. Il l'est par exemple parce que sur la question européenne, il ne se

contente pas de dire l'Europe que nous voulons, il dessine, à travers notamment la relance proposée du moteur franco-allemand, une stratégie pour avancer réellement. De façon plus globale, ce texte analyse honnêtement le nouveau décor dans lequel nous nous trouvons, il soupèse les choses, il soupèse les forces en présence, il analyse les dynamiques contradictoires à l'œuvre, il dit par exemple que la mondialisation, la fin du monde bipolaire, les chocs climatiques, sont porteurs de déséquilibres et de régressions, mais qu'ils sont aussi porteurs d'une potentialité

inédite dans l'histoire de l'humanité de bâtir une communauté internationale réelle, une société des nations fondée sur l'intérêt de tous.

Au-delà du rendez-vous de 2012, ce document peut être un document de référence d'une génération socialiste, la nôtre, celle du début du XXI^e siècle, qui sait, qui sent qu'une partie importante se joue dans les années qui viennent pour le destin du monde et qui veut se donner peut-être une chance d'y prendre part ».



Monique Saliou

« Mes chers camarades, je ne vais pas manquer d'ajouter ma voix et celle de ma sensibilité à celle de tous ceux qui se sont félicités de l'existence du texte qui est présenté aujourd'hui au Conseil national, mais aussi de son contenu.

Je vois au moins cinq raisons pour que nous adoptions ce texte et le présentions au débat militant.

La première raison est que ce texte existe. Il y a longtemps, et sans doute beaucoup trop longtemps que nous n'avions pas explicité clairement notre doctrine en matière internationale, même si nous n'avons jamais été en manque de positions individuelles sur la plupart des grands sujets. Or, on ne fait pas une campagne présidentielle en improvisant à chaque fois qu'une nouvelle question se pose, et surtout face à un président sortant qui peut exciper d'une stature sur la scène internationale quelles que soient les limites, et nous les connaissons, de cette stature.

Les Français dans leur majorité n'attendent pas un programme sur les questions internationales mais ils sont sensibles à une approche, à des positionnements sur l'action de la France et de l'Europe dans le monde. C'est tout le sens d'un texte volontairement court qui n'égrène pas tous les aspects de la relation bilatérale de la France avec les deux cents États de la planète. Il y aura sans doute des frustrations qui apparaîtront dans les fédérations, mais c'est dans la nature des choses. C'est un texte qui dessine une doctrine.

La crédibilité d'un candidat à l'élection présidentielle, la stature présidentielle, sont étroitement liées à la capacité qui lui est accordée de savoir ou de ne pas savoir défendre les intérêts de notre pays dans les enceintes internationales. Et cela, je le répète, ne s'improvise pas, cela se construit.

Deuxième raison de satisfaction, nous

sommes arrivés à un large accord entre nous. Il y a eu des concessions, pas mal de concessions qui ont été faites, dont certaines n'ont pas toujours été faciles à faire, je ne suis pas certaine, pour ma part, si j'avais tenu seule la plume, que j'aurais donné tout à fait la même tonalité à la partie consacrée à l'Europe. Je parle d'ailleurs plus de tonalité que de propositions, mais je pense de manière générale que l'Europe politique est peut être abordée de manière un peu trop brève pour des raisons que l'on peut comprendre, et qui tiennent aux anciens débats qu'on a eus entre nous. Mais enfin, on peut penser aussi qu'il n'y aura pas de redressement de l'Europe en crise aujourd'hui sans un approfondissement de l'Europe politique. Je ne suis pas sûre non plus que je pourrais donner la même tonalité à la partie qui est consacrée aux élargissements passés comme aux élargissements futurs, mais je pense que l'essentiel est d'avoir un texte qui soit acceptable par tous et que nous soyons en mesure de nous rassembler autour de ce texte.

Troisième raison de voter ce texte, son caractère équilibré entre l'utopie de notre système international et la nécessité de regarder le monde tel qu'il est au risque de trop s'y adapter.

Ce sont nos deux travers habituels, et ce n'est pas uniquement une imagination de journaliste. Il est arrivé que, dans l'opposition, nos textes promettent une diplomatie que je qualifierais de relations internationales chez les Bisounours, avant de pratiquer, au pouvoir, et sans beaucoup d'état d'âme, une défense de nos stricts intérêts. Le texte me parvient, me semble-t-il, assez bien à sortir par le haut de ces deux écueils, il prend acte des nouveaux rapports de force mondiaux dans un monde multipolaire, il fait une analyse lucide de la dureté de la compétition économique, mais aussi politique à l'œuvre dans ce monde nouveau. Par exemple, les pays émergents ont quitté le rôle confortable pour nous de pays en développement en direction desquels

nous prodiguions, avec plus ou moins de générosité, notre aide au développement, pour devenir des compétiteurs face auxquels il faut bien aujourd'hui défendre nos intérêts.

Mais en même temps le texte sait réaffirmer que la France a un rôle singulier à jouer dans le monde, qui tient à son histoire, à son image, certes écornée, mais encore vivace, de pays des droits de l'Homme, et une tradition d'indépendance. La France n'est pas seulement un petit bout d'Occident, elle garde un message universel. Le texte réaffirme notre ambition, et je la crois particulièrement juste et aujourd'hui profondément clivante, face à la politique qui a été menée par Nicolas Sarkozy ces dernières années.

Quatrième raison de satisfaction, les positions prises sur les zones de conflit de la planète qui seront évidemment les principales questions qui nous seront posées dans les mois à venir. Chacun pourra voir des nuances sur telle ou telle formulation du texte, mais je crois que, tel qu'il est rédigé, il traduit l'esprit de responsabilité d'un parti qui s'apprête à gouverner. Il ne faut pas oublier qu'une politique étrangère ne se change pas aussi brutalement que certaines politiques intérieures, même si d'ailleurs certaines politiques intérieures ne se changent pas brutalement, la politique fiscale par exemple.

En politique étrangère, il existe des traités, des engagements, il faut savoir donner

du temps au temps. Je crois, en définitive, que les formulations à la fois ouvertes et équilibrées sur les zones de conflit sont à ce stade raisonnables.

La cinquième et dernière raison pour voter ce texte, réside dans les avancées réalisées dans notre doctrine traditionnelle. Il y en a plusieurs, je n'en citerai qu'une. L'importance est donnée au lien euro-méditerranéen, cela a déjà été évoqué par d'autres, c'est une très belle ambition, mais sur laquelle il ne faut pas se tromper. Nous n'avons pas, et je crois qu'il faut le répéter, la vision initiale d'Henri Guaino, le conseiller du président de la République, qui en est resté à Napoléon III et qui entend par l'euro-méditerranée reconstituer une zone d'influence française dans le cadre d'un partage qui aurait laissé à l'Allemagne l'Est de l'Europe cependant que sans doute les Britanniques auraient gardé les mers.

Nous n'avons pas cette vision ringarde et datée, nous situons le lien avec la méditerranée dans la partie de notre texte, nous en faisons une politique européenne et nous en faisons aussi une ambition globale, économique, mais aussi politique et culturelle.

Voilà, mes chers camarades, quelques-unes des raisons qui nous incitent à voter ce texte qui est lucide, sérieux, mais aussi ambitieux ».

Suite des interventions page 45



PS



Le cahier de la Convention

La Nouvelle Donne **INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE**



Sommaire

La Convention : mode d'emploi	p.18
Introduction de Laurent Fabius	p.19
Introduction de Jean-Christophe Cambadélis	p.23
Texte soumis au vote des militant-e-s	p.25

La Convention : mode d'emploi



Harlem Désir

Un monde nouveau émerge sous nos yeux, instable, chaotique, traversé de crises, financières, alimentaires, écologiques, et toujours déchiré par les guerres, anciennes ou nouvelles.

Comment appréhender les bouleversements de ce monde, en quête de réponses collectives et de régulations, mais aujourd'hui dominé par la compétition entre les nations, les dérèglements du capitalisme

financier, l'avidité du gain et la faiblesse des organisations multilatérales et de l'ONU ?

Comment civiliser la planète et imposer la prééminence des objectifs de développement, de justice sociale, d'écologie responsable sur la logique du profit immédiat et de l'inégalité entre les continents et au sein des sociétés ? Voilà quelques uns des enjeux de notre réflexion collective.

Les questions sont multiples :

Quel multilatéralisme rénové la France doit-elle porter ? Quelle approche de la sécurité collective et de la paix les socialistes doivent-ils préconiser ? Quelle politique de défense pour la France et pour l'Europe ? Quels principes socialistes et quelles propositions françaises dans la gestion des conflits en Afghanistan, en Irak, au Proche-Orient ?

Quelques rappels *

Mardi 31 août, après un rapport introductif de Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis, le Bureau national a débattu d'un avant projet du texte intitulé « L'ambition internationale des socialistes : rénover le multilatéralisme, mieux maîtriser la mondialisation, relancer l'Europe, agir pour la paix ».

Mercredi 8 septembre, le Conseil national, réuni à Paris, adopte à l'unanimité le texte désormais soumis au vote des militant-e-s.

Prochaines étapes :

Jeudi 30 septembre, de 17h à 22h, vote des adhérent-e-s dans toutes les sections.

Vendredi 1^{er} ou samedi 2 octobre, réunion des conventions fédérales.

Organisation des débats dans les fédérations

Entre la réception du texte et le vote, au moins une assemblée générale de débat est obligatoire par fédération.

Modalités de vote

Les modalités de vote pour la Convention nationale sur « Les socialistes et la nouvelle donne internationale et européenne », conformément à nos statuts, sont les suivantes :

- Pour pouvoir participer au vote les adhérent-e-s doivent :
- Avoir adhéré au plus tard le 30 mars 2010.
 - Être à jour de leurs cotisations d'adhérent-e- et d'élu-e. Il est possible de se mettre à jour jusqu'au scrutin, et le jour

Quelle vision de l'avenir de l'Europe les socialistes ont-ils ? Quelle orientation la France et l'Europe devraient-elle défendre sur l'évolution des règles du commerce mondial ? Quel contenu donner au « juste échange » et comment le promouvoir ou l'imposer ?

Quels nouveaux financements pour le développement des pays les plus pauvres ? Quelle stratégie européenne et internationaliste pour les socialistes ?

Chacun de ces thèmes est abordé dans le texte que le Conseil national du 8 septembre a adopté à l'unanimité.

Les débats de notre convention nous permettront d'élaborer une « doctrine » renouvelée sur des sujets qui seront au cœur des confrontations électorales à venir parce qu'ils ont des implications directes et concrètes sur le quotidien des Français et que la politique étrangère de Nicolas Sarkozy, brouillonne, alignée, incohérente est un échec et isole la France.

Ce sera l'aboutissement d'un processus de réflexion et d'élaboration animé avec passion depuis plusieurs mois par Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis. Qu'ils en soient remerciés. Grâce à eux et à tous les animateurs d'ateliers qui les ont accompagnés, les militant-e-s disposent maintenant d'un texte dense, riche, solide dont chacun peut maintenant se saisir pour le débat.

Le 9 octobre prochain, notre Convention nationale sur le thème « Les socialistes et la nouvelle donne internationale et européenne », se déroulera à Paris, au CNIT de La Défense. Faisons-en une étape vers le changement en France en 2012 !

Harlem Désir

Secrétaire national à la coordination

du vote. Le paiement doit être individuel et en priorité par chèque. Le trésorier de section devra faire remonter les paiements et leurs justificatifs avec les PV et listes d'émargement.

Organisation du scrutin

Les adhérent-e-s se réunissent en Assemblée générale de section le jeudi 30 septembre pour se prononcer par un vote sur le texte issu du Conseil national du 8 juin.

Le vote est personnel et secret. Aucun vote par procuration n'est autorisé. Il s'effectue au moyen du bulletin de vote unique fourni par les fédérations, à déposer dans une unique urne. Toute rature ou panachage rend le bulletin nul.

Conformément à l'article 7.8 du règlement intérieur, les électeurs-trices sont admis-e-s à voter sur présentation d'une pièce d'identité. Ils-Elles doivent passer par un isoloir avant de déposer leur bulletin sous enveloppe dans l'urne. Les électeurs-trices signent eux-mêmes/elles-mêmes la liste d'émargement en face de leur nom.

Les bureaux de vote sont ouverts de 17h à 22h.

Les Conventions fédérales

Les Conventions fédérales devront être organisées le 1^{er} ou le 2 octobre 2010.

Convention nationale

**Samedi 9 octobre, au CNIT, Paris - La Défense
Espace Congrès Exposition - Niveau D
Métro Ligne 1 - RER A : Station
« La Défense Grande Arche »**

* Circulaire nationale n° 1376

Introduction de Laurent Fabius



« Chers camarades, je vais vous présenter avec Jean-Christophe les grandes lignes du projet. Vous devez avoir entre les mains les vingt pages, nous avons tenu à rester dans ce cadre, qui est donc limité, qui résultent des travaux qui ont été menés depuis maintenant plusieurs mois. Et en commençant ce propos court je voudrais d'abord formuler quelques remerciements : d'abord pour Jean-Christophe Cambadélis qui est l'armature de tout cela

et avec qui c'est un plaisir de travailler, et puis un certain nombre d'amis qui, pour la plupart, sont dans cette salle, et qui ont animé des groupes de travail dont les résultats sont d'ailleurs sur notre site, groupes de travail spécialisés que nous avons repris ensuite dans ce document de synthèse. Je veux citer Clotilde Valter que j'ai vue, et qui, avec Alain Richard, suit particulièrement les questions de défense et de sécurité extérieure ; Catherine Trautmann, que j'ai vue, qui a animé nos travaux sur l'Europe ; Henri Weber qui est devenu le grand spécialiste du juste échange. Donc s'il y a des interrogations sur ce concept, tout est dans sa mémoire, dans son disque dur ; Laurent Baumel qui a travaillé sur l'aide au développement en particulier ; Pouria Amirshahi qui a travaillé sur la réorganisation des affaires internationales, et puis Elisabeth Guigou qui a travaillé en particulier sur les questions euro-méditerranéennes qui sont un des points forts de ce texte.

Beaucoup d'autres camarades s'y sont joints, mais je cite en particulier ces camarades car ils ont été particulièrement assidus dans les groupes qu'avec Jean-Christophe nous avons animés.

Alors, comment avons-nous procédé ? Qu'est-ce que nous allons faire ? Et puis ensuite quelques mots sur le fond.

Il y a eu ces groupes de travail qui se sont réunis et qu'ensuite nous avons réunis chaque semaine, qui ont abouti à toute une série de rapports. Il a fallu ensuite tout collationner et bâtir un texte. Jean-Christophe y a beaucoup travaillé, moi-même, ce qui m'a un peu rajeuni, j'y ai mis la main, c'est toujours une manière astucieuse de gâcher une partie de ses vacances... Nous avons voulu, sans toujours y réussir, que ce soit un texte qu'on puisse lire et qui ne soit pas trop long, et puis nous avons eu à La Rochelle une séance de travail. Lundi, nous avons eu une commission des résolutions pour meubler la soirée... Nous avons donc notre

réunion ce soir et nous espérons que tout ça, dans l'esprit bien sûr qui est le nôtre, aux uns et aux autres aujourd'hui, permettra à la fois de rassembler chacun et puis d'aboutir à un texte de qualité.

Devant nous, une fois que nous aurons adopté ce texte, nous allons l'envoyer aux militants, ils vont en discuter. Parallèlement il y a une espèce de forum qui existe sur le Net, (sur La coopol NDLR), les sections et les fédérations vont aussi faire leur travail. Nous allons faire le recollement de tout ça. Nous avons notre convention le samedi 9 octobre, qui sera à La Défense, à laquelle nous voudrions donner une certaine force, une certaine solennité, et qui sera préparée la veille par une réunion de pas mal d'amis venant de tous les coins du monde. Amis ou moins amis, car il est quand même difficile de traiter du projet de politique internationale du Parti socialiste sans qu'il y ait quand même quelques représentants venus d'ailleurs que de nos territoires.

Nous adopterons tout ça à la Convention nationale, ce sera un document qui aura évidemment vocation à être largement diffusé.

Alors, je vais avec vous parcourir le sommaire, et ensuite revenir sur quelques points qui, d'une façon d'ailleurs un peu arbitraire, me paraissent peut-être plus novateurs ou devant retenir plus l'attention que d'autres.

Étant observé qu'avec Jean-Christophe nous avons cherché à faire un texte qui soit ambitieux, puisqu'il s'agit de transformer, à partir de ce que nous faisons en France, de contribuer à relancer l'Europe et en même temps la réorienter, et d'avoir une certaine vision du monde qui est autre que celle qui existe aujourd'hui. En introduction, nous partons donc de l'idée, que j'espère vous partagerai, que la politique internationale, qui traditionnellement n'était pas la question centrale dans les grandes élections présidentielles, pourrait bien être assez importante, et même très importante. Pourquoi ? D'abord parce que nos concitoyens, ils ont raison, sont sensibles au fait que, de plus en plus, les questions internationales et nationales sont absolument connectées, nul besoin d'en faire la démonstration.

Deuxièmement, M. Sarkozy lui-même a l'intention de mettre en avant la politique internationale et ses prétendus succès, qu'il faudra démonter les uns après les autres.

Et, troisièmement, ce que nous montre la crise est à porter, en termes de solutions, au crédit des mouvements progressistes, et singulièrement du Parti socialiste, puisque les idées que nous portons, qui sont vraiment le cœur de la gauche (la réduction des inégalités,

la régulation plutôt que le libre marché, l'intervention publique), tous ces thèmes-là sont renforcés par ce que nous avons appris de la crise, et devraient nous conduire, nous les socialistes, à mettre vraiment en avant nos positions internationales dans les grands choix que les Français ont à faire.

Nous n'avons pas du tout la politique internationale honteuse, au contraire, nous allons en faire un thème tout à fait central de notre projet.

Nous commençons par décrire la mondialisation d'une façon qui vous apparaîtra classique, avec les différents éléments idéologiques, le basculement du monde vers le Pacifique, l'apparition de toute une série de risques nouveaux, les données écologiques...

Ensuite, nous faisons un sort à la politique externe de M. Sarkozy en des termes qui ne sont pas injurieux, mais qui ne sont pas particulièrement aimables. Par rapport à un président de la République qui, jusqu'ici, et encore plus l'année prochaine avec le G20, va développer le thème : "sur l'international, je suis bon", il va falloir montrer que tout cela est largement inefficace et fait partie de ce que, en termes choisis, on appellerait de la gonflette.

Et puis nous revenons aussi en introduction sur le message de la France dans l'Europe et le monde du XXI^e siècle, ce seront des thèmes que vous verrez développés.

Notre texte est fondé sur quatre pieds.

Premièrement, nous revenons sur l'ambition internationale au sens large avec l'idée que, pour nous, l'important, c'est un multilatéralisme rénové et une voix française qui exprime de nouveau nos valeurs.

Nous voulons remettre l'ONU au centre du système international. Toute une série de propositions sont faites, sans pour autant réduire l'importance de ce que sera le G20, mais nous sommes d'ailleurs dans la tradition du mouvement socialiste, très attachés à ce que l'ONU puisse, non seulement conserver son rôle, mais trouver un meilleur fonctionnement, une meilleure représentativité.

Ensuite, nous développons quelques thèmes précis autour de la notion générale d'une voix française qui exprime de nouveau nos valeurs.

Là, nous avons voulu, en quelques lignes à chaque fois, ce n'est donc pas facile, et cela a demandé bien sûr toute une série de discussions et d'arbitrages, synthétiser l'approche que nous avons sur l'OTAN. Nous avons dit que nous n'étions pas d'accord avec la réintégration et les prétextes qui étaient pris à cette réintégration, comme développer le rayonnement international de la France et relancer la défense européenne, évidemment rien de tout cela n'est au rendez-vous, nous expliquons donc ce que nous ferons si nous

sommes appelés à gouverner. Nous prenons un certain nombre de sujets sensibles, nous définissons notre approche sur des questions brûlantes, à savoir l'Afghanistan, l'Iran, le conflit israélo-palestinien et l'affaire du Liban. À chaque fois, évidemment, on aurait pu en faire des pages et des pages, mais nous avons voulu en quelques lignes définir, pour nos campagnes, ce qu'est notre axe.

Nous montrons quelle sera notre politique, très différente de la politique actuelle, sur l'Afrique, à la fois l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Nous définissons notre attitude vis-à-vis des grands pays émergents, singulièrement le Brésil, l'Inde et la Chine, qui n'est pas la même attitude que le gouvernement actuel. Nous avons un paragraphe spécial sur l'Amérique latine car il nous semble que c'était peut-être un peu l'oubliée d'un certain nombre de nos prises de positions, de nos textes alors qu'il s'y passe là-bas des choses très intéressantes.

Nous revenons sur la question du respect des droits de l'Homme et de la diversité culturelle, et c'est là, en particulier, que nous abordons pour les condamner les positions scandaleuses prises récemment par M. Sarkozy et puis, toujours dans une voix française qui exprime de nouveau nos valeurs, évidemment nous effectuons un développement sur l'exigence orientale.

Tout cela est sur le thème : un multilatéralisme rénové, une voix française qui exprime de nouveau nos valeurs.

Ensuite, nous avons une série de paragraphes qui n'est peut-être pas la plus novatrice, mais en tout cas où il y a vraiment à la fois une réflexion d'ordre philosophique, politique avec une application concrète, sur ce que nous appelons le passage du libre-échange au juste échange. C'est le concept que nous développons à partir d'un constat : le libre-échange ne fonctionne pas, le protectionnisme autarcique n'est pas une voie qu'il faille choisir, nous allons donc dans le sens de ce nous appelons et définissons le juste échange avec toute une série de traductions concrètes sur la façon d'utiliser les mécanismes de normes, sur les encouragements, ou au contraire les sanctions nécessaires, sur la manière d'intégrer des normes sociales et environnementales aux grands traités commerciaux internationaux, sur le renforcement des normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs et sur la mobilisation indispensable de la société civile parce que c'est une des originalités de ce texte. À plusieurs reprises il explique que la politique extérieure, ce n'est pas simplement le président de la République, un Premier ministre ou un ministre qui est dans son bureau devant les gens et qui dit : "Voilà ce qu'il faut faire", il y a aussi une mise en mouvement des ONG, du mouvement économique, social qui est indispensable.

Vous verrez donc dans cette deuxième partie des thèmes qui, non seulement nous parlent

en tant que socialistes, mais qui parleront à des millions de gens, et qui sont assez nouveaux dans leur formulation. Elle aborde la question d'une politique d'aide publique aux pays pauvres, de la lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire, dont nous voulons faire un axe vraiment très très important de notre politique, des questions d'accès à la santé et d'une politique, non pas migratoire, mais de flux migratoires qui ne soit pas refondée.

Troisièmement, même si dans les chapitres précédents nous parlons très souvent de l'Europe, puisque nous lions en permanence les changements en France, les changements en Europe et les changements dans le monde, nous avons voulu faire toute une partie sur l'Europe qui, disons les choses clairement, dépasse les oppositions qui ont pu naître entre nous il y a quelques années et qui montrent que, pour nous, l'exigence européenne est vraiment au cœur des changements que nous voulons apporter.

Nous faisons la description des difficultés, de la crise que traverse l'Europe, et ensuite nous montrons comment la crise économique, sociale et environnementale conforte, et non pas disqualifie, l'Europe comme grand projet collectif à condition que celle-ci soit réorientée.

Et là il y a des paragraphes très précis sur les mécanismes que nous souhaitons mettre en place pour la gouvernance économique, sur la nécessité pour l'Europe de reconduire des politiques publiques ambitieuses alors que malheureusement, souvent, elles les a abandonnées, avec la traduction budgétaire notamment que cela suppose ; sur des thèmes, là plus connus de solidarité, de progrès social, de convergence fiscale et sociale au cœur de notre projet. Ce chapitre n'était pas facile à écrire parce que ce sont des choses qui parfois nous ont opposés et qui en elles-mêmes sont complexes. Sur la fixation pour l'Union de limites claires, nous abordons la question bien évidemment de la Turquie et la question de la Russie. Enfin, où s'arrête l'Europe ? Nous développons, d'une façon plus forte peut-être que ce qui avait été fait dans des textes antérieurs, le concept d'Union euro-méditerranéenne parce que nous pensons que même si M. Sarkozy a complètement sinistré, ce qui est paradoxal pour un homme de droite, le concept, il y a dans la notion d'Union euro-méditerranéenne, et encore plus même peut-être en allant vers la totalité de l'Afrique, une direction très importante et nous en donnons une traduction concrète.

Et puis, là-dessus, le dernier point : nous disons que même si ce n'est pas exclusif, il nous semble que le moteur franco-allemand est totalement décisif, c'est une des raisons d'ailleurs pour lesquelles nous critiquons M. Sarkozy car c'est une des choses qu'il n'a pas réussies, et même qu'il a fait largement capoter. Nous donnons des exemples et une méthode pour relancer le moteur franco-allemand. Il y a eu cet accord, que vous avez certainement connu, entre le Parti socialiste et le SPD par l'intermédiaire de

ses deux dirigeants. Nous voulons aller plus loin, nous faisons des propositions précises, à la fois sur le gouvernement économique, sur le fait que nous proposerons que la France et l'Allemagne partagent leurs sièges à la fois au FMI et à la Banque mondiale, et nous relançons l'idée audacieuse, mais à laquelle nous croyons, d'une armée européenne dont le corps et le cœur pourraient être franco-allemand.

Enfin, dernière série de notations : c'est un texte qui concerne la défense, la sécurité, la paix, qui a été élaboré bien sûr avec tous nos camarades qui travaillent sur ces sujets. Je pense que cela fait d'ailleurs pas mal de temps que nous n'avons pas eu un texte assez court et en même temps utopique sur ces sujets, à la fois sur l'Europe de la défense, sur notre outil national de défense. Il y a là des formulations très précises qui ont été trouvées parce que, évidemment, chaque ligne est regardée, sur notre action nécessaire en faveur du désarmement dans un contexte où Obama, notamment, a lancé quelques initiatives. Et puis sur la lutte contre le terrorisme. Nous concluons à la fois en revenant sur la déshérence de notre outil diplomatique et la volonté que nous avons de redonner une force à l'outil diplomatique, culturel, etc., français, sur la restitution au Parlement de son rôle légitime d'évaluation et de contrôle de notre politique étrangère ; sur la valorisation du rôle des collectivités territoriales, en particulier des Régions, dans la mise en place de la politique étrangère, c'est peut-être un peu nouveau dans nos textes mais beaucoup de camarades y ont insisté à juste raison, sur les Français de l'étranger, non pas pour rivaliser avec la démagogie actuelle mais pour dire comment nous nous occuperons de nos 2,5 millions de compatriotes ; et puis les derniers mots sont pour dire que nous ne séparons pas le national de l'international et que, retour à Sarkozy, on ne peut pas réclamer une grande politique étrangère quand, dans le même temps, on estime que depuis cinquante ans la présence des étrangers sur notre sol a été la source principale de nos difficultés, pas plus qu'on ne peut penser être crédible en matière industrielle, commerciale et financière quand, sur le même plan, on a, en ce qui concerne la nation, des résultats calamiteux.

Je conclurai en disant ce qui me paraît particulièrement important dans cette affaire.

L'analyse générale qui est faite de la nouvelle donne mondiale. Nous ne faisons pas dans l'angélisme, nous disons que le monde est dur, que tout ça est extrêmement compliqué, que les nations défendent leurs intérêts et en même temps que ce n'est pas pour autant qu'il faille que nous, socialistes, nous renoncions à notre vision internationaliste, à la vision européenne, donc cet équilibre entre l'idéal et le réel, je pense que c'est quelque chose qui sera remarqué.

Deuxièmement, seront aussi remarquées nos formulations sur des questions aussi simples que l'OTAN, l'Afghanistan etc., et là il peut y avoir encore quelques discussions entre nous, mais je

pense que nous arriverons à des formulations unies qui sont extrêmement souhaitables puisqu'on ne voit pas comment, dans le contexte actuel, le socialisme discuterait sur des sujets aussi essentiels et sensibles.

Troisièmement, ce que j'ai dit sur le juste échange qui, je crois, est quelque chose de fort.

Quatrièmement, sur la question européenne qui est une exigence qui vraiment innerve la totalité de notre texte avec une volonté très forte d'avancer. Voilà quelques points qui personnellement me paraissent dignes d'être soulignés.

Je terminerai ce propos en redisant le plaisir que c'était pour moi de présider, le mot est peut-être un peu excessif, ces travaux, en tout cas d'y participer activement ; et de dire que, parmi nos sujets de satisfaction, à Jean-Christophe et à moi, et à tous ceux qui ont travaillé directement là-dessus, il y a le sentiment très fort que, sans artifice, sur des questions absolument essentielles, et au-delà des débats qui ont pu nous opposer, nous étions capables de développer une vision unie. Je pense que cette notion d'unité sera présente dans la convention et que ce sera un élément supplémentaire pour préparer les grandes échéances qui viennent ».



Introduction de Jean-Christophe Cambadélis



« Merci Laurent d'avoir fait avec brio le résumé de ce texte sur lequel beaucoup de camarades ont travaillé, tu l'as répété. C'est toujours un principe, quand on participe à l'écriture d'un texte : il vaut mieux s'applaudir que d'attendre qu'on nous applaudisse.

Je dirais que ce texte est un bon texte. C'est du bon boulot. Pourquoi ? Parce qu'il a été précédé par une intense réflexion des groupes de travail sur

toute une série de questions. On n'est pas parti de ce que nous pensions les uns et les autres de la période précédente. On a essayé de penser le moment, et surtout, on a essayé de penser le rassemblement, et enfin, on a essayé de penser un chemin pratique pour ce qui serait une politique des socialistes, si, par chance ou par malheur, ça, c'est autre chose, ils arrivaient au pouvoir.

Honnêtement, je crois que chacun a essayé d'être efficace, tout en conservant bien sûr ce qu'il pensait de la situation politique internationale.

Trois, quatre mots, trois, quatre éléments pour situer ce texte.

D'abord, le cœur du texte. Le cœur du texte, c'est une idée assez simple : le monde issu de la chute du mur de Berlin et de la crise du capitalisme financier est un monde instable, dur mais instable, en déséquilibre, marqué par la concomitance des crises (crise financière évidemment, crise géopolitique évidemment, crise énergétique, crise alimentaire). Ceci amène un paysage tout à fait nouveau. Les socialistes ont eu dans leur histoire la nécessité d'aborder des périodes politiques multiples, que ce soit la décolonisation, que ce soit la Guerre froide, que ce soit la fin de la Guerre froide. Nous les avons toutes abordées souvent d'ailleurs assez pragmatiquement.

Mais là, nous essayons de penser le moment et de trouver un chemin pratique pour agir dans ce moment. Le maître mot de ce que nous proposons est qu'il faut retrouver de la stabilité dans un monde instable et que le seul moyen de retrouver de la stabilité est que la France ait une cohérence, que la France plaide pour l'équité dans un monde instable. C'est la stabilité par l'équité. Et tout au long de ce texte, il y a cette idée que nous développons.

Avec le deuxième élément, sans être totalement houlebecquien, nous estimons que si le monde occidental n'est pas relégué, il est quand même dans une situation tout à fait nouvelle. C'est ce qui explique le multilatéralisme et la première partie du texte. Nous ne parlons pas du déclassement du monde occidental mais nous parlons de la puissance relative du monde occidental dans une période où d'autres mondes émergent qui viennent contester la situation dominante dans laquelle nous étions depuis quatre siècles. Et ceci induit le multilatéralisme.

Pour Nicolas Sarkozy, nous le disons d'emblée dans le début du texte, ce multilatéralisme est une servitude. Pourquoi ? Parce qu'il a totalement commencé son quinquennat sur l'idéologie des néo-conservateurs américains. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard s'il s'est entouré de tous ceux qui ont été favorables à l'intervention en Irak. Il s'est entouré des néo-conservateurs français pour être en résonance avec les néo-conservateurs américains parce qu'il estimait que le monde occidental avait gagné après la chute du mur de Berlin et qu'il fallait peu ou prou être avec les Américains dans la définition du nouveau siècle américain.

Manque de pot, ce n'est pas ce qui se passe. Et comme il est, dans la situation politique française, déstabilisé par la crise financière, il est déstabilisé aussi par la géopolitique telle qu'elle se développe aujourd'hui.

Dans ce monde multipolaire, il est nécessaire d'avoir - je viens de le dire - une certaine cohérence, en sachant que notre diplomatie n'est plus, même si elle était indépendante, subordonnée à des alliances ou à des blocs, tel que cela existait dans la période précédente.

Vous remarquerez, c'est ce que nous disons dans le texte en filigrane, que ce n'est plus l'alliance qui détermine, ou les alliances qui déterminent telle ou telle position, c'est notre but qui détermine les alliances. Sur certains sujets, nous nous retrouvons avec les émergents, sur d'autres sujets nous nous retrouvons contre les émergents, sur d'autres sujets encore, nous pouvons être d'accord avec les Etats-Unis, sur d'autres sujets, nous sommes en accord avec le Japon contre les Etats-Unis. S'il n'y a pas cohérence et vision de la France, et en particulier du Parti socialiste, nous sommes disloqués par les événements et nous sommes incapables de nous diriger dans les événements.

C'est ce qui se passe pour Nicolas Sarkozy. Je n'ai pas le temps de le reprendre, mais sur tous les sujets, il fait l'inverse de ce qu'il a dit quand

il est arrivé au gouvernement. Il a été disloqué par l'ensemble des événements.

Le texte me semble très intéressant pour toute une série d'autres raisons : point par point - on ne le dit pas comme ça mais je voudrais le souligner là -, c'est une contre-diplomatie à celle de Nicolas Sarkozy et Kouchner : que ce soit sur l'OTAN, où nous voulons revisiter notre présence ; que ce soit sur l'Afghanistan, où, pour reprendre la formule de Jean Glavany, nous cherchons un chemin pour la paix, c'est-à-dire bien sûr, à terme, la sortie ; que ce soit sur le conflit israélo-palestinien, où nous voulons une position équilibrée et non pas être dans la lignée de Netanyahu tel que le fait le président de la République ; que ce soit sur l'Iran, où là encore, nous voulons certes porter et indiquer les responsabilités et avoir un dialogue musclé s'il le faut, mais nous ne sommes pas sur une position belliciste telle qu'elle est définie par le président de la République (on se souvient de la base d'Abu Dhabi en face de l'Iran, etc.). Il y aurait beaucoup de choses à dire ; que ce soit sur l'Europe où nous essayons de définir un chemin pratique pour l'Europe politique qui passe par le développement de l'Europe sociale et qui passe évidemment par la refondation de l'axe franco-allemand qui est pour nous l'élément essentiel. Je dirais presque, si vous me permettez cette expression, une nouvelle frontière à l'axe franco-allemand ; que ce soit sur l'Euro-Méditerranée, où jusqu'à présent le président de la République a réussi à faire un sommet à Paris, mais à faire le bazar à l'intérieur de l'Euro-Méditerranée, qui nous semble être un élément stratégique majeur de développement, à la fois de la France, mais de l'ensemble de l'Europe. Partout, sur chaque question, il y a une réponse pratique, différente de celle du président de la République et de sa diplomatie.

Nous voulons rénover le multilatéralisme, et non pas éviter le multilatéralisme. Nous voulons réguler la mondialisation, et pas subir la

mondialisation. Nous voulons relancer l'Europe et pas nous résigner à ce qu'elle est aujourd'hui. Nous voulons retrouver le chemin de la paix et non pas avoir un discours belliqueux dans les mots, et erratiques dans les actions. Bref, nous avons un texte qui incarne une certaine cohérence politique à partir d'une vision du monde tel qu'il est aujourd'hui et cherchant un chemin de justice.

Lors de la réunion que nous avons tenue lundi, il y a eu un certain nombre de questionnements parce que ce texte n'est pas à la ligne près ce que nous avons élaboré jusqu'à présent. Quels ont été les questionnements ? Il faut en rendre compte au Conseil national. Ils étaient de quatre niveaux.

Le premier concernait l'Europe politique. Tout le paragraphe sur l'Europe politique a été reformulé pour que cette question soit vraiment d'emblée dans le premier paragraphe du texte. Sur la question de l'Iran, où les camarades soulignaient la nécessité, même si on avait une démarche plus diplomatique, de marquer quand même la responsabilité de l'Iran, de son gouvernement, et de son régime pour tout dire, dans les tensions au Moyen-Orient. Sur l'Afghanistan, où beaucoup de camarades insistaient sur la nécessité, tout en étant dans une coopération avec nos partenaires, d'ouvrir un chemin de la paix. Ça me semble essentiel. Et enfin, sur les collectivités locales, où quelques camarades avaient estimé que nous n'avions pas pris en compte le travail décentralisé qui existait dans ce domaine.

Tout cela a été repris dans la nouvelle formulation que nous vous soumettons aujourd'hui. Le débat sous la présidence de Laurent et d'Harlem à la commission des résolutions a été, à mon avis, fructueux. On peut, je pense, aujourd'hui avoir un bon texte que je vous encourage à soutenir ».





Texte adopté à l'unanimité par le Conseil national du 8 septembre 2010

Sommaire

Introduction : politique internationale et projet socialiste	26
Les déséquilibres de la mondialisation	
Les échecs de la politique extérieure de M. Sarkozy	
Le message de la France dans l'Europe et le monde du XXI ^e siècle	
1. Notre ambition internationale : un multilatéralisme renoué, une voix française qui exprime de nouveau nos valeurs	28
1.1 Remettre l'ONU au centre du système international	
1.2 Une voix française qui exprime de nouveau nos valeurs	
1.2.1 La France et l'OTAN	
1.2.2 Le règlement politique des conflits : Afghanistan, Iran, Israël et Palestine, Liban	
1.2.3 L'Afrique	
1.2.4 Les grands pays émergents	
1.2.5 L'Amérique latine	
1.2.6 Le respect des droits de l'Homme et de la diversité culturelle	
1.2.7 L'exigence environnementale	
2. Une mondialisation au bénéfice de la planète : du libre-échange au juste échange, du libéralisme prédateur au développement solidaire	33
2.1 Promouvoir une nouvelle approche des relations économiques internationales : le juste échange dans l'intérêt des peuples et de la planète	
2.2 Engager l'Europe dans la bataille des normes pour renforcer la solidarité	
2.2.1 Intégrer des normes sociales et environnementales aux grands traités commerciaux internationaux	
2.2.2 Renforcer les normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs européens	
2.2.3 Poursuivre et amplifier la mobilisation de la société civile	
2.3 Instaurer davantage de justice entre Nord et Sud : pour un développement plus solidaire	
2.3.1 La politique d'aide publique aux pays pauvres	
2.3.2 La lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire	
2.3.3 L'accès à la santé	
2.3.4 Une politique des flux migratoires refondée	
3. Remettre l'Europe au cœur : une Europe relancée vers la croissance, l'emploi et le progrès social	37
3.1 L'Union européenne traverse une crise profonde	
3.1.1 Une crise de confiance	
3.1.2 Une crise de solidarité	
3.1.3 Une crise de représentativité	
3.2 La crise économique, sociale et environnementale conforte l'Europe comme grand projet collectif mais celle-ci doit être réorientée	
3.2.1 Doter l'Europe de mécanismes de gouvernance économique	
3.2.2 Rendre à l'Europe sa capacité à conduire des politiques publiques ambitieuses	
3.2.3 Remettre la solidarité et le progrès social au cœur du projet européen	
3.2.4 Fixer à l'Union des limites claires et faire avancer l'Union euro-méditerranéenne	
3.2.5 Relancer le moteur franco-allemand	
4. Garantir notre sécurité : une politique de défense à la mesure de notre rôle et de nos ambitions	41
4.1 Donner une nouvelle dynamique à l'Europe de la défense	
4.2 Maintenir une ambition nationale élevée pour notre outil de défense	
4.3 Agir en faveur du désarmement	
4.4 Mener une lutte résolue contre le terrorisme	
Conclusion	44
Redonner confiance et moyens à notre outil diplomatique	
Restituer au Parlement son rôle légitime d'évaluation et de contrôle politiques de la stratégie internationale de la France	
Valoriser le rôle complémentaire des collectivités territoriales	
Accompagner activement les Français de l'étranger	
Proposer une nouvelle ambition	

Introduction

Pour une autre France, pour une autre Europe, pour un autre monde : tout milite pour que nous placions notre ambition internationale au cœur du projet socialiste pour 2012.

Traditionnellement, la politique internationale n'a joué qu'un faible rôle dans l'élection présidentielle française. Il devrait en aller autrement en 2012. À cela, au moins trois raisons. D'abord, les enjeux mondiaux prennent une place accrue dans les grandes questions nationales : économie, environnement, santé, sécurité, aucun de ces enjeux ne peut être abordé nationalement hors de son contexte international, et ce contexte international est rude et le restera. Ensuite, l'actuel chef de l'État souhaite lui-même placer au premier rang – de ses prétendus succès ! – la politique étrangère. Comme si la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN constituait un succès ! Comme si le décalage croissant avec nos partenaires allemands en fournissait un autre ! Comme si la réussite en matière extérieure se mesurait à l'ampleur des gesticulations et non à l'aune des résultats ! Enfin, la crise, sous ses diverses faces, a donné dans l'ensemble raison aux analyses des socialistes plutôt qu'aux dogmes libéraux : régulation plutôt que laisser-faire, interventions publiques plutôt que tout-marchand, lutte nécessaire contre les injustices sources de violences plutôt qu'acceptation des inégalités, internationalisme plutôt qu'égoïsmes nationaux. Fidèles à notre tradition internationaliste, ce sont les choix que nous faisons ici. C'est le sens des analyses et des propositions qui suivent.

Depuis plus de vingt ans, **le nouveau monde issu de la fin de la guerre froide n'est pas parvenu à trouver ses équilibres**. Sa réorganisation chaotique s'est faite au prix de multiples ébranlements (du capitalisme financier, de l'industrie, de la coexistence dite pacifique...). La sortie d'un monde dominé pendant des siècles par les puissances occidentales, l'émergence de nouveaux pôles majeurs (la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud), la montée des risques d'asphyxie écologique, énergétique, alimentaire changent la donne. Les déséquilibres et dérives s'appellent notamment : inégalités de développement entre le Nord et les Suds, déficits commerciaux, dépendances financières, tensions autour de l'énergie et de l'eau, prolifération nucléaire, conflits ethniques, fanatismes religieux. Ces questions majeures ne peuvent pas rester sans réponses.

La mondialisation a certes favorisé une accélération spectaculaire des échanges internationaux. Elle a facilité le décollage

de plusieurs pays émergents. Pour autant, au-delà de l'ouverture à d'autres cultures et de la diffusion des technologies, elle s'est accompagnée de graves inégalités **et elle est souvent apparue comme une source de dérèglements** :

- **Au plan économique**, cette mondialisation n'a pas profité à toutes les catégories au sein des pays les plus pauvres, contribuant au contraire à la déstabilisation explosive de sociétés soumises à une ouverture économique trop brutale. Dans les pays développés, elle a pu accélérer la désindustrialisation, alourdir les pollutions, altérer l'efficacité de politiques traditionnelles, contribuer à la remise en cause de règles et compromis sociaux bâtis après la guerre.
 - **Au plan politique**, la montée des tensions, la généralisation d'une violence diffuse dans les rapports internationaux, ont fait rimer dans les esprits mondialisation avec aggravation des menaces. Le traumatisme du 11-Septembre a alimenté le scénario dangereux d'un « choc des civilisations » entre le monde arabo-musulman et l'Occident. En Afghanistan, en Irak, au Moyen Orient, la « paix chaude » a remplacé la guerre froide. Dans le même temps, la concurrence stratégique et la compétition économique que se livrent les États-Unis et la Chine ont **considérablement accru le poids de la zone Pacifique dans les réalités mondiales**. Au plan démocratique, la mondialisation libérale et la loi du tout-marché étendue à tous les champs de la vie a réduit d'autant l'arbitrage politique des États et l'expression démocratique des peuples.
 - L'émergence de **risques d'un genre nouveau**, menaçant l'avenir même de l'humanité (le dérèglement climatique, la déforestation et la montée du niveau des océans, la course à l'eau et aux matières premières, les crises sanitaires et alimentaires) reste encore sans réelle solution collective, comme en témoigne l'échec du sommet de Copenhague sur l'environnement en décembre 2009.
- Dans ce contexte, **la politique étrangère de M. Sarkozy n'a pas su apporter de réponses vraiment appropriées**. Elle a vanté son propre dynamisme mais elle a privilégié en réalité une stratégie faite surtout de coups médiatiques et de postures changeantes (un jour atlantiste, un autre altermondialiste ; tantôt pourfendant les autorités chinoises et tantôt les courtisant ; régulateur à l'étranger, ultralibéral en France). Elle a parfois compromis par ses positions l'image internationale de la France.
- Son soutien aux principes du tout-marché et du désengagement de l'État a **fait**

souvent le jeu d'une mondialisation libérale, d'un système où le partage de la valeur ajoutée a continué de se déformer en faveur du capital, cependant que la condition salariale se dégradait. Le tournant de l'automne 2008, alors que la crise financière mettait à nu ces dérives, n'est venu opposer qu'une réponse tardive et partielle. Parallèlement, la politique française d'aide publique au développement, dont le montant rapporté au PIB décline malgré les engagements présidentiels, s'est détournée progressivement de la lutte contre la pauvreté pour épouser des objectifs principalement économiques ou migratoires.

- En dépit d'initiatives médiatiques fréquentes, le chef de l'État **n'a pas su faire de la France l'élément durablement moteur d'une Union européenne relancée**, capable de peser d'une façon décisive dans la régulation de la mondialisation. Au cœur de la crise, la présidence française de l'Union a déployé de l'énergie, mais elle aura été plus spectaculaire dans ses annonces qu'exemplaire dans ses résultats. Elle n'aura su ni redynamiser en profondeur le projet européen, ni affirmer un véritable leadership collectif, renvoyant plutôt l'image d'une Europe divisée par ses égoïsmes nationaux. Le rendez vous euro-méditerranéen a été manqué, et l'Union pour la Méditerranée est à ce stade dans l'impasse. Sur de grandes questions comme le climat, la gouvernance économique ou les leviers de la croissance, l'Union européenne a montré sa fragilité et son manque d'unité. **La dégradation de la relation pourtant essentielle entre Paris et Berlin** est apparue à la fois comme une cause et un symptôme d'une crise européenne. La panne de ce moteur – avec des responsabilités partagées – est l'un des principaux échecs de la politique étrangère française depuis trois ans.
- En matière de **sécurité collective**, la **ligne atlantiste suivie par l'Élysée** a affaibli la portée d'une voix française sur les grands conflits d'un monde devenu multipolaire. En enkystant notre pays dans la guerre en **Afghanistan** sans garanties suffisantes sur nos objectifs politiques dans ce pays, le chef de l'État a épousé de fait la ligne des néoconservateurs de Washington. Il l'a fait, paradoxalement, alors même que les États-Unis portaient à la Maison Blanche, avec le Président Obama, une équipe démocrate attachée à revisiter la politique étrangère américaine. Symbole de ce choix, **le retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN** ne s'est pas traduit, contrairement à ce qui avait été promis, par un véritable surcroît d'influence dans

l'appareil militaire de l'Alliance ni par une avancée sur le terrain de la défense européenne, alors que nous devons en revanche assumer les charges financières nouvelles liées à notre réintégration dans la machinerie administrativo-militaire de l'OTAN et en subir les contraintes. Elle ne s'est accompagnée d'aucune réflexion aboutie sur le rôle et le devenir de l'Alliance, alors que l'affrontement Est-Ouest qui en était la raison d'être initiale appartient désormais à l'histoire.

• **Parallèlement, nos outils d'intervention et d'influence à l'étranger se sont dégradés.** Illustration la plus marquante : l'affaiblissement de notre outil diplomatique et consulaire, constaté et regretté par des dirigeants politiques de tous bords. Au moment où les effectifs du Département d'État américain continuent de croître, où ceux du Foreign Office britannique ont dépassé les effectifs de notre réseau diplomatique, où le Brésil a ouvert une trentaine de nouvelles ambassades, le ministère français des Affaires étrangères a perdu, depuis 2003, plus d'un cinquième de ses moyens d'intervention et de fonctionnement, proportion qui risque de s'aggraver d'ici à 2012. La mise en œuvre précipitée, à partir de juillet 2008, **d'un plan mal conçu de redéploiement et de réduction de nos moyens de défense** est venue fragiliser nos forces opérationnelles, cependant que notre engagement croissant sur des théâtres extérieurs accentuait la tension sur notre dispositif. Affaiblissement des moyens des ambassades, fragilisation de nos ressources militaires, marginalisation de notre diplomatie professionnelle au bénéfice de réseaux politiques parallèles, fermeture de nombreux centres culturels, baisse des crédits à la francophonie, recul sans précédent des budgets d'aide publique au développement consacrés aux dons dans les pays les plus pauvres : sur tous ces plans, force est de constater que la France a malheureusement régressé. Ces résultats, M. Sarkozy tente de les masquer ou de les gonfler : sur de nombreux sujets – Afghanistan, relations avec la Chine... – il change de posture au gré des moments et des interlocuteurs. Il est allé parfois jusqu'à compromettre notre image internationale, par exemple par **ses positions récentes inacceptables reliant l'insécurité et la présence d'étrangers en France**. Annoncer en fanfare, fixer des objectifs irréalistes et souvent contradictoires, négliger les divergences de vue et d'intérêts, surévaluer les capacités d'un « homme providentiel présidentiel », résultat : **peu cohérente et difficile à comprendre par nos partenaires, cette politique étrangère s'est révélée au total peu efficace et elle est jugée peu fiable.**

▮ Dans un contexte où la conscience planétaire grandit et où la destinée

des peuples n'a jamais été aussi interdépendante en matière de politique extérieure, **l'enjeu principal du projet socialiste, guidé par l'objectif de réduction des inégalités et la garantie d'un équilibre écologique mondial, est la (re)construction d'une communauté internationale autour d'un multilatéralisme renoué, d'une Europe relancée et d'une mondialisation mieux maîtrisée, d'une coopération respectueuse et représentative de toutes les nations, porteuse de paix et de sécurité.**

Nous avons affaire à un monde – répétons-le – dur, compliqué, où les progrès demandent vision, ténacité, capacité et alliances pour entraîner et convaincre. Il ne s'agit pas de brandir en politique extérieure des ambitions déraisonnables et unilatérales ou d'énoncer des certitudes intangibles : la multiplicité des acteurs, la complexité des problèmes, les intérêts contradictoires en jeu conduisent à une démarche nécessairement réaliste. Il s'agit d'être clairs sur ce que devra dire et faire la France, en cas de victoire de la gauche en 2012, pour contribuer à refonder les pactes qui unissent les continents et peser dans le débat sur la régulation des dérives de la mondialisation libérale.

À cet égard, **on ne saurait trop insister sur notre engagement européen.** Celui-ci revêt, pour les socialistes français, une importance capitale. Nos intérêts nationaux sont en étroite imbrication avec l'avenir du continent européen. L'indépendance nationale n'est pas une notion dépassée et nous y sommes très attachés ; elle n'est pas séparable de notre engagement européen pour lequel nous revendiquons une ambition mondiale. Nous restons donc fidèles à la démarche européenne de François Mitterrand : « Si la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir ». Nous pensons que **l'Europe doit continuer d'occuper une place majeure, malgré l'émergence d'interlocuteurs puissants dans d'autres régions de la planète. Nous voulons une autre Europe pour contribuer à un autre monde.** Nos propositions intègrent au premier chef une réflexion sur les politiques et les moyens de l'Union européenne, mais aussi sur les espaces de négociation, les compromis et les dispositifs de sauvegarde de ses intérêts vitaux qu'elle devra trouver, en particulier avec les puissances émergentes, qu'elles soient lointaines (Chine, Inde, Corée du Sud, Brésil...) ou plus proches (Russie, Maghreb, Afrique subsaharienne).

Dans ce contexte, nous pensons sans arrogance que **la France possède une singularité utile au monde,** qui lui a permis, au cours des dernières décennies, d'incarner, par son histoire et son influence, de grandes et justes causes

internationales : le refus de la guerre en Irak, le respect des identités culturelles et linguistiques, l'annulation des dettes au profit des pays les plus pauvres.... Par son réseau international, par sa présence au Conseil de sécurité, aux G8 et G20, par son potentiel économique et scientifique, par ses capacités militaires nucléaires et conventionnelles qui lui permettent de contribuer significativement à la sécurité et à la paix, par sa géographie et sa langue, **la France peut et doit demeurer un pays d'influence mondiale,** dont le rayonnement s'étend bien au-delà des frontières immédiates de l'hexagone. Elle reste, à ce titre, porteuse d'un message universel. Pour nous, le message de la France républicaine doit s'incarner dans son attachement à un multilatéralisme renoué, des mécanismes de solidarité internationale inscrivant le partage de la richesse au cœur de la mondialisation, une diplomatie renforcée et cohérente, porteuse d'Europe, de paix et dotée des moyens de son ambition.

1. Notre ambition internationale : un multilatéralisme renoué ; une « voix française » qui exprime de nouveau nos valeurs

Émergence de nouvelles puissances, bouleversements technologiques, montée des sources de prolifération nucléaire, irruption du terrorisme comme une menace d'une gravité particulière pour la sécurité intérieure et la stabilité internationale, conflits régionaux, ethniques, religieux, environnementaux ou alimentaires, difficultés croissantes d'accès aux matières premières : **les risques de déstabilisation auxquels nous sommes confrontés sont nombreux et massifs.** Ils ne sont pas les mêmes que ceux qui avaient présidé, au lendemain de la seconde guerre mondiale, à la définition de notre architecture internationale ou de nos grandes options de défense. Ils révèlent souvent l'inadaptation des mécanismes de sécurité collective sur lesquels nous avons vécu. En lieu et place de la « communauté internationale » idéale dont certains prédisaient l'avènement après la chute du mur de Berlin, communauté qui devait, nous disait-on au début des années 1990, être unifiée autour de l'alliage entre économie de marché, démocratie et droits de l'homme, c'est un monde dur, instable et inquiétant qui s'est installé. **Un monde où les rapports de force et les stratégies de puissance ont plus que jamais leur place. Un monde dans lequel, pour la première fois depuis longtemps, les Occidentaux n'ont plus le monopole de la puissance.** Vingt ans après la fin de la guerre froide, il y a aggravation du sentiment d'insécurité et d'une impuissance grandissante à apporter des réponses aux défis existants, en dépit d'un

engagement toujours plus lourd de nos troupes sur des terrains extérieurs.

Et en même temps – paradoxe de ce nouveau contexte - le basculement de l'ancien monde vers un nouveau décor constitue aussi une opportunité pour avancer vers une situation plus équilibrée que celles de la guerre froide ou de l'hyperpuissance américaine, qui ne sauraient être regardées rétrospectivement comme des « âges d'or ». De même, la montée des interdépendances économiques ou écologiques nous crée à terme une sorte d'obligation historique à dépasser l'égoïsme national qui a toujours été un obstacle majeur pour construire une « société des nations ».

Parallèlement, la perspective d'une nouvelle stratégie internationale des Etats-Unis, après l'arrivée de l'administration Obama, couplée à une contestation de plus en plus forte du système international, nous offre une chance de faire avancer **la réforme des institutions mondiales**. Le moment est venu d'installer enfin les mécanismes de cette gouvernance globale raisonnable, dont la multiplication des crises et la montée des risques systémiques imposent désormais l'évidence. Le moment est propice, également, pour **revisiter certains choix diplomatiques et stratégiques nationaux** qui ont pu affaiblir notre pays.

1.1 - Remettre l'ONU au centre du système international

Renforcement des alliances militaires, institutionnalisation des « clubs de puissances » (G8, G20) pour régler les grandes affaires du monde, influence croissante des règles commerciales ou financières internationales en contradiction avec les processus engagés par ailleurs dans le domaine des droits sociaux ou de l'environnement : **nos instruments de gouvernance mondiale apparaissent imparfaits et fragmentés**. Dans le même temps, les défis (crises financière, environnementale ou sanitaire, terrorisme, conflits régionaux, pauvreté...) justifient plus que jamais la nécessité de réponses coordonnées, concertées et légitimes de la communauté internationale.

Notre conviction demeure que l'ONU peut et doit être la clé de voûte du multilatéralisme de demain :

- parce qu'elle est aujourd'hui la seule enceinte globale et mondiale, légitime aux yeux de tous sur tous les continents ;
- parce qu'elle est la seule instance capable de concilier la prise en compte nécessaire, et souvent contradictoire, des enjeux de sécurité classique et des nouveaux défis systémiques.

- **L'ONU apparaît cependant aujourd'hui comme une machine lourde et complexe**, minée financièrement, dont l'impuissance est souvent stigmatisée. **La montée du G20** est une tentative de réponse pour régler dans un cadre spécifique les grands problèmes du monde même si jusqu'ici cette enceinte énonce des objectifs plutôt qu'elle ne parvient à les réaliser. Le renforcement du G20 et de sa représentativité apparaît utile. Dans un souci d'efficacité, celui-ci devra examiner en particulier la refonte du système monétaire international pour l'orienter vers plus de stabilité et plus d'équilibre entre les grands pôles mondiaux. Mais, le G20, compte tenu de son importance croissante, ne pourra pas traiter des affaires du monde sans, lui aussi, rendre des comptes devant les Nations Unies : il devra notamment accepter de débattre régulièrement avec son Conseil économique et social.

Notre ambition est celle d'une **relégitimation de l'ONU**, s'appuyant sur au moins **quatre chantiers** :

- **un élargissement du Conseil de sécurité** (Inde, Brésil, Afrique du Sud, Allemagne, Japon...). L'instance exécutive de l'ONU ne peut pas demeurer l'ultime reliquat du monde de l'après 1945. Elle doit refléter les nouveaux équilibres régionaux et les nouveaux rapports de force, en s'élargissant à de nouveaux pays émergents et à des pays représentatifs du monde en développement, en particulier de l'Afrique ;
- **un renforcement de la légitimité de l'Assemblée générale**, véritable parlement des États souverains, qui doit intégrer dans ses délibérations les recommandations des ONG et des syndicats, relais des préoccupations citoyennes et sociales. Il en va de la confiance suscitée par les Nations Unies ;
- **une mise à disposition de l'ONU de moyens militaires d'intervention et civils substantiels et permanents ;**
- **la reconnaissance de l'ONU comme l'enceinte suprême couronnant et coordonnant l'ensemble des organisations internationales**. Il y va de son autorité politique, mais aussi de notre capacité à rendre au système multilatéral sa cohérence. Le dialogue de l'ONU, en particulier de son Conseil économique et social, avec les institutions internationales spécialisées, devra être renforcé, qu'il s'agisse des organisations à créer (Organisation mondiale de l'environnement) ou des organisations existantes (OIT, OMS, UNESCO, FMI, Banque mondiale, mais aussi OMC qui devra être intégrée à l'ONU). La gouvernance mondiale passe de plus en plus par les normes, et plus seulement par les institutions. Or les normes dominantes sont désormais les normes commerciales édictées par l'OMC, et

négociées séparément des autres corps de règles élaborées dans le cadre de l'ONU. Les normes commerciales bénéficient de la capacité de l'OMC à les mettre en œuvre (organe de règlement des différends), alors que les autres normes, non-marchandes, ne sont soutenues par aucun mécanisme juridictionnel. Notre objectif, celui de l'Union européenne et de beaucoup d'autres, devra être de rééquilibrer cette situation pour redonner un poids égal aux normes non-marchandes, **en construisant un nouveau mécanisme de règlement des conflits de normes ayant une légitimité universelle sous l'égide de l'ONU.**

Cette ambition va de pair avec **d'autres réformes structurelles nécessaires** du système des Nations Unies : rationalisation des compétences entre les programmes et les agences, mise en cohérence des mandats et des moyens, révision des modes de financement...

Quelles que soient son influence et sa légitimité de membre permanent du Conseil de sécurité, la France ne peut espérer faire aboutir seule cette vaste réforme du multilatéralisme. Celle-ci prendra du temps. Pour favoriser ces changements, nous devons nous appuyer sur les ONG, les forces politiques progressistes partout dans le monde, les forces sociales et écologiques. Mais c'est aussi et d'abord notre responsabilité de mettre l'Europe en mesure de porter un vrai plan d'ensemble afin d'apporter une réponse homogène et globale qui intègre aussi les intérêts légitimes des grands pays émergents. La France, en concertation notamment avec l'Allemagne, devra **prendre l'initiative de ce plan européen pour le multilatéralisme du futur.**

1.2 - Une « voix » française qui exprime de nouveau nos valeurs

La réintégration de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, l'engagement inconditionnel dans la guerre afghane, les positions sur l'Iran, renvoient parfois de la France l'image d'un pays arrimé à la vieille Amérique de Georges W. Bush, loin des valeurs qui sont les nôtres et qui s'appellent : indépendance stratégique et multilatéralisme onusien, respect des droits de l'homme et diversité culturelle, solidarité et développement, défense concrète des libertés, internationalisme. Ce positionnement contribue à affaiblir notre capacité d'influence. D'autres choix présidentiels, sur l'Afrique ou les étrangers par exemple, compromettent l'image de notre pays, qui doit retrouver toute sa voix. Ce devra être le cas en nous attachant à défendre la démocratie, le droit et les libertés. Nous ne

séparons pas, de ce point de vue, les choix extérieurs et les choix internes, qui devront redevenir exemplaires.

1.2.1 – Concernant l'OTAN, nous évaluerons précisément les effets concrets de la décision de réintégrer la France dans le commandement militaire. **Nous réexaminerons cette décision en ayant à l'esprit la priorité de la défense européenne et l'importance d'une coordination au sein de l'Union.** En toute hypothèse, nous nous attacherons à ce que l'Alliance atlantique voie ses missions ramenées à son but premier - la préparation de la défense collective - et à ce que l'Europe puisse prendre la place qui lui revient dans l'organisation de la défense de son territoire, ce qui exclut tout élargissement inconsideré de l'Alliance. Il nous faudra également nous imposer un devoir d'exemplarité en participant de manière plus significative aux missions militaires ou humanitaires sous mandat directement onusien.

1.2.2 - Le **règlement politique des conflits sera notre règle** plutôt que le recours à la force et aux sanctions. La France a dû prendre ses responsabilités, toujours sur mandat des Nations Unies, en engageant ses soldats pour mettre fin à des situations de crise armée dans plusieurs régions du monde. Pour autant, il est clair que **l'action militaire n'est ni un préalable, ni une fin en soi.**

• **La stratégie d'escalade militaire en Afghanistan a échoué.** Les formes prises par l'intervention de la coalition n'ont plus rien à voir avec les motivations initiales. Notre déploiement, qui représente la plus importante et la plus longue opération extérieure poursuivie par notre pays, au prix de lourds sacrifices pour nos soldats, **doit faire l'objet d'un réexamen urgent et complet après un débat approfondi au Parlement.** Cet engagement a été poursuivi sans que soient suffisamment définis les objectifs de la force internationale. La France devra défendre, auprès de l'OTAN, un changement de stratégie et accompagner ce discours d'actes forts. Nos forces n'ont aucune vocation à rester en Afghanistan. L'effort devra être recentré autour de la priorité que constitue l'émergence de forces de sécurité afghanes crédibles, contrôlées par les autorités d'un État stable issues d'un processus démocratique incontestable associant tous les Afghans qui reconnaissent la Constitution et refusent d'abriter les membres d'Al Qaïda. La stabilisation devra être accompagnée d'une aide civile mieux contrôlée, d'un programme massif de substitution de la culture du pavot et d'un projet politique impliquant réellement l'ensemble des Afghans. Toute stabilisation durable passe par la fin des ingérences des États

étrangers, notamment le Pakistan. Elle implique un accord négocié entre tous les États concernés pour doter l'Afghanistan d'un statut de neutralité internationalement garanti et prévoir une sortie concertée des forces étrangères. Le calendrier de retrait des forces françaises, coordonné avec celui d'autres forces européennes et avec le désengagement américain annoncé par le Président Obama, créerait des conditions favorables à la conclusion d'un tel accord et à un chemin pour la paix.

- En Iran, le soulèvement populaire de Juin 2009 a montré la contestation des autoritarismes et l'impasse des théocraties. La stratégie poursuivie dans le dossier nucléaire conduit jusqu'ici à une impasse. La dissémination nucléaire est un danger majeur. Nous nous associerons aux initiatives prises aux Nations Unies pour empêcher le développement d'une force nucléaire militaire iranienne, porteuse de profondes déstabilisations. Nous devons imaginer les contours d'un **règlement négocié**, impliquant des engagements réciproques d'autres États de la région. C'est en ce sens que nous agissons, en conformité avec les décisions de l'ONU.
- Concernant le **conflit israélo-palestinien**, la France avait pris sur cette question des positions justes et courageuses. Elle renvoie depuis 2007 un message souvent brouillé. La détermination affichée par le Président Obama peut ouvrir de nouveau la perspective d'avancées vers la paix. Conformément aux résolutions des Nations Unies et à la position que défend l'Union européenne, Israël devra pouvoir bénéficier du droit à exister en paix et en sécurité et les Palestiniens à un État viable. Ces droits devront être garantis. Israël doit mettre fin dès maintenant à la colonisation dans les territoires palestiniens. Nous accompagnerons les initiatives prises en ce sens pour trouver enfin une solution pacifique et durable. Nous sommes convaincus que tout progrès durable passera par le dialogue avec l'ensemble des protagonistes.
- **La question de l'indépendance du Liban**, auquel tant de liens culturels et affectifs nous attachent, sera au cœur de nos préoccupations. Nous refusons que des épisodes passés soient instrumentalisés par des mouvements extrémistes ou des puissances étrangères. Nous appellerons les protagonistes à cesser les affrontements et à un dialogue approfondi dans le cadre des Nations Unies. L'arrêt des violences et la liberté de circuler sont un préalable. Nous serons disponibles en permanence pour agir dans le sens d'une vraie paix.

1.2.3 - Au sein même de notre aire d'amitiés historiques, en **Afrique**, nous devons montrer notre capacité à réinsérer le continent dans une véritable dynamique de développement enrayant le cycle de frustrations qui alimente les discours et les actes violents.

Le lien qui unit la France à l'Afrique sub-saharienne a besoin d'être rénové, dépouillé des oripeaux de la « Françafrique », d'autant plus que la société africaine elle-même est en train de changer. Avant 2002, nous avons esquissé dans le contexte difficile de la cohabitation une autre vision de la relation avec l'Afrique. La politique de M. Sarkozy, hésitant en permanence entre normalisation et interventionnisme s'est ancrée de nouveau dans les logiques traditionnelles, marquée par un soutien appuyé aux régimes douteux du « pré-carré », renouant avec les accents paternalistes, comme dans son discours inacceptable de Dakar sur « l'homme africain jamais entré dans l'histoire ». Dans le même temps, d'autres forces l'Inde, le Brésil et surtout la Chine ont pris puissamment pied en Afrique, sans que celle-ci bénéficie d'une coopération vraiment multilatérale. Beaucoup de terres arables sont livrées à des pays et à des groupes néo-prédateurs. Nous devons sortir de cette approche pour **bâtir avec les pays d'Afrique sub-saharienne, dans leur diversité, une coopération fondée sur l'égalité, la confiance, et la solidarité**, avec pour ambition commune l'autosuffisance alimentaire, le développement économique, éducatif, sanitaire et social de l'Afrique et le respect effectif de la démocratie. Notre relation avec l'Afrique devra prendre en compte l'investissement fréquent et positif des collectivités territoriales sur ce continent et la situation des migrants. Comme l'ensemble de notre politique étrangère, cette nouvelle politique africaine de la France sera soumise au contrôle du Parlement. Le ministre en charge en exposera chaque année les objectifs, les modalités, les résultats. Sa présentation sera suivie d'un débat en séance publique et d'un vote. Le Parlement sera informé des accords de défense et de coopération militaire et il les ratifiera.

De la même manière, nous devons revisiter notre relation avec **les pays de la rive sud de la Méditerranée, en particulier le Maghreb**. Notre difficulté à dépasser les clivages historiques liés à l'héritage colonial, la volonté de ménager une opinion publique perçue comme réticente et nourrie par une vision souvent caricaturale de l'Islam, ont conduit à privilégier une politique défensive, construite pour l'essentiel sur une vision démographique et « sécuritaire ». Cette approche est frileuse, choquante

et insuffisante. Bafouant nos principes, elle a souvent fait le jeu de la mal gouvernance, au nom de la « stabilité », créant un effet d'aubaine pour des régimes qui sentaient monter les critiques internationales. Elle nourrit également frustrations et rancœurs dans les opinions des pays concernés, alimentés par la vision trop souvent portée dans l'hexagone sur l'Islam, qui sert à justifier un discours symétrique de repli identitaire. Avec ces pays, nous voulons au contraire un projet ambitieux et global de convergence économique, sociale, culturelle qui passe par des possibilités d'échanges accrues. Nous devons, en contrepartie, affirmer vis-à-vis de nos partenaires du sud de la Méditerranée l'universalisme d'un certain nombre de principes politiques, dénoncer les régressions, encourager les progrès dans le domaine de la démocratie et des droits humains.

Avec l'Afrique, l'Union européenne et la France doivent donc afficher l'ambition, à terme, d'un ensemble régional qui pèse au niveau international et qui puisse défendre ses intérêts face aux grandes régions mondiales d'Amérique et d'Asie.

1.2.4 – L'Asie, où la France est depuis longtemps trop absente, et l'Amérique latine ont vu **l'émergence ou la réémergence** de puissances faisant basculer le centre de gravité du nouveau monde multipolaire. Le XX^e siècle s'est structuré de part et d'autre de l'Atlantique ; le XX^e siècle a commencé de s'organiser dans l'aire Pacifique. D'ici le milieu du siècle, il est prévu que 50% des échanges mondiaux s'y organisent. Cette nouvelle réalité constitue un changement essentiel. Ces puissances ne déploient pas nécessairement un système global préétabli. Ce qu'elles veulent, c'est surtout augmenter leur poids dans le système, un poids qu'elles estiment pour certaines avoir pesé un jour et que les accidents de l'histoire ont temporairement affaibli. Il nous appartient **avec ces puissances, dont plusieurs se réclament aujourd'hui du progressisme, de construire une mondialisation maîtrisée**, vers l'invention de mécanismes d'équilibre qui respectent à la fois leur poids nouveau, leurs ambitions légitimes et les nôtres, et qui les rendent soutenables pour tous. C'est leur intérêt, c'est aussi le nôtre. Dans cet esprit, nos relations, nos échanges, nos coopérations avec le Brésil devront être renforcés. Ceux avec l'Inde, deuxième géant du futur, démocratie authentique, en pointe dans de nombreux domaines, devront devenir exemplaires. Concernant la Chine, la France, comme l'Europe, a besoin de son marché et, de plus en plus, de son partenariat. Il existe, dans le même temps, certains risques possibles à redouter sa puissance industrielle, monétaire et économique. Ce dilemme

ne justifie en rien les va-et-vient qui ont marqué **la politique franco-chinoise**, faite d'à-coups dangereux, et au fond d'une incompréhension réciproque qu'il nous faudra lever. **La France devra engager les Européens à bâtir, et bâtir elle-même avec la Chine, un rapport pertinent ;** fondé sur le respect et le renforcement des règles internationales (notamment en matière de commerce, de monnaie, de protection des investissements et de propriété intellectuelle), mais aussi sur un certain nombre de principes politiques auxquels nous devons exprimer notre attachement (liberté d'expression, droits sociaux et politiques, droit des minorités...). Il est également nécessaire de nouer avec les grands pays émergents des partenariats technologiques pour maîtriser l'énergie, éliminer les gaspillages et promouvoir les énergies renouvelables.

1.2.5 – **En Amérique latine**, de nombreux pays ont porté au pouvoir, dans des conditions différentes, des organisations de gauche. Par delà la diversité de ces partis, de nombreux éléments communs apparaissent : la volonté de mettre en place un partage des richesses plus équitable, le rôle assumé de la puissance publique, la construction de systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale qui ne laissent personne au bord de la route, une volonté d'émancipation vis à vis des empires et l'aspiration à un monde multipolaire. L'intégration continentale, qui peut prendre des formes multiples, doit susciter notre intérêt. **Avec ces gouvernements latino-américains, partageant avec nous la volonté de construire une gouvernance mondiale qui place l'Homme au cœur des décisions économiques et politiques, nous devons bâtir un dialogue et une coopération approfondis.**

1.2.6 - **Concernant le respect des droits de l'homme et de la diversité culturelle, notre combat historique ne peut se satisfaire de la politique actuelle à géométrie variable**, où les principes changent au gré des intérêts, où la valeur des hommes s'analyse d'abord en parts de marché. **Nous réaffirmerons avec force notre attachement à quelques principes fondamentaux** tels que l'établissement d'une justice internationale, à travers notamment la Cour pénale internationale, le respect des normes, des conventions et traités internationaux, l'abolition universelle de la peine de mort, le respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Nous ferons de l'égalité femme - homme une priorité et nous défendrons l'universalisme de ces droits.

Nous **réaffirmerons le caractère intangible du droit d'asile**, qui doit être sanctuarisé à l'échelle internationale et singulièrement en Europe. Il n'est pas

acceptable que l'Union soit passée, depuis vingt ans, d'un taux élevé d'admission des demandes d'asile à un taux de refus désormais équivalent, sans que la situation des droits de l'homme, le nombre et la nature des conflits dans le monde n'aient sensiblement évolué.

Nous ne céderons pas sur **le droit des peuples au respect de leur propre culture et de leur propre langue** dans le contexte d'une mondialisation uniformisante. Nous avons accueilli comme un succès la convention de l'Unesco de 2005 sur la diversité culturelle : nous veillerons à sa meilleure prise en compte, notamment dans le cadre des négociations à l'OMC. Il nous faudra également **restaurer les outils de notre propre diplomatie culturelle** mise à mal par une baisse structurelle de ses moyens et par une réforme qui fait lentement glisser notre réseau vers la logique du tout-marché et l'uniformisation des contenus. Nous stopperons les fermetures incohérentes des instituts et centres culturels français à l'étranger, conforterons les moyens de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) afin qu'elle poursuive ses missions de scolarisation sur place des élèves étrangers et nous redonnerons à notre pays sa capacité d'accueil des étudiants étrangers en France. Nous demeurerons convaincus que la francophonie, espace unique à la fois linguistique, culturel mais aussi politique, continue de construire chaque jour entre ses membres cette solidarité de l'esprit qu'appelait de ses vœux le Président Senghor, en particulier vis à vis de ses deux cents millions de locuteurs dans le monde.

À l'extérieur comme à l'intérieur, nous défendrons le respect des libertés et des droits de la personne humaine, en particulier dans notre politique migratoire et nos comportements à l'égard des étrangers. Nous rompons avec une pratique doublement détestable : faire la leçon au monde entier tout en méritant soi-même des critiques sévères.

1.2.7- L'exigence environnementale doit être au cœur de notre politique étrangère, parce qu'il en va désormais de la survie de notre planète et donc de l'Homme, mais aussi parce que la question écologique prolonge la question sociale et celle de nos modèles de partage de la richesse. L'échec de la conférence de Copenhague, en décembre 2009, est aussi celui des pays industrialisés et des pays émergents à proposer ensemble une autre modèle de développement que celui qui a conduit le monde là où il est. Ce qui a fait défaut à Copenhague, c'est, en particulier, la volonté de changer les règles de consommation et de production. Nous travaillerons à rendre

à l'Union européenne le rôle moteur qui fut le sien à la conférence de Kyoto, en proposant notamment un renforcement de nos engagements européens de diminution de nos émissions. Nous agirons également pour **faire aboutir le projet d'Organisation mondiale de l'environnement**, autorité de régulation écologique indépendante qui devra pouvoir s'imposer devant l'OMC et défendre des principes tels que la reconnaissance de l'eau comme bien public mondial ou la défense de la biodiversité. **Nous appuierons le travail remarquable des ONG dont l'engagement a fortement contribué à l'émergence d'une conscience collective planétaire sur les questions environnementales.**

2. Une mondialisation au bénéfice de la planète : du libre-échange au juste échange ; du libéralisme prédateur au développement solidaire

L'évolution de nos économies l'a montré : ce n'est pas en abaissant au maximum et au plus vite tous les obstacles à la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux que l'humanité connaîtra automatiquement la croissance la plus forte, la plus durable et la plus équitable. Le libre-échange intégral, la mondialisation sauvage que nous subissons depuis plusieurs décennies sous l'égide notamment des Etats-Unis, des grands institutions financières internationales et des entreprises multinationales, ont mis à mal nos systèmes économiques et sociaux, en même temps qu'ils fragilisaient les pays les moins préparés, privilégiant un modèle de croissance qui menace aujourd'hui nos écosystèmes. L'Europe a vu sa situation économique reculer par rapport à d'autres continents. Dans les faits, elle est aujourd'hui la dernière région du monde à appliquer avec autant de zèle ces dogmes libéraux dans l'attente d'une réciprocité illusoire. Elle est le continent le plus soumis au libre-échange dans un monde où les autres régions-puissances organisent les échanges en fonction de leurs intérêts. Il nous faut sortir de cette impasse. Les intérêts en jeu sont colossaux et il n'est pas question de dissimuler l'ampleur et les difficultés de la tâche. Avancer sera difficile, prendra du temps et nous devons nous appuyer sur les ONG, les syndicats, les partis et mouvements progressistes et ceux des gouvernements les plus ouverts à la nouvelle approche indispensable.

2.1 - Promouvoir une nouvelle approche des relations économiques internationales : le « juste échange » dans l'intérêt des peuples et de la planète

Si nous ne croyons pas au libre-échange intégral, nous ne croyons pas non plus à la réponse protectionniste, qui consisterait à dresser autour de notre pays ou de notre continent de hautes et permanentes barrières douanières et des quotas fixes d'importation pour sauver nos industries, nos emplois et nos acquis sociaux. L'internationalisation de nos économies et le basculement progressif du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie et les pays émergents rendraient catastrophiques les conséquences d'un retour du protectionnisme et de la guerre économique des années 1930. Ce modèle ne pourrait qu'aggraver le chômage et la précarité. Il exaspérerait les crispations nationalistes et les tensions internationales. Nous y sommes donc clairement opposés.

Nous sommes convaincus qu'il y a, entre le libre-échange intégral et le protectionnisme autarcique, **place pour une voie efficace que nous voulons installer au cœur de notre projet à moyen terme : celle du « juste échange »**. Le juste échange, c'est celui qui intégrera dans les traités commerciaux internationaux des normes non-marchandes, sanitaires, environnementales, sociales et culturelles afin de protéger le consommateur autant que le producteur. Le juste échange ménagera des phases de transition suffisantes, au Nord comme dans les pays du Sud, pour permettre les adaptations nécessaires des systèmes productifs et des emplois induites par l'ouverture à la concurrence et enrayer, dans nos pays, le processus de désindustrialisation. Le juste échange n'hésitera pas à protéger les industries naissantes ou les activités de souveraineté au nom de la préparation de l'avenir ou de la défense d'intérêts stratégiques. Le juste échange **doit pouvoir à la fois garantir le haut niveau de développement des pays de l'Union européenne tout en favorisant le développement des pays du Sud et la sauvegarde de nos équilibres écologiques**. Le désir de voir progresser la justice sociale et la soutenabilité environnementale, l'adoption d'un modèle de développement davantage tourné vers le marché intérieur des pays émergents, relève autant de l'éthique que de l'intérêt bien compris des salariés des pays développés. Ce juste échange peut et doit être le moteur privilégié d'un monde dans lequel le droit à la santé, à un environnement préservé, au « travail décent » et à l'identité culturelle compteront autant que ceux du libre

commerce. Parce qu'il permet une répartition plus équitable des richesses et qu'il permet à chacun d'assurer son développement, le juste échange doit être un facteur de paix entre les nations. C'est ce choix que nous privilégierons, qu'il s'agisse des normes, de l'aide au développement, de la lutte pour la sécurité alimentaire ou d'une nouvelle politique migratoire.

2.2 - Engager l'Europe dans la bataille des normes pour renforcer la solidarité

Comme évoqué plus haut, les normes non-marchandes, en particulier celles qui sont définies par les organisations spécialisées de l'ONU (OMS, OIT, PNUE...), ne sont pas aujourd'hui juridiquement contraignantes. Nous plaiderons avec force pour que de nouveaux mécanismes juridiques en garantissent désormais la prise en compte au sein de l'OMC et qu'un nouvel organe multilatéral défende la prééminence des droits élémentaires définis par ces organisations dans des conventions internationales.

À court terme, la capacité d'influence que nous confère notre appartenance à l'Union européenne doit pouvoir être utilisée. Forte de ses 500 millions de consommateurs, **l'Union européenne dispose d'une puissance de négociation considérable pour faire accepter les normes qu'elle aura définies, comme condition d'accès à son marché**. Alors que les autres puissances économiques n'ont pas de réticence à utiliser cet instrument, nous agirons pour que l'Union européenne propose progressivement des normes mondiales qui soient à la fois conformes à ses valeurs et à ses préférences collectives (notamment sociales et environnementales), ainsi qu'à ses intérêts légitimes.

Mener la bataille des normes, ce sera concrètement :

2.2.1- Parvenir à intégrer les normes sociales et environnementales aux grands traités commerciaux internationaux : les quatre normes fondamentales de l'OIT (interdiction du travail des enfants, non recours au travail forcé, droit reconnu aux salariés de s'organiser pour négocier collectivement leur contrat de travail, non discrimination en matière d'emploi et de professions) mais aussi les **normes de lutte contre le réchauffement climatique** et pour la défense de la biodiversité que l'Union européenne s'impose à elle-même. L'Union européenne s'est engagée à réduire de 20% en 2020 ses émissions de gaz à effet de serre. Elle doit exiger des engagements de même ampleur de ses partenaires et concurrents économiques. C'est l'enjeu de la **Conférence sur le changement**

climatique qui a lieu à Cancún à la fin 2010 : aboutir à un traité international juridiquement contraignant et fixer un cadre clair pour l'après-Kyoto. L'Europe doit être en première ligne. À défaut, l'Union ne devra pas hésiter à défendre son droit d'imposer à ses frontières une contribution énergie-climat (une sorte d'« écluse carbone ») égale au coût de production supplémentaire induit par son effort de réduction des émissions de CO2 ou fondée sur le bilan carbone global des produits intégrant, de fait, les pollutions liées aux transports.

De la même manière, nous devons défendre notre modèle social et ne pas hésiter à suspendre le régime des préférences commerciales à l'encontre des États qui ne respectent pas les quatre normes fondamentales de l'OIT.

Ces propositions illustrent la notion d'« écluses tarifaires » que nous proposerons à nos partenaires européens d'examiner. Ces écluses seraient flexibles, car elles ne s'appliqueront qu'aux marchandises dont les modes de production ne respectent pas les normes pratiquées en Europe. Elles seraient transitoires car supprimées aussitôt que ces normes seront appliquées par les entreprises et les États concernés. Écluses solidaires enfin, car leur produit serait versé à un Fonds dont les pays en développement seront les premiers bénéficiaires.

Ces dispositions peuvent apparaître comme audacieuses : elles le sont, mais pas plus que ne l'était il y a quelques années la taxe sur les transactions financières qui, aujourd'hui, rencontre une large adhésion internationale. Elles s'inspireront d'une approche d'ensemble : **Europe ouverte, oui ; Europe offerte, non.** Ces débats devraient à nouveau être portés au sein de l'OMC par l'Union européenne où elle représente l'ensemble des États membres de l'Union.

2.2.2 - Nous proposons de renforcer les normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs européens, en particulier contre les substances et les marchandises dangereuses, sur le modèle du règlement REACH concernant les matières toxiques, qui s'impose aux industriels européens autant qu'aux industriels indiens et chinois. Nous devons veiller à la mise en place de **mécanismes efficaces de contrôle** du respect de ces normes sauf à les vider de leur sens. À moyen terme, **il s'agira d'établir des mécanismes juridiques internationaux permettant de garantir aux normes non-marchandes un caractère aussi contraignant que les normes commerciales défendues par l'OMC.**

2.2.3 - Parallèlement à ces efforts, il nous faudra poursuivre et amplifier la mobilisation de la société civile. Les consommateurs doivent être informés du contenu social et environnemental des produits qui leurs sont proposés. C'est l'objet des **labels et des certifications sociales et environnementales**, dont l'influence sur les modes de consommation a été démontrée. Simultanément, nous devons renforcer **la responsabilité sociale des entreprises.** Il serait juste que les multinationales européennes qui délocalisent leurs unités de production vers les pays à bas salaires soient tenues pour responsables des dommages environnementaux et sociaux imputables à leurs filiales et à leurs sous-traitants. L'exigence de publication d'un rapport annuel sur l'impact social et environnemental de leurs activités conforterait cette dimension, tout comme la possibilité donnée à la justice européenne de **poursuivre une entreprise pour des fautes lourdes commises à l'étranger** en matière de pollution ou de mise en danger de la vie des travailleurs.

Nous approuvons les idées avancées par la plateforme d'une cinquantaine d'ONG qui se sont associées pour demander l'obligation pour les entreprises de faire auditer et de publier leurs comptes pays par pays, de tenir et de publier des registres complets de leurs actionnaires significatifs et de renforcer la coopération judiciaire et fiscale, par exemple entre États-membres du G20 pour lutter contre la corruption et sanctionner les États non-coopératifs. La stratégie de soutien aux entreprises devra également être repensée. Nous sommes évidemment favorables au développement international des entreprises françaises, à la fois moteurs de croissance et d'emploi, et véhicules de principes et des normes sociales ou environnementales. Toutefois, le soutien à ces entreprises doit être conditionné à la création réelle d'emplois en France ou à l'atteinte, à l'étranger, de résultats économiques, sociaux ou environnementaux tangibles.

Pour faire avancer ces chantiers, nous aurons besoin de renforcer la coopération de toutes les forces progressistes à travers le monde. L'internationalisme, c'est aussi l'union, autant que possible, de la gauche politique, de la gauche syndicale, des grandes organisations non gouvernementales et du mouvement altermondialiste, qui partagent avec nous la volonté de remettre les personnes au centre des décisions économiques. L'Internationale socialiste devra être renforcée dans cette perspective et contribuer à une union plus étroite des forces de progrès.

2.3 - Instaurer davantage de justice entre Nord et Sud pour un développement plus solidaire

S'il faut protéger nos salariés des dangers d'une mondialisation ultralibérale, nous ne pouvons pas davantage nous satisfaire d'un monde où 15% de la population continue de disposer de 80% de la richesse mondiale et où 40% de l'humanité dispose de moins de 2 dollars par jour pour vivre : **remettre la mondialisation au service du développement, en particulier des pays les moins avancés, est une exigence démocratique.** C'est également, face aux désordres actuels du monde, une contribution essentielle à la sécurité collective de la planète. C'est enfin la seule réponse crédible et durable à la politique régressive actuellement menée en France dans le domaine de l'immigration. Prisonnière de l'idéologie libérale portée traditionnellement par les institutions de Bretton Woods, la politique d'aide au développement a trop souvent été complice d'une mondialisation destructrice dans les pays les plus fragiles : priorité aux prêts plutôt qu'aux dons, libéralisation tous azimuts des marchés agricoles détruisant les capacités d'autosuffisance alimentaire, privatisations sauvages dans les pays en développement de l'ex bloc soviétique, coupes claires imposées dans les dépenses sociales, d'éducation ou de santé... Nous devons nous attacher à enrayer cette spirale et **réaffirmer le devoir de solidarité des pays riches vis à vis des pays les plus pauvres, en faisant les distinctions nécessaires entre les pays du sud selon leur situation.**

2.3.1 - Le rétablissement, conformément à nos engagements internationaux, d'une **politique de dons pour les pays plus pauvres** constituera un préalable. Elle est seule à même de garantir le développement des secteurs sociaux indispensables. Nos dons devront être renforcés sur la base d'un calendrier précis afin que la France puisse respecter l'objectif des 0,7% du PNB auquel notre pays s'était engagé en 2003 à l'image des social-démocraties d'Europe du Nord et en mettant à contribution le secteur privé à travers des financements innovants comme la taxe sur les transactions financières. La mise en place d'une « **conditionnalité sociale** » visant l'élévation effective du niveau de vie des populations, devra l'emporter sur les « programmes d'ajustement structurel », qui ont précipité les pays les plus pauvres dans la mondialisation libérale. Notre aide publique devra être ciblée vers le bénéfice direct des populations. Cette politique refondée de dons et d'aide en faveur des pays les plus pauvres pourra s'appuyer notamment sur les exemples de coopération décentralisée qui ont fait leurs preuves pour leur efficacité et leur transparence.

2.3.2 - La **lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire** des pays les plus pauvres sera au cœur de notre stratégie de développement. Les chefs d'État et de gouvernement du G8 s'étaient engagés solennellement en 2008 à réunir des sommes considérables pour lutter contre l'insécurité alimentaire : près de trois ans après, on attend encore l'essentiel du versement, cependant que plus d'un milliard de personnes à travers le monde continuent de souffrir de la faim. Nous demanderons l'inscription dans la Charte des Nations unies du droit des peuples à assurer la sécurité de leur approvisionnement alimentaire. Nous agirons partout où nous le pourrons en faveur de la « **relocalisation** » des **productions agricoles à la fois pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et pour garantir la sécurité alimentaire des peuples.** Les terres cultivables des pays les plus pauvres doivent être destinées prioritairement aux cultures vivrières permettant d'assurer l'autosuffisance alimentaire des peuples et non à une culture d'exportation visant exclusivement à rapporter les devises nécessaires au service de la dette ou à enrichir les actionnaires des multinationales. Nous devons œuvrer, aux côtés des pays producteurs, à la mise en place de mécanismes de régulation protecteurs pour ces pays : **reconstitution des stocks, lutte contre la spéculation, stabilisation des prix des denrées alimentaires,** constitueront à ce titre des enjeux majeurs.

2.3.3 - Dans le domaine sanitaire, nous défendrons un accès pour tous aux médicaments de dernière génération. La recherche pharmaceutique doit profiter à tous, s'agissant notamment de la lutte contre le VIH et de l'accès aux trithérapies. La logique du profit des grands laboratoires pharmaceutiques ne doit pas prendre le pas sur l'exigence de solidarité face à l'expansion des pandémies dont le coût humain, économique et social est énorme pour les pays en voie de développement.

2.3.4 - Une **politique des flux migratoires refondée** conditionne toute stratégie efficace de développement. À l'opposé des déclarations présidentielles et gouvernementales récentes, qui se caractérisent par leur démagogie, nous disons que la France est riche du renouvellement permanent de sa population que lui ont valu les immigrations successives auxquelles elle doit une part de sa force. La politique actuelle, fondée sur une hostilité systématique à l'égard des immigrés, nuit aux pays au développement : elle nie la contribution des transferts financiers des migrants à la croissance de leur pays d'origine ; elle retarde les transferts de savoir-faire nécessaires à la croissance

économique et sociale de ces pays. Mais, en altérant notre image et notre influence auprès de nos partenaires, elle ne sert pas non plus nos intérêts. Cette approche anti-immigrés est cynique : la compétition engagée pour attirer les élites du Sud n'a d'égale que la hauteur des murs, nombreux et meurtriers, qui sont élevés pour stopper ceux qui viennent chercher une protection dans notre pays, ou n'ont que leurs bras à offrir. **Une politique des flux migratoires refondée est nécessaire, élargie à l'Europe qui, en raison notamment de sa situation démographique, a et aura besoin de l'immigration. Celle-ci devra être régulée, maîtrisée, concertée avec les pays d'émigration et s'articuler autour de quelques orientations essentielles, notamment :**

- la **protection des migrants**, particulièrement vulnérables aux discriminations et à l'exploitation. Il est choquant qu'aucun pays européen n'ait encore ratifié la Convention adoptée le 18 décembre 1990 par les Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. La France devra favoriser cette ratification ;
- **l'impact de la fuite des cerveaux** sur les pays les plus pauvres handicape leur accès au développement. Sans mettre à mal le droit à la mobilité, nous proposerons la mise en place de mécanismes facilitant la formation mais évitant d'encourager la fuite des personnels qualifiés du Sud ;
- **la lutte contre le trafic des personnes** : une politique de fermeté sera menée à l'égard de ces trafics, en accroissant les efforts pour démanteler les filières mafieuses et en assurant une coopération policière aux frontières de l'Union.

3. Remettre l'Europe au cœur : une Europe relancée vers la croissance, l'emploi et le progrès social

Le projet européen a garanti la paix à notre continent depuis plus de cinquante ans. N'oublions jamais cet acquis arraché aux déchirements de l'histoire et à la folie des hommes et qui demeure le seul à même de nous assurer une voix forte dans le concert des grandes puissances du XXI^e siècle. Il reste un modèle à suivre aux yeux de millions de femmes et d'hommes dans le monde.

Ce que la crise actuelle disqualifie, ce n'est pas l'Europe en elle-même, c'est une Europe ligotée dans des règles dictées par la domination d'une concurrence exacerbée, qui ne se préoccupe pas assez des conséquences négatives que le libre-échange absolu et la myopie financière entraînent sur son système productif, ses ressources humaines et sa cohésion sociale. La crise, loin de mettre en cause la construction européenne, montre l'urgence d'avancer vers la finalité politique que nous

lui assignons. Elle révèle l'insuffisance des politiques nationales pour répondre aux défis économiques mondiaux. Elle montre les carences des solutions qui ont prévalu jusqu'ici en Europe, notamment en matière de gouvernance économique. Oui, **nous avons la conviction qu'il faut construire l'Europe politique.** L'histoire de l'Europe montre que ce projet est difficile, la crise actuelle montre qu'il est impératif. Cela passe notamment par le renforcement du rôle du Parlement européen qui, élu au suffrage universel, est le cœur démocratique de l'Union. Le Président de la Commission devra être l'émanation directe de la majorité au Parlement, définie à travers des listes paneuropéennes. C'est une condition nécessaire pour assurer la cohérence d'un nouveau modèle de développement à l'échelon européen, concerté, pour changer vraiment la direction de l'Union européenne. L'Europe que nous voulons, l'Europe que nous devons construire notamment avec nos camarades du Parti socialiste européen, les écologistes et toutes les forces de progrès, c'est **une Europe qui place vraiment l'emploi, la croissance, l'éducation, le progrès social et environnemental au cœur de son ambition collective.** Une Europe qui intègre clairement ces objectifs et réaffirme avec force sa volonté de rassembler les peuples dans la solidarité, dans une communauté de valeurs fondée sur la dignité humaine. Son modèle de développement, qui veut allier performance économique, haut niveau de protection sociale et respect de l'environnement, doit promouvoir des politiques publiques ambitieuses, échappant à la loi du tout-marché et bénéficiant à l'ensemble de la population européenne. Cette vision nous dicte une série de choix qui seront au cœur de notre politique internationale pour surmonter ce qu'il faut bien appeler une « crise de l'Union européenne ».

3.1 - L'Union européenne traverse une crise profonde

3.1.1 - Une crise de confiance. Si une grande majorité de nos concitoyens se déclarent toujours « fiers d'être européens », 55% ne reconnaissent plus dans l'Union européenne un niveau légitime d'action publique. Ils étaient 60% à ne pas aller voter lors du scrutin européen de 2009. Comment en serait-il autrement, dans un territoire qui cumule à la fois une croissance la plus faible par rapport aux grands ensembles économiques régionaux et un taux de chômage parmi les plus élevés ?

3.1.2 - Une crise de solidarité, que les attermolements devant la situation financière grecque sont venus illustrer. Alors que les écarts de compétitivité entre les pays européens étaient importants, le

marché intérieur s'est progressivement imposé comme un espace surtout de mise en concurrence des territoires, des salariés et des entreprises. Dans le même temps, l'Union économique et monétaire entretenait l'illusion que la discipline de chacun permettrait l'économie de mécanismes collectifs de stabilité et de solidarité financière. La crise financière a fait voler en éclat ces fausses certitudes, tandis qu'elle révélait la promptitude de certains à prôner la sanction, voire l'exclusion des plus faibles, au nom de l'intérêt des plus forts. D'où l'émergence ici ou là de nationalismes antieuropéens, prospérant sur la remise en cause du principe de solidarité pourtant fondateur du projet européen.

3.1.3 - Une crise de représentativité qui interdit malheureusement à l'Union européenne de s'imposer pleinement sur la scène internationale pour y défendre ses valeurs et ses intérêts, alors que sa dimension géographique, sa réalité démographique, sa stabilité politique et sa force économique sont celles d'une grande puissance potentielle. En difficulté pour parler vraiment d'une seule voix sur des questions aussi graves pour la sécurité mondiale que l'Irak ou l'Afghanistan, incapable de faire prévaloir son leadership à Copenhague lors des négociations sur le climat, l'Union européenne offre, hélas, le visage d'une puissance à l'ambition souvent irrésolue et au fonctionnement difficilement lisible, peu à même aujourd'hui d'affronter tous les nouveaux défis du siècle. Il est grand temps que l'Europe soit à nouveau habitée par une volonté politique collective, incarnée par des dirigeants à la mesure de nos ambitions pour l'Europe.

| 3.2 - La crise économique, sociale et environnementale conforte l'Europe comme grand projet collectif mais celle-ci doit être réorientée

3.2.1- Doter l'Europe de mécanismes de gouvernance économique

On oublie souvent qu'à l'origine et pour les socialistes devait se construire un triangle : monnaie unique, gouvernement économique, harmonisation sociale. L'Euro a été réalisé, et par son effet stabilisateur il a permis, notamment dans la dernière crise, d'éviter que des problèmes monétaires graves viennent s'ajouter aux autres difficultés dans de nombreux États membres. Mais les deux autres côtés de ce triangle ont été négligés. Il faut leur redonner leur place. Les difficultés de l'Union européenne à gérer avec rapidité les conséquences désastreuses de la crise financière sur son économie ont démontré **qu'une union monétaire ne peut fonctionner sans union économique.**

Cette gouvernance économique - mieux, ce gouvernement économique - doit pouvoir s'appuyer sur au moins

trois piliers :

- **la solidarité** : nous proposerons la mise en place d'un **mécanisme européen permanent de stabilité financière** permettant de doter la zone Euro d'un véritable instrument de solidarité qui pourrait prendre la forme d'un fonds monétaire européen, financé le cas échéant – au delà de ce qui existe - par une capacité d'emprunt européen qui pourrait passer, comme le propose le Parti socialiste européen, par l'émission **d'obligations européennes**. Cette réforme implique aussi une réflexion sur notre politique monétaire. L'Union européenne est en effet la seule grande zone monétaire dans le monde à se priver de mécanismes volontaristes de pilotage de ses taux de change sur la base de ses intérêts propres. Nous agissons pour la mise en place d'un **système monétaire mieux régulé et plus équilibré, qui reconnaisse le rôle de chacune des grandes régions du monde**, dans lequel l'euro serve vraiment les intérêts de l'Europe et ne soit pas à la remorque des exigences américaines ou chinoises. Nous plaiderons auprès de nos partenaires pour une gestion du taux de change de l'euro favorable aux entreprises et aux emplois européens. A l'échelle internationale, l'Union se mobilisera contre la volatilité des monnaies. Au sein du G20 notamment, elle devra porter l'idée d'un nouveau panier de monnaies positif pour le développement économique et décourageant les mouvements spéculatifs. Dans le cadre du multilatéralisme que nous appelons de nos vœux, le FMI, rééquilibré, a vocation à être l'instrument de ce « nouveau Bretton Woods ».
- **la concertation et la responsabilité collective** : la crise vient de rappeler aux États membres qu'ils étaient interdépendants et que leurs choix économiques nationaux pouvaient durablement peser sur l'économie du continent. Il nous faudra dépasser le Pacte de stabilité et privilégier la mise en place de **mécanismes de concertation en amont de nos budgets nationaux**, autant que le renforcement de l'harmonisation fiscale. Le respect de règles économiques est nécessaire pour assurer la cohésion de la zone euro, mais celles-ci devront être redéfinies de manière à prendre en compte tous les facteurs de déséquilibre, et pas uniquement les facteurs budgétaires : la situation de l'emploi, en premier lieu, doit devenir un élément central de ces règles communes.
- **la régulation financière** : il est temps de passer des discours aux décisions. Les Européens devront **renforcer les règles prudentielles** applicables aux banques, **encadrer strictement les produits**

dérivés, améliorer la transparence et l'indépendance de la notation financière, notamment par la création d'une ou plusieurs **agences européennes de notation** et instituer **une taxe sur les transactions financières des banques et établissements financiers** de manière à endiguer la spéculation financière et à dégager des ressources publiques nouvelles. Ils devront également agir avec détermination **contre les paradis fiscaux et la fraude internationale**. Ces sujets ne devront pas seulement faire l'objet de conférences, mais de décisions dont sera vérifiée l'application effective.

3.2.2 - Rendre à l'Europe sa capacité à conduire des politiques publiques ambitieuses

Les grands succès de l'Union européenne sont nés de projets concrets et mobilisateurs, dans lesquels la Commission a joué un rôle majeur. Il nous faudra, naturellement, consolider les politiques existantes, en redonnant à la **PAC** sa capacité à accompagner la réforme de l'agriculture européenne : sauvegarder nos capacités de production, développer de nouvelles méthodes plus respectueuses de nos écosystèmes. La PAC devra répondre aux grands défis environnementaux (changement climatique, raréfaction des ressources, pollution des eaux, dégradation des sols), contribuer à la sécurité alimentaire des pays pauvres et assurer une dimension sociale en participant au développement des territoires pour créer de l'emploi dans les zones rurales. Pour conserver notre rang et nos atouts, **nous devons investir à long terme dans de nouveaux secteurs et renforcer la capacité de l'Europe à développer sur son sol les productions et les métiers du futur**. Face à l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde, face à la croissance innovante de pays tels que le Brésil, la Corée du Sud, le Canada ou l'Afrique du Sud, nous devons massivement investir dans la recherche et l'innovation pour convertir nos systèmes productifs à des industries plus compétitives, plus durables. **Les énergies, les transports, les bio-tech, info-tech et green-tech** constituent un secteur d'application privilégié de ce nouveau volontarisme européen, qui devra notamment conduire à l'émergence de « champions industriels continentaux » et, pourquoi pas, dans certains secteurs stratégiques, à des « consortiums publics européens ». La mutation de nos économies et de nos modes de vie exige la prise en compte de propositions nouvelles concernant la propriété intellectuelle et la création de biens et de valeurs marchandes et non-marchandes. Le projet d'une **Communauté européenne de l'énergie**, afin d'améliorer nos approvisionnements, de favoriser l'émergence de pôles

technologiques performants et innovants, d'encourager la transformation écologique de l'économie européenne, mobilisera nos efforts. **Énergie, recherche, innovation, industrie devront former le carré d'as de la relance économique de l'Union**. De même pour **l'extension du dispositif Erasmus** à l'ensemble des étudiants de l'Union en cours de maîtrise. Tout cela doit nous conduire à relativiser le dogme de l'urgence d'un retour aux équilibres budgétaires des États membres, retour certes nécessaire, mais qui devra accompagner le retour de la croissance, non le précéder. De même, dans l'intérêt de ses entreprises et de ses salariés, l'Europe devra appliquer le principe de la concurrence avec pragmatisme, afin d'encourager son développement, sa compétitivité et sa base industrielle. L'objectif est d'encourager les grandes entreprises européennes à être concurrentielles à l'international et non pas de se détruire entre elles au sein de l'Union. Dans un monde où les intérêts géostratégiques s'affirment avec agressivité, l'Europe doit, sans céder à un protectionnisme stérile, se montrer plus vigilante sur ses intérêts industriels de long terme. La mondialisation économique s'accompagne de stratégies diplomatiques offensives (investissements de fonds souverains étrangers par exemple) et l'Europe doit se doter des instruments pour y répondre. Avec nos partenaires, et dans le cadre des règles communautaires, nous agissons pour mettre en place un mécanisme de contrôle des investissements étrangers dans les secteurs sensibles européens et une exigence de réciprocité dans l'ouverture de nos marchés publics.

Nous devons **redonner à l'Union européenne**, et en particulier à la Commission, qui ne peut plus se cantonner au seul rôle de coordination des stratégies nationales, **une capacité de pilotage d'instruments** spécifiques lui permettant de prendre en charge directement le financement de ces projets. L'Union devra bien entendu se doter **des moyens financiers** de cette stratégie, ce qui suppose que soient augmentés ses moyens budgétaires propres autant que les budgets consacrés, dans les États membres, aux investissements publics. Il n'y aura pas d'Europe puissante sans moyens financiers alors que les recettes n'ont pas été réévaluées depuis 1992 malgré l'élargissement de l'Union à 27 États membres. En liaison avec le Parlement européen dont le rôle sera conforté, nous devons donner corps à notre ambition de doter l'Europe **de nouvelles sources de revenus justes et durables**, ce qui passera, en particulier, par la mise en place d'une **taxation sur les transactions financières** des banques et des établissements financiers. À chaque fois que nécessaire, nous utiliserons pour progresser des « **coopérations renforcées** » entre

quelques États membres, mais ouvertes à tous et permettant aux plus volontaires d'avancer concrètement et rapidement.

3.2.3 - Remettre la solidarité et le progrès social au cœur du projet européen

Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une Europe vécue souvent par nos concitoyens comme une source de dérégulation, où **la loi du moins-disant social régit les échanges**. La construction du marché intérieur sans harmonisation fiscale ou sans définition des éléments de la protection sociale a conduit à **une mise en concurrence inacceptable des territoires**. Pour enrayer ce phénomène, qui sape les fondements du projet européen, priorité devra être donnée à des avancées sur le terrain de **l'harmonisation fiscale**, de la consolidation du modèle social européen, ainsi qu'à la définition de minima sociaux et à l'adoption **d'une directive cadre pour les services publics et sociaux**. Nous proposerons, pour l'Europe, **un nouveau pacte de progrès** qui, sans viser à l'uniformité, permettra d'engager une convergence progressive par le haut de nos politiques sociales. Aussi, nous nous prononçons pour l'élaboration d'un **mécanisme de convergence sociale progressive** dans le temps vers les normes les plus protectrices en vigueur dans les pays membres. Ce pacte européen de progrès social impliquera, pour chaque État membre, **l'instauration d'un salaire minimum** tenant compte de la réalité économique et sociale nationale. Il pourra également intégrer la **fixation d'objectifs minimaux quantifiés pour les dépenses d'éducation**. Nous veillerons à ce que la Confédération européenne des syndicats soit largement associée à l'élaboration et au suivi de ce pacte.

3.2.4 - Fixer à l'Union des limites claires et faire avancer l'Union euro-méditerranéenne

Donner des frontières à l'Union est devenu une nécessité, tant leur absence rend difficile l'émergence d'un sentiment d'appartenance ou d'une identité forte. Depuis des années, le processus institutionnel de l'élargissement s'est construit avant la conviction des opinions, engageant l'Union européenne sur le chemin d'une organisation à 30 ou 35 membres, sans que les peuples aient en général été consultés et sans en assumer vraiment les conséquences politiques, économiques et sociales. L'Union est engagée à des degrés divers dans des discussions envers un certain nombre de pays. Il nous faudra traiter chaque cas au regard du projet européen et des moyens dont dispose l'Union pour le mener à bien. Les discussions avec les pays des Balkans, meurtris par la guerre de Yougoslavie et

ses séquelles, devront être menées avec un esprit de dialogue. Sur la Turquie, grand pays et grande civilisation, candidate reconnue à l'adhésion dans l'Union européenne, des engagements ont été pris et ils doivent être tenus même si l'issue finale ne peut pas être garantie. Dans les négociations, plusieurs étapes devront être franchies, plusieurs conditions remplies qui actuellement ne le sont pas.

Car au-delà de la question des frontières, l'objectif de l'Union est bien celui de la **construction d'un espace de développement** social, économique, écologique et démocratique, d'un **espace de paix et de sécurité qui dépasse largement les limites des États membres**. Nous voulons inventer ou renforcer les instruments qui ancrent dans cet espace les pays avec lesquels l'Europe bénéficie de liens historiques, culturels, humains et d'une proximité géographique.

- La coopération franco-russe a traditionnellement été un élément majeur de notre politique étrangère : elle doit le redevenir. Si la Russie ne peut devenir membre de l'Union, qu'elle déséquilibrerait par son poids démographique, nous devons négocier avec elle de manière globale, en défendant nos intérêts, notamment énergétiques, et en établissant un rapport serein qui nous fasse sortir de la crise de confiance dans laquelle l'Europe et la Russie sont plongées depuis plusieurs années (crise du gaz et méfiance conservée des nouveaux pays membres, crise du bouclier anti-missiles, impression d'encercllement résultant des élargissements successifs de l'OTAN...). Beaucoup d'efforts sont devant nous pour approfondir un dialogue dans lequel le débat sur les droits de l'homme devra aussi trouver sa place, au même titre que l'ensemble des droits civiques, économiques et sociaux. L'objectif est clair : le XXI^e siècle doit permettre à **l'ensemble Europe-Russie** de renouer ses liens de civilisation dans un intérêt partagé.
- Nous relancerons le projet visionnaire, initié dès 1992 notamment par Jacques Delors, d'un partenariat euro-méditerranéen. **L'Union euro-méditerranéenne**, demain sans doute l'Union euro-africaine, est devenue une nécessité. C'est bien plus qu'une stratégie de voisinage ; c'est un mouvement de fécondation croisée qui a contribué à créer, sinon une civilisation, du moins une culture et un esprit qu'il nous faut revivifier. L'évolution des sociétés civiles peut favoriser cette perspective. Nos complémentarités, démographiques, énergétiques, économiques, nous offrent un potentiel de développement considérable si elles sont exploitées.

Nombreux sont les défis communs que nous devons relever (sécurité alimentaire, santé, migrations, sécurité, dérèglements climatiques). La crise mondiale a renforcé cette nécessité. Les pays du sud et de l'est de la Méditerranée réalisent avec l'Europe l'essentiel de leurs échanges. De là viennent aussi beaucoup d'investissements créateurs d'emplois. Nous devons affronter ensemble les conséquences de cette crise et de ces mutations, sauf à voir le sud de la Méditerranée devenir peu à peu une économie sous domination américaine ou chinoise. Sans nous enliser dans les dispositifs institutionnels, nous nous mobiliserons pour une **Méditerranée des projets**, particulièrement dans les domaines de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des transports. **Notre ambition doit être de bâtir avec ces pays – outre des coopérations politiques et culturelles – une zone intégrée d'industries, d'agriculture, d'énergie et de mobilité professionnelle.** Le redéploiement industriel peut être un remède aux délocalisations. Ce modèle doit être organisé plutôt que subi, entre l'Europe et les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, à commencer par le Maghreb. Là aussi, l'objectif est ambitieux, mais exaltant : l'Union européenne peut et doit voir dans l'Union euro-méditerranéenne un projet politique prioritaire à l'échelle de la mondialisation.

3.2.5 - Relancer le moteur franco-allemand

Ces grandes ambitions pour l'Europe, nous ne les porterons que si nous les partageons de nouveau avec notre partenaire allemand. **Or le moteur franco-allemand**, qui a été une réalité, ne l'est plus, ou en tous cas plus autant. La dégradation des relations entre l'Allemagne et la France restera l'un des échecs les plus sérieux de la politique européenne de M. Sarkozy, elle explique pour partie aujourd'hui l'ampleur de la crise. **Ce moteur franco-allemand n'est nullement exclusif des relations de partenariat étroit et des projets que nous continuerons de construire avec d'autres partenaires de l'Union.** Mais lorsqu'on sait combien l'avenir de nos deux pays est lié, combien peut être grande notre capacité commune d'entraîner les autres pays membres de l'Europe, voire des autres continents, il est clair qu'aucune de nos deux nations ne peut penser son avenir sans l'autre, ni en Europe, ni dans le monde. **L'Union a besoin d'une nouvelle étape décisive dans la relation entre ces deux grands pays fondateurs.** Nous sommes convaincus que les incompréhensions – il y en a de chaque côté – doivent et peuvent être dissipées et qu'il n'y a pas de fatalité à la désunion.

Nous sommes déterminés à écrire ensemble ce nouveau chapitre historique.

Le travail que nous avons engagé en ce sens, socialistes français et sociaux-démocrates allemands, s'est concrétisé par l'adoption en juin 2010 d'une déclaration commune, entre le PS et le SPD, « sur le renforcement de la coordination des politiques économiques et sociales au sein de l'Union européenne ». Cette déclaration, signée par Martine Aubry et Sigmar Gabriel, constitue une première étape importante. Elle pose les bases d'une nouvelle alliance franco-allemande au service de l'Europe. Dans une seconde étape, la France et l'Allemagne pourraient aller encore plus loin, pour conforter l'Union : la concrétisation du gouvernement économique européen nécessite par la nouvelle donne mondiale, la mise en commun des sièges allemand et français au sein du FMI et de la Banque mondiale, l'avancée pratique vers une armée européenne font partie des champs d'application possibles pour cet ambitieux projet. Le moteur franco-allemand formerait alors, dans le concert des nations, un noyau de puissance européenne de près de 150 millions d'habitants, dotée du 2ème ou 3ème PIB mondial, en pleine capacité de redynamiser l'Union et d'en faire un acteur mondial. Cette nouvelle alliance est essentielle ; nous sommes résolus à la mettre en œuvre.

Au sein du Parti socialiste européen (PSE), il est important de renforcer la coopération avec les autres partis sociaux-démocrates. Il est nécessaire de mener un véritable travail collectif pour aboutir à une stratégie commune et un projet commun, défendus par tous, afin de gagner les élections au niveau national et au niveau européen, changer la majorité en Europe, et ainsi réorienter l'action publique européenne. C'est une condition majeure de la mise en œuvre de notre nouveau modèle de développement. C'est pourquoi nous devons ensemble nous préparer à l'alternance, et construire un projet commun et cohérent à tous les niveaux : pour cela, **le PSE doit poursuivre son renforcement et devenir un véritable parti européen**, capable d'être le moteur du renouveau du socialisme et de la social-démocratie européenne.

4. Garantir notre sécurité : une politique de défense à la mesure de notre rôle et de nos ambitions

Dans un monde où les rapports de forces et les stratégies de puissance se sont modifiés, où la nature des menaces a changé, **notre capacité à nous défendre et à projeter nos forces demeure**

primordiale. Hypercentralisation à l'Élysée de décisions souvent mal préparées, alignement atlantiste sans avancée européenne, désordre dans la mise en place des restructurations militaires, manque de considération pour les personnels militaires et civils, impasse financière, repli sur soi industriel, **tout concourt depuis trois ans à affaiblir notre outil de défense.** Nous ne jouerons à nouveau pleinement notre rôle que si nous **revoyons en profondeur les orientations données depuis 2007 par M. Sarkozy à notre politique de défense.** C'est à cette situation qu'il nous faudra remédier.

4.1 La suprématie du droit sur la force et l'application effective des principes des Nations Unies appellent **une Europe active et responsable** face aux drames humains et aux foyers d'instabilité. Non pas une sorte de « grande Suisse », placée sous la protection bienveillante mais exclusive de l'allié américain, dépourvue de capacité d'action propre et autonome. L'ensemble de notre politique de défense devra s'inscrire dans **une coopération approfondie avec nos partenaires européens.** Nous voulons, là aussi, donner une nouvelle dynamique à l'Europe de la Défense, que nous avons contribué à faire naître et qui continue de bénéficier du soutien des citoyens de tous les États membres. La capacité de l'Union d'associer des moyens militaires et civils de haut niveau pour le traitement des crises devra être renforcée, notamment pour soutenir la construction d'un état de droit dans les zones sortant de conflits. Cette capacité commune devra s'élargir à un potentiel de défense véritablement partagé, en cohérence avec la construction politique de l'Europe. La « coopération structurée permanente », autorisée entre les membres de l'Union les plus engagés en matière de défense, facilitera l'action en ce sens. L'objectif est clair : **apporter une nouvelle dynamique à l'Europe de la défense.** C'est le chemin pour donner enfin à l'Europe sa pleine autonomie politique. **La France et l'Allemagne devront y prendre une part déterminante,** en proposant des initiatives ouvertes à tous les partenaires volontaires, portant en particulier sur les éléments suivants :

- La spécificité de l'Union européenne réside dans **sa capacité à associer pleinement moyens militaires et moyens civils de haut niveau dans le traitement d'une crise.** Il nous faudra renforcer encore sa capacité dans ce domaine. Celle-ci doit s'appuyer sur une analyse de sécurité régulièrement actualisée entre les États membres et être servie par une structure solide de planification et de commandement.
- Cet effort pourra également se traduire par une **mutualisation de moyens et le développement de capacités concrètes**

et autonomes à remplir des missions communes, comme la surveillance aérienne, spatiale et maritime.

- **L'Agence européenne de défense,** dont le potentiel de rationalisation des moyens n'a pas encore été véritablement exploité, devra faire l'objet d'un **usage mieux adapté.** Seront sélectionnés de façon prioritaire les programmes pouvant être réalisés en coopération. Ils contribueront à **consolider nos industries européennes de défense,** élément clé d'une autonomie stratégique et d'une maîtrise européenne des technologies de l'avenir.

4.2 Notre engagement européen n'est nullement contradictoire avec **le maintien d'une ambition nationale élevée pour notre outil de défense.** Elle en est au contraire la condition. À cet égard, plusieurs constantes seront à maintenir dans l'organisation de nos capacités de défense : une dissuasion fondée sur le principe de stricte suffisance, garantie ultime contre les menaces vitales qui peuvent ressurgir ; un niveau de forces permettant à la France de livrer un combat de haute intensité, si elle devait s'engager dans un conflit majeur ; des forces armées rapidement déployables et aptes à agir en coalition ; un dispositif efficace de protection de notre territoire ; une politique attentive de protection des forces, qui accompagne leur renforcement opérationnel.

Nous devons sortir du flou créé par certaines prises de position de l'actuel chef de l'État quant au rôle éventuel des forces armées dans des missions relevant des services de sécurité publique et de sécurité intérieure. Nous le soulignons avec netteté : **une distinction absolue doit être établie entre la sécurité extérieure, mission propre à la défense, et la sécurité intérieure.** Conformément aux principes républicains, seul le traitement de catastrophes naturelles ou de situations exceptionnelles (par exemple une crise sanitaire) peut justifier, sous la responsabilité du pouvoir civil, un engagement temporaire des moyens de service public de nos armées dans une crise intérieure. Il en va de leur capacité à agir, de leur crédibilité et de leur efficacité : la sécurité face aux menaces armées conserve sa spécificité. Les responsabilités qu'elle confère ne doivent pas être diluées dans une approche « attrape-tout » des risques de toutes natures.

Dans leur immense majorité, les Français expriment compréhension, confiance et respect pour les hommes et les femmes qui se battent en leur nom, partout où c'est nécessaire. **Le renforcement de ce lien entre l'armée et la nation** est indissociable de la vitalité de notre démocratie. Il devra être entretenu,

notamment en direction de la jeunesse, en particulier par des mécanismes comme le service civique ou comme la réserve. Mais la vitalité de ce lien suppose aussi une **meilleure prise en compte des charges et obligations propres des personnels militaires de la défense**. Parité d'évolution de leurs revenus avec la fonction publique civile, action sociale adaptée à leurs contraintes familiales spécifiques, gestion attentive des problèmes de matériel, d'équipement et d'environnement de service en France comme en mission extérieure, renforcement des mécanismes de concertation sur toutes les questions sociales et professionnelles, beaucoup doit encore être fait pour assurer à ces personnels les garanties et les droits de tous les citoyens, dans le respect des exigences et des sujétions particulières de leur mission.

Dans son organisation et dans ses moyens, la défense devra être gérée comme un grand service public investi de missions éminentes, soumis aux exigences spécifiques de l'emploi maîtrisé de la force armée. Cela commande de définir ses structures et son déploiement territorial dans un esprit d'efficacité qui exige planification et méthode. C'est pourquoi il faudra surmonter les désordres entraînés par le plan mal conçu de redéploiement et de réduction de moyens que gouvernement a enclenché dans la précipitation depuis juillet 2008.

Pour nous, le regroupement des soutiens reste une évolution utile mais il ne saurait se poursuivre que de manière concertée, notamment avec les élus des territoires, et en respectant les nécessités des unités destinées au combat. De ce fait, la réalisation coûteuse des nouvelles « bases de défense », déjà perturbée par de multiples réorientations, devra faire l'objet d'une révision à partir d'un audit public d'organisation et de ressources humaines, en évitant la réalisation de nouvelles infrastructures. Le projet « Balard » de regroupement des états-majors et services centraux de la Défense, en complète dérive et à l'opposé des priorités réelles, ne sera pas poursuivi. **Notre sécurité nationale et nos ambitions en matière de maintien de la paix et de gestion des crises nous conduiront à stopper la contraction engagée de nos forces opérationnelles et du soutien budgétaire qui leur est affecté.**

4.3 - Notre action pour assurer la sécurité s'accompagnera d'une position claire et responsable en faveur du désarmement : **le désarmement** plutôt que la course aux arsenaux défensifs. Sans remettre en cause la légitimité d'une **dissuasion indépendante** de notre pays, tant que subsistent d'autres arsenaux nucléaires, la France reprendra son rôle d'impulsion

dans les débats sur le **désarmement et la non prolifération des armes de destruction massive**. Celui-ci, appliqué à un cadre régional en particulier, peut contribuer fortement à l'apaisement des tensions. La France soutiendra activement le projet d'un Moyen-Orient dénucléarisé. Nous saisissons l'opportunité historique créée par les orientations du Président Obama en faveur d'un désarmement nucléaire universel, progressif, négocié et efficacement contrôlé. La France exprimera son soutien à la perspective d'un monde sans armes nucléaires. Nous prendrons des initiatives afin de relancer les négociations pour un traité d'interdiction de la production de matières fissiles à usage militaire. Nous soutiendrons les initiatives tendant à une **réduction des armements conventionnels** les plus déstabilisants et les plus dangereux pour les populations, en particulier les armes de petit calibre qui font aujourd'hui des ravages dans les conflits africains. La vigilance politique sur **les ventes d'armement**, affaiblie par le pouvoir actuel, sera rétablie.

4.4 - Le terrorisme apparaît aujourd'hui comme une menace majeure pour la sécurité du monde, notamment des pays occidentaux. La lutte contre le terrorisme est une nécessité. Nous y sommes, en Europe et singulièrement en France, vulnérables : parce que nous sommes perçus comme une partie de l'Occident ; parce que notre société est, par tradition, ouverte et accueillante, respectueuse de l'état de droit ; parce que les terroristes, au delà de tel ou tel argument avancé, agissent souvent de manière aveugle et peuvent prendre nos ressortissants comme cibles. Ce constat justifie **le développement d'un dispositif moderne de protection du territoire**, y compris par des moyens de renseignement humain et technique permettant la détection précoce des menaces émergentes, tout en respectant le droit. Lutter efficacement contre le terrorisme c'est aussi nous **concentrer sur l'origine des frustrations** qui le nourrissent. Nous devons nous attacher à « déminer » autant que possible les foyers de tensions et de haines qui alimentent cette situation. Il ne saurait y avoir d'ambiguïté : **nous mènerons contre toutes les formes de terrorisme un combat sans faiblesse.**

Conclusion

Mieux défendre, mieux projeter nos idées, nos valeurs et nos intérêts, **c'est rendre à la France tous ses moyens d'influence**, que la politique actuelle a souvent contribué à saper. Au delà de la révision nécessaire de nos stratégies et de nos messages, nous agirons pour rendre leur voix et leur poids à tous ceux qui, partout dans le monde, s'emploient à traduire ces moyens en actes.

| Nous redonnerons confiance et moyens à nos ambassades. Nous avons besoin de cet outil diplomatique pour déployer notre action extérieure : un dispositif global et cohérent qui, au-delà de la seule diplomatie politique, porte notre vision en matière de coopération, de rayonnement culturel et économique, de multilatéralisme et de développement. Il n'est pas normal que la politique internationale soit confisquée par un petit réseau politiquement irresponsable de serviteurs du Président. Il n'est pas sain, non plus, de disperser notre énergie européenne et internationale en autant de ministères appliquant chacun leur propre feuille de route. **Le ministère des Affaires étrangères devra voir rétabli et conforté son rôle pivot dans la définition et la mise en œuvre de notre politique étrangère.**

| Nous restituerons au Parlement son rôle légitime d'évaluation et de contrôle politiques de la stratégie internationale de la France, qu'il s'agisse de notre politique étrangère ou de notre action de défense. L'analyse de la situation internationale, des menaces éventuelles qui pèsent sur notre pays, devra se faire de manière concertée et transparente, en accordant toute sa place au débat citoyen et pluraliste, à l'écoute des ONG, des chercheurs et des experts. C'est au Parlement, dans les formations les plus appropriées, que devra se conclure au moins une fois par législature une évaluation des risques et des facteurs d'instabilité permettant de guider les orientations stratégiques du pays. Le Parlement remplira pleinement sa mission.

| Nous accompagnerons le rôle complémentaire des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de notre politique étrangère. Celles-ci, en particulier les régions, jouent un rôle grandissant, dans le cadre de la coopération décentralisée et dans la mise en œuvre de projets européens de partenariat entre les collectivités. Elles investissent dans des domaines aussi variés que l'humanitaire, la diffusion des sciences et de la culture, la recherche ou les technologies, la décentralisation et les services publics, la formation et le développement économique. Une démarche décentralisée, permettant aux citoyens de participer plus étroitement aux décisions, renforce

l'assise de la démocratie européenne. Notre diplomatie tiendra compte de cette donne nouvelle et travaillera en liaison avec les collectivités, leurs élus et leurs administrations. Nous soutiendrons les engagements des grandes associations européennes et mondiales d'élus qui participent à une meilleure gouvernance de notre planète en liaison avec les États.

| Nous accompagnerons activement les Français de l'étranger, femmes et hommes qui ont fait le choix de l'expatriation, partout sur la planète. Au même titre que nos concitoyens de métropole, nos deux millions et demi de compatriotes ont le droit d'être représentés, protégés, écoutés, le droit de recevoir pour leurs enfants un enseignement accessible à tous et de qualité, le droit d'être accueillis dans notre pays lorsqu'ils y rentrent pour travailler où y prendre leur retraite, dans des conditions de protection sociale dignes et garanties. Nous ferons de cette exigence l'une de nos lignes d'action.

| Enfin, nous ne séparerons évidemment pas politique extérieure et action intérieure. Quelle crédibilité accorder à la politique « étrangère » d'un pays dont le Chef d'État, comme c'est le cas malheureusement aujourd'hui en France, ose laisser entendre que la présence des « étrangers » sur son sol constituerait depuis des décennies un danger ? Quelle capacité d'entraînement espérer pour des propositions internationales en matière financière, commerciale, industrielle, quand les résultats intérieurs dans ces mêmes domaines sont calamiteux ? Plus que jamais l'action extérieure et l'action intérieure sont liées. C'est donc à la fois la politique internationale et la politique générale de notre pays qui, en cohérence, devront être changées.

Nos concitoyens, nos voisins, nos partenaires, nos alliés, nos interlocuteurs, tous ont besoin sur tous les points du globe d'une France qui tourne la page d'une diplomatie trop souvent déclamatoire et gesticulatoire. **Pour nos relations internationales aussi, le besoin d'une autre politique, d'une nouvelle ambition, se fait sentir. Une autre France, une autre Europe, un autre monde : tout est lié.** C'est à incarner ce projet que la gauche s'emploiera en 2012 si les Français lui accordent leur confiance. En matière internationale, le projet socialiste, notre projet, sera celui d'une France solidaire, européenne et onusienne. Une France ouverte au monde et qui, avec de nombreuses autres forces progressistes sur la surface du globe, refuse la fatalité d'une mondialisation ultralibérale. Une France sûre, forte, agissant pour la paix, consciente de son influence, que nous nous efforcerons d'exercer avec ambition et avec lucidité.



Paul Quilès

« Chers camarades, on dit souvent que les Français ne s'intéressent pas beaucoup à la politique internationale, sauf quand il leur tombe dessus un certain nombre d'événements. Les socialistes sont assez représentatifs des Français parce que eux non plus, ils s'y intéressent modérément, et je parle d'expérience parce que depuis vingt cinq ans que je suis ces questions, je sais que ce n'est pas facile de faire progresser ce dossier.

Il faut aller au-delà du constat qui est fait au début du texte qui dit que la crise et l'évolution du monde ont donné raison aux analyses des socialistes. Encore faut-il formuler ces analyses et nos propositions sur des questions souvent très complexes, de telle façon que nos concitoyens nous comprennent. Il faudra montrer quels sont les enjeux et quel est le rôle que peut jouer un gouvernement progressiste non aligné sur ce que j'appellerai l'atlantisme ambiant, et qui semble assez naturel à beaucoup de nos concitoyens, et pas simplement ceux de droite d'ailleurs.

Ce qui nous impose de dire clairement ce qui distingue nos positions de celles de Sarkozy. Dans ce sens, j'ai proposé toute une série d'amendements avec d'autres camarades, qui ont été pour la plupart retenus. Le texte fait clairement cette distinction.

J'ai encore quelques nuances sur la dissuasion nucléaire et sur l'OTAN. Mais je voudrais insister plus particulièrement sur la question de l'Afghanistan, pas tant parce que j'ai exercé des responsabilités sur les questions de défense, mais aussi parce que je suis aussi fils de militaire qui a participé à certaines guerres et qui me disait : " Je ne sais pas pourquoi on est là et pourquoi on meurt " C'est une question que se posent encore des militaires : pourquoi meurt-on aujourd'hui en Afghanistan ?

Je pense que cette question est importante parce qu'elle est emblématique pour des socialistes. Dans un pays pas loin d'ici, les Pays-Bas, un gouvernement est tombé à cause de l'Afghanistan. Dans un autre pays, l'Allemagne, l'opinion publique est très troublée. Et ne parlons pas des Etats-Unis où le débat sur la stratégie en Afghanistan prend une tournure que vous n'imaginez absolument pas, avec des affrontements non seulement au sein de l'administration mais dans tous les lieux qui pensent aux questions internationales, aux questions de géostratégie. Je voudrais juste dire pourquoi ce dossier est emblématique pour des socialistes. Il y a dix raisons. D'abord, le rôle de l'ONU. Où est l'ONU dans cette affaire afghane ? Elle y est, mais on n'en parle jamais. Le maintien de la paix, c'est l'ONU. Le rôle de

l'OTAN ? Quelle est la place de la France dans l'OTAN dans cette opération ? Un général, qui a eu une remontrance il y a quelques semaines, a dit que quand on était actionnaire à 1%, on pesait 1% dans les décisions. Il a exagéré, on fait 3% des effectifs, donc on pèse à peu près 3%, c'est-à-dire zéro.

Troisième point où est la défense européenne dans cette opération ? Les Pays-Bas décident de se retirer, ils s'en vont. Il n'y a aucune concertation européenne. Les Allemands se demandent si... les Français, on va y venir. Quatrième point, les droits de l'Homme. On nous dit souvent les droits de la femme. On est en Afghanistan pour défendre les droits des femmes, ces gens sont épouvantables. Vous avez vu ce qui se passe en Iran actuellement ? En Arabie saoudite ? Avons-nous déclaré la guerre à tous ces pays qui ne respectent ni les droits de l'Homme ni les droits des femmes ? C'est un alibi. L'autre sujet, le terrorisme. Or, il reste quelques centaines, certains pensent 100 à 150 terroristes réellement en Afghanistan du groupe Al-Qaïda. On envoie donc 150 000 hommes pour combattre 150 personnes ! La lutte contre le terrorisme est un débat réel, mais pour l'Afghanistan, la question ne se pose pas en ces termes. Les procédures de décision. Qui décide sur ces questions internationales ? Autre sujet : le développement des pays pauvres. On nous dit : on est en Afghanistan parce que c'est un des pays les plus pauvres de la planète. Savez-vous combien les Américains ont mis d'argent dans cette guerre, pour des dépenses militaires ? 330 milliards de dollars. L'Afghanistan plus l'Irak : 1 000 milliards de dollars. Essayez d'imaginer si ces petites sommes étaient mises dans le développement civil de ce pays.

Huitième élément, la géostratégie : l'instabilité du sud-est asiatique, la Russie qui revient, l'Iran, dont on ne parle pas beaucoup à propos de l'Afghanistan, la Chine qui s'intéresse aux réserves de lithium, de cuivre : 1 000 milliards de dollars de réserve, paraît-il ; le Pakistan qui, à travers ses réseaux et notamment ses services secrets, déstabilise le côté Pashtoun ; l'Inde, qui a en Afghanistan, un terrain de confrontation avec le Pakistan.

Neuvième sujet, le fléau de la drogue : 95 % de la production mondiale d'opium vient d'Afghanistan, et cela a explosé depuis l'opération de l'OTAN. Dernier sujet, et non des moindres, les relations transatlantiques, c'est-à-dire nos relations avec les Etats-Unis. Pour toutes ces raisons, nous nous sommes réunis tout à l'heure en petit groupe pour améliorer le texte, en tout

cas le faire évoluer dans ce sens, sur quatre points. Sur le réexamen de notre position en Afghanistan si on revient au pouvoir en 2012. Il n'y aura peut-être plus d'Américains en 2012 en Afghanistan, si on croit ce que dit le président Obama. 2012, c'est peut-être un peu trop loin, donc le réexamen, il vaut mieux le faire tout de suite.

Deuxième question : on dit que l'État afghan stable doit associer tous les Afghans. J'ai demandé qu'on ajoute, même s'il faut mettre des nuances, à l'exception des combattants d'Al-Qaïda... ceux qui se battent actuellement. Il faut dire clairement que la paix, on la fait avec ses adversaires, avec ses ennemis. Il vaut mieux les avoir battus avant de négocier. Mais là, tout le monde reconnaît que cette guerre ne sera jamais gagnée. Donc il faut peut-être envisager un chemin vers la paix, qui associera obligatoirement les différentes factions actuelles qui composent l'Afghanistan.

Troisièmement, j'ai souhaité qu'on dise clairement que le Pakistan devrait abandonner ses pratiques de soutien au mouvement islamique pashtoun. Enfin, je pense qu'il faut essayer de rechercher, avec tous les États concernés qui entourent l'Afghanistan, et pourquoi pas aussi avec l'OTAN, l'Union européenne et sous l'égide de l'ONU, un accord conduisant à la neutralité de l'Afghanistan. La France doit donc annoncer assez rapidement, coordonnée avec ses partenaires bien

entendu, un retrait de nos troupes. Si notre texte est confus, s'il est ambigu, s'il y a beaucoup de virgules et beaucoup de "notamment", on ne saura pas très bien ce qui nous distingue de la position de Sarkozy, et on ne peut pas en tout état de cause être en retrait par rapport à ce que le président des États-Unis se propose de faire, c'est-à-dire réexamen de la situation à partir de la mi-2011.

Voilà, chers camarades, ces modifications qui rendraient, à mon sens, le texte plus lisible et plus compréhensible aux yeux des Français. Si certains pensent que ces questions internationales nous éloignent de nos problèmes nationaux, je veux simplement rappeler, un siècle plus tard, la fameuse phrase de Jean Jaurès dans cette merveilleuse proposition de loi, qui est devenue ensuite un livre, qui s'appelle Pour l'armée nouvelle, qui disait : "Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme nous y ramène". Je crois que cela peut être, un siècle plus tard encore, notre objectif ».





Henri Weber

« Mes chers camarades, je voudrais pour ma part attirer votre bienveillante attention sur les quelques pages fortes de notre texte consacré à l'autre mondialisation, la mondialisation maîtrisée et solidaire et qui, pour moi, incarne l'internationalisme socialiste au XXI^e siècle. Et en particulier la question du juste échange.

Le débat entre libres-échangistes et protectionnistes n'est pas simplement hypocrite car les champions du libre-échange sont surtout pour le libre-échange pour les autres et pratiquent pour eux-mêmes la protection à outrance. Quant aux champions du protectionnisme, ils partent du présupposé que les partenaires commerciaux adresseront sans doute quelques remontrances morales, mais qu'ils ne pratiqueront pas de rétorsions.

Hypocrisie, voyez les libres-échangistes américains qui financent leur système industriel par la dépense militaire, et voyez nos amis chinois qui dénoncent le protectionnisme des occidentaux, mais qui pratiquent le dumping, toutes les formes de dumping sans exception, y compris une dont on parle peu, qui est le dumping financier.

Donc contrairement aux ayatollahs du libre-échangisme, nous ne pensons pas que c'est en baissant au plus vite et au maximum les obstacles tarifaires et non-tarifaires aux échanges que le monde connaîtra la croissance la plus forte, la plus durable et la plus équitable. C'est le postulat du libre-échangisme. Ce n'est pas autre chose que la version internationale du mythe de la main invisible du marché. Et on voit au bout d'une trentaine d'années de cette politique où elle nous a menés. Contrairement aux protectionnistes, nous ne pensons pas que c'est en dressant de hautes barrières douanières et en imposant des quotas fixes d'importation autour de la France ou, si elle y consent, autour de l'Union européenne, que nous parviendrons à sauver nos industries, nos emplois, notre modèle social.

L'histoire des années 1930 nous enseigne qu'une telle politique aggrave considérablement la crise en contractant le commerce mondial et qu'elle mène à la confrontation. Aujourd'hui à l'heure de l'internationalisation de la production, de la fragmentation internationale de la chaîne de la production, et du basculement vers l'Asie du centre de gravité de l'économie mondiale, il est clair qu'une telle politique protectionniste de repli, serait suicidaire. Notre texte le dit fermement.

Contre le libre-échange intégral et contre le protectionnisme autarcique, nous préconisons le juste échange. Le juste échange respecte les normes non-

marchandes autant que les normes purement commerciales. Les normes sanitaires, environnementales, sociales, culturelles, prudentielles, ces normes sont défendues par les agences spécialisées de l'ONU, elles sont défendues par les ONG, par les mouvements sociaux internationaux. Le juste échange est l'échange qui s'efforce d'intégrer ces normes dans les traités commerciaux internationaux.

Et nous le faisons, nous n'inventons pas ce type de pratique, nous le faisons au niveau de la France, au niveau de l'Europe depuis de longues années déjà. Les normes culturelles en sont un succès éclatant. L'Union européenne a imposé en 2005 à l'UNESCO une convention qui reconnaît que le droit à l'identité culturelle des peuples et le fait que les produits culturels et le soutien aux créateurs ne relèvent pas de l'OMC, ne relèvent pas de la logique marchande.

Voilà un exemple de la bataille des normes, mais je pourrais en citer d'innombrables dans le cadre des normes techniques, des normes sanitaires, des normes de défense de l'environnement, et y compris des normes sociales puisque l'organisation internationale du travail est engagée avec les syndicats dans une bataille internationale pour faire respecter, dans les traités commerciaux, les quatre normes fondamentales de l'OIT comme le respect du pouvoir de négociation des salariés. Mais le juste échange ne se limite évidemment pas à cette bataille des normes, le juste échange, c'est celui qui entend ménager les périodes de transition au Nord comme au Sud pour adapter les économies à la compétition internationale. C'est celui qui considère qu'il est légitime de défendre les industries souveraines et les industries naissantes et qui n'hésite pas à les protéger en prenant tous les moyens nécessaires.

Ce juste-échange poursuit trois objectifs : garantir un haut niveau de développement des pays dans l'Union européenne, un haut niveau de développement de nos pays et des pays avancés ; favoriser le développement des pays du Sud, en particulier les pays les moins avancés ; et sauvegarder les équilibres écologiques.

Cette bataille des normes, l'Union européenne a les moyens de la mener parce que c'est une puissance normative considérable : 500 millions de consommateurs et première économie mondiale. La conditionnalité d'accès au marché européen soumise au respect des normes élaborées au niveau de l'Union européenne est une bataille sur laquelle nous avons déjà remporté un certain nombre de succès.

Nous proposons les modalités d'une marche vers ce juste échange, certaines comme la bataille pour les écluses tarifaires peuvent apparaître comme ambitieuses. Je vous invite au réalisme, à l'élégance, mais aussi à l'ambition. Nous sommes entrés dans une période de crise et, dans les périodes de crise, l'histoire s'accélère. Et nous constatons quoi ? Nous voyons que le numéro un de la City défend désormais

la taxe Tobin. Autrement dit, n'hésitez pas à avoir des objectifs ambitieux, dans les périodes de crise et d'accélération de l'histoire, les modérés sont laissés sur le bord du chemin. Il faut donner des réponses qui sont à la hauteur des défis et nous le faisons dans ce texte ».



Alain Richard

« Il y a deux sujets sur lesquels je crois que nous devrions encore poursuivre notre réflexion dans la transition entre ce texte-là et la préparation de 2012. Ce ne sont pas des sujets tout à fait anecdotiques puisqu'il s'agit du juste échange et de la vision de la politique européenne. Sur le juste échange, je n'hésite pas à dire que la direction est la bonne. Cela fait déjà un moment qu'on évolue sur ce point-là. On l'avait mis même dans le Manifesto des européennes. Donc, la prise en compte des impératifs, des engagements sociaux et environnementaux dans les accords sur les échanges extérieurs est un objectif qu'il faut poursuivre. Je demande un peu de prudence dans la formulation. La présentation qui est faite du juste échange semble impliquer qu'il convient à tout le monde. Je voudrais faire remarquer que, dans le paquet, il y a quand même quelques pays émergents qui sont orthogonalement opposés à cette approche. Donc, je voudrais suggérer, à l'endroit où l'on dit - ce qui est vrai aussi - que certains des pays émergents se réclament du progressisme, que cela ne les empêche pas d'avoir une défense de leurs intérêts nationaux qui est strictement orthodoxe dans la vision des rapports de force.

Je crois que nous avons un certain levier, une certaine capacité de faire évoluer les conceptions à l'intérieur de l'Union. Parce qu'il faut quand même le dire avec un petit peu plus de fermeté : ça ne peut pas être une politique française. Depuis le traité de Rome, l'ensemble des accords commerciaux sont négociés par l'Union européenne au nom des 27.

Sur ce point-là, je pense qu'on peut évoluer. Mais je pense qu'il serait quand même un peu prudent, ne serait-ce que pour le lever de rideau de notre future campagne pour 2012, de souligner que c'est un sujet de vrais conflits d'intérêts et qu'il y aura forcément des négociations et des tensions.

Sur l'Union européenne, je ne voudrais pas revenir sur des points qui ont déjà été mentionnés, mais autant je trouve logique qu'on critique, à la phase où on est, certaines insuffisances de la politique

européenne, autant il y a quand même des points assez importants sur lesquels il faut équilibrer le propos.

Je cite trois exemples qui ne sont pas totalement anecdotiques : l'élargissement de 2004, 2007, la seule mention qu'on en fait est strictement négative. Vu par les pays qui sont entrés dans l'Union européenne, il faut peut-être qu'il y ait une petite phrase pour expliquer que ce n'était quand même pas si mal de les faire rentrer dans l'Union.

Deuxièmement, le marché intérieur n'est mentionné que comme ayant mis en concurrence les territoires à l'intérieur de l'Union européenne. C'est une politique que nous avons approuvée et conduite pendant une longue période. Et l'Union européenne et monétaire n'aurait fait que donner une illusion de stabilité et de solidarité financière. C'est quand même un gouvernement auquel nous participions qui a construit le programme de l'Union économique et monétaire en question. Donc, je crois que si on laisse ces formulations telles qu'elles sont, on s'attirera nécessairement un débat qui n'est pas nécessaire sur le thème : "les socialistes portent un bilan négatif sur les principales options européennes qu'ils ont soutenues depuis vingt ans". Il me semble qu'il y a un rééquilibrage à faire.

Je voudrais surtout conclure sur les projets à venir. Je pense que, sur le fond, sur les politiques qu'il faut développer, il n'y a pas de difficulté. On parle d'harmonisation fiscale, on parle de convergence sociale, on parle de communauté de l'énergie.

Tout ça va bien. Simplement, c'est de la politique. Et aujourd'hui, il n'y a pas les outils dans l'Union européenne pour faire ces politiques-là.

Il me semble, parce que c'est un point sur lequel nous ne sommes pas divisés, qu'il serait judicieux que, soit à la convention, soit plus tard dans l'expression du parti, nous redisions que nous continuons à aspirer au partage de souveraineté et à la prise de décision politique dans un schéma démocratique majoritaire en Europe, et que nous ne nous sommes pas ralliés à une conception strictement

intergouvernementale, qui ferait fonctionner l'Europe uniquement à coups de négociations diplomatiques à l'ancienne. Je ne vois pas comment on ferait alors une communauté de l'énergie par une négociation débouchant sur un accord à l'unanimité. Sur l'harmonisation fiscale, je n'en parle pas.

Il me semble que c'est aussi signifiant politiquement que nous disions que nous ne pensons pas nous être trompés

en étant pour des décisions partagées en Europe et pour un système de vote à la majorité, mais que nous continuons à penser que, même si c'est difficile et même s'il y a à convaincre, et là-dessus le couple franco-allemand sera précieux, il faut garder ce sillon qui a marqué notre parcours politique. Je crois qu'il y a déjà de très bons messages dans le texte mais qu'il y a quand même quelques messages qu'il faudra continuer à mettre au point d'ici 2012 ».



Gilles Pargneaux

« Je voudrais souligner la qualité du paragraphe concernant ce que nous proposons sur le changement climatique, et notamment en préparation à la conférence de Cancun qui va avoir lieu fin novembre-début décembre de cette année. Je pense que nous devons aller plus loin dans ce qui est écrit, et notamment revenir à ce que nous avons dit avant Copenhague. Nous avons alors affiché un certain nombre d'objectifs forts comme les 30 % de diminution de diffusion des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Cet objectif avait d'ailleurs été repris par les socialistes européens pour Copenhague. Nous avons eu ce non-accord à Copenhague, avec cet objectif de 20 % de réduction seulement que l'Union européenne avait adopté. Au sein de la Commission environnement du Parlement européen à laquelle j'appartiens, nous, socialistes européens, allons adopter à la fin de ce mois de septembre en prévision de Cancun une résolution affirmant notre volonté de réduire de 30% les émissions de CO₂ d'ici 2020. Or, le financement de cet objectif a été l'échec premier, la pierre d'achoppement d'un non-accord à Copenhague. Il faut donc y revenir et notamment revenir à ce que nous avons connu à Copenhague avec une volonté affichée, même si, pour l'instant, on n'en a pas entendu parler bien évidemment, de créer un fonds vert de 30 milliards de dollars d'ici à 2012 pour les tenants de l'accord de Copenhague, et de 100 milliards de dollars par an à compter de 2020. Je pense que notre texte doit là aussi permettre un certain nombre de pistes, de solutions, de propositions en matière de financement.

On parle de contribution énergie climat avec ces écluses tarifaires. Je pense qu'il faut aussi que l'on rappelle notre volonté de réformer notre système concernant le marché carbone. Et là encore, c'est abordé au sein du Parlement européen, en mettant sur la table une taxe sur l'ensemble des activités financières et non pas seulement sur les transactions financières.

Troisième point : je pense que cette taxe sur les transactions financières, c'est le sens de la campagne que nous avons menée ces derniers mois avec le Parti socialiste européen, est un sujet qui, politiquement, est fort pour nous. Il faut faire en sorte que ce ne soit pas uniquement un sujet que l'on intègre dans un paragraphe sur la régulation financière, mais bien une proposition que l'on intègre dans une politique en faveur de l'emploi et de la croissance, telle que nous le souhaitons, nous, les progressistes, les socialistes européens et les socialistes français, sachant que cette taxe sur les transactions financières de 0,01 % par transaction, rapporterait pour l'Union européenne, 20 milliards d'euros par an. Cela nous permettra de reprendre une grande politique d'investissements publics, que Jacques Delors et son comité, en 1989, nous avaient demandé d'accomplir à l'échelle européen mais qui n'avait pas été réalisée par les gouvernants européens. Je crois qu'au cœur de la crise économique et sociale dans laquelle nous nous trouvons malheureusement en Europe, nous devons reprendre cette politique d'investissements publics telle que ce comité Delors nous l'avait indiquée en son temps ».



Malek Boutih

« Je voudrais revenir sur le débat qui est sous-jacent, y compris dans cette salle, et qui renvoie à la nature du texte et au travail qui a été fait. Beaucoup d'éléments sont assez consensuels dans la pensée socialiste, mais je crois qu'un débat doit avoir lieu plus profondément. Je suis plutôt d'accord avec ceux qui disent que parfois, un compromis trouvé trop tôt sur un texte empêche d'aller au fond de questions qui doivent être tranchées. Le Parti socialiste ne doit pas rester sur le syndrome du débat du oui et du non, comme ça a été évoqué. Pour moi, le oui, le non, c'est fini depuis que les Français ont voté.

Mais le débat sur l'Europe existe. C'est normal qu'il y ait des divisions au Parti socialiste puisqu'il est un grand parti représentatif des Français, et qu'il n'y a pas de consensus là-dessus. Il n'y a pas de consensus à gauche sur la question européenne, qui sera au cœur de notre vision internationale, de la même manière qu'il a été placé au cœur de notre texte.

Premier élément de mon intervention : je pense qu'il ne faut pas avoir peur du débat européen. Je pense que c'est même une mauvaise idée que d'essayer, non pas de l'étouffer, ce n'est pas de ça dont il est question, mais de l'amortir, de l'amortir en cherchant des compromis trop tôt qui évitent d'aller au fond, dans une situation qui est quand même nouvelle.

Je pense que, dans cette situation, - cela a été évoqué par Alain Richard comme par d'autres intervenants -, soit on en reste à la politique des petits pas européens, avec l'utopie, un jour, d'accéder à autre chose, soit au regard du contexte de crise, de l'accélération historique dans laquelle on est, de l'état actuel réel de l'Europe et des rapports de force politiques qui s'y présentent, on relève la barre des ambitions socialistes et son rôle moteur dans la construction d'un projet politique, émancipateur, et dont il faut dire les choses clairement. On peut débattre longtemps.

Mais moi je ne crois pas, je ne fais pas partie de ceux qui pensent que la nation est le seul cadre démocratique d'expression et de progrès. Je pense même

que, d'un certain point de vue, la France reste grande mais qu'elle est enfermée, enserrée dans son territoire qui la limite. Nous avons besoin d'un nouvel espace, d'une nouvelle frontière, et je pense qu'il faut sortir de la politique des petits pas en Europe. Les éléments que nous indiquons dans notre texte sont de bons éléments. Mais ce ne sont que des étapes, il faut donc assumer la finalité.

Cette finalité, c'est une intégration plus forte, politique évidemment, mais la naissance d'une nouvelle nation au cœur de l'Europe, ce qui en partie met fin à un débat qui est interminable sur son élargissement parce que l'élargissement, et c'est la situation actuelle de l'Europe, empêche tout progrès nouveau.

Il faut désormais avoir ce fameux noyau dur européen, ces Etats-Unis d'Europe comme perspective. C'est une évidence, il faut au moins poser ce débat-là. Qu'il n'y ait pas d'accord sur ce point-là, qu'il y ait des désaccords, que des conceptions s'opposent, je pense que ce serait bon. Je dirais même que, au regard du rôle qu'on veut se fixer dans l'objectif de la victoire de 2012, puisqu'on a évoqué ce texte comme un des textes importants qui pourrait être présenté aux présidentielles, moi j'ai toujours pensé qu'un parti dans l'opposition était quand même un parti utile et qu'il n'y avait pas que l'exercice du pouvoir, surtout pour un parti de gauche, comme voie d'affirmation de son action politique.

Le débat politique autour de l'enjeu européen est un débat éducatif au sens politique, est un débat de conscientisation, est un débat qui permet de nettoyer la gauche tout ce qui est en train de la pourrir de l'intérieur, de la faire régresser.

Je crois que, pour nous, il est temps d'affirmer ce débat et de l'assumer. C'est un premier texte, mais je crois qu'on ne fait que commencer cette confrontation politique ».



Christophe Rouillon

« Je voudrais intervenir en tant que délégué national de la FNSER à l'Europe et aussi en tant que membre du Comité des régions de l'Union européenne. Je vais faire quatre brefs points. Je pense que notre texte mériterait d'être enrichi par rapport à la protection des services publics locaux. Il faut effectivement que nous ayons aujourd'hui une directive cadre, mais que nous appliquions aussi le principe de subsidiarité pour éviter la privatisation qui risque d'être activée par la mise en tenailles des collectivités publiques par, d'un côté, l'ultra concurrence européenne et par l'asphyxie financière des États. Le deuxième point : la solidarité territoriale. Je pense que notre texte, dans le cadre de l'Europe 2020 et des perspectives financières qui vont être discutées, et des fonds structurels sur la période 2013-2020, devrait prévoir des fonds structurels importants pour servir à la fois aux investissements locaux et à l'aide à l'innovation. Le troisième point concerne l'environnement. Les États se sont embourbés à Copenhague. Les collectivités locales ont, par le pacte européen des maires, rassemblé mille maires pour réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre.

Le quatrième point est la lutte contre l'extrême pauvreté. Nous sommes à une semaine d'un sommet à New York sur le bilan des OGM, qui devrait normalement faire parler autant que Copenhague, et qui devrait faire le bilan justement de l'action de la communauté internationale par rapport à l'extrême pauvreté. Je souscris à ce qui est dit dans le texte sur les dons, avec le principe d'efficacité, de transparence, j'ajouterai le principe d'appropriation parce que nous ne sommes ni dans une vision colonialiste, ni dans la charité. Je citerais l'objectif fixé au comité des régions, que les collectivités locales donnent un euro par an et par habitant pour aider à des projets locaux d'aide contre la pauvreté. Les collectivités locales peuvent être un levier pour la politique du développement, et pour une plus grande solidarité au sein de l'Union européenne ».



Conclusion de Laurent Fabius



« Je voudrais en préalable faire deux petites observations. D'une part, je pense, vis-à-vis de l'extérieur, qu'il ne faudrait pas qu'un reproche infondé puisse être fait à notre endroit en disant : "Il y a la question des retraites, il y a la question de ceci, et pendant ce temps-là, les socialistes discutent de la question éthérée sur l'international". Pourquoi ? Je pense qu'il faut insister sur le fait que les sujets dont nous parlons ont leur traduction concrète, très importante, quand nous parlons de la régulation économique, de la régulation financière, de la politique industrielle, nous parlons de sujets qui touchent les Français.

Deuxième observation : je pense qu'il serait utile, nous en parlions avec Jean-Christophe, que nous fassions traduire assez rapidement ce texte en différentes langues, nous l'ajusterons lors de notre Convention nationale s'il y a tel ou tel ajustement, parce qu'un texte qui a vocation internationale devrait être au moins diffusé en anglais, en espagnol et en allemand.

Quelques remarques d'abord pour remercier tous ceux qui se sont exprimés, et en tirer quelques conséquences concrètes. Je ne vais pas reprendre tous les points qui ont été, à juste titre, soulignés. Mais pour ceux de nos camarades qui, après avoir dit tout le bien qu'ils pensaient du texte, ont tout de même apporté quelques propositions de modifications, il y a eu parmi ceux-là notre ami Pierre Moscovici qui, après avoir souligné toute une série de choses positives, a dit que, tout de même, le texte le gênait sur deux ou trois points,

et souhaitait apporter des modifications. Il y a eu un groupe de travail qui s'est réuni pendant la première partie de notre séance, qui a avancé sur différents points. Sur ce qui reste, peut-être un sujet de divergence avec Pierre mais que je ne veux pas accentuer... Sur la question turque, il y a une modification qui est faite par rapport à la rédaction initiale qui avait été envisagée, et cette modification reçoit l'accord de toutes les sensibilités représentées. Simplement, le texte était jugé peut-être un peu trop négatif par rapport à la perspective turque, il y a donc une rectification qui est proposée, mais nous pensons qu'il n'est pas souhaitable d'aller plus loin. Toute une série de questions ne sont pas encore tranchées.

Sur le franco-allemand, le texte va déjà extrêmement loin, et il nous semble donc raisonnable de s'en tenir à cela.

Sur la question de l'élargissement et de l'approfondissement, nous en parlions avec Jean-Christophe, nous pensons qu'il n'est pas souhaitable de reprendre le débat et que les formulations qui sont là sont pertinentes. Nous pensons que les amendements, que je vais lire dans un instant, il y en a trois, permettent de donner raison à ce qui est vraiment tout à fait pertinent dans les remarques de Pierre.

Paul Quilès avait, lui aussi, déposé toute une série d'amendements qui ont été acceptés dans le cadre de notre commission des résolutions. Il restait une formulation à trouver sur l'Afghanistan. Elle a été trouvée, et donc je pense que je lirai le texte qui

me paraît bon, qui permet de donner vraiment une position forte et qui donnera satisfaction aux uns et aux autres.

Alain Richard nous a fait remarquer, et il y aura peut-être un petit ajustement à faire, pas à ce stade naturellement, qu'il ne faudrait pas que notre texte soit interprété comme étant une condamnation rétrospective du principe de l'élargissement aux Peco, etc. On va se donner le temps de relire le texte, il ne faut pas qu'il y ait de mauvaise interprétation. Voilà quelques points que je voulais souligner très rapidement pour me tenir dans les délais.

À partir de ça, je vais vous demander, si vous le voulez bien, de vous reporter à trois passages du texte. Premier passage, c'est le 1.2.2. qui concerne l'Afghanistan. Le texte sur lequel nos camarades se sont mis d'accord est le suivant :

"La stratégie d'escalade militaire en Afghanistan a échoué. Les formes prises par l'intervention de la Coalition n'ont plus rien à voir avec les motivations initiales. Notre déploiement, qui représente la plus importante et la plus longue opération extérieure poursuivie par notre pays, au prix de lourds sacrifices pour nos soldats, doit faire l'objet d'un réexamen urgent et complet après un débat approfondi au Parlement.

Cet engagement a été poursuivi sans que soient suffisamment définis les objectifs de la force internationale. La France devra défendre auprès de l'OTAN un changement de stratégie et accompagner ses discours d'actes forts. Nos forces n'ont aucune vocation à rester en Afghanistan.

L'effort devra être recentré autour de la priorité que constitue l'émergence de forces de sécurité afghanes crédibles, contrôlées par les autorités d'un État stable, issu d'un processus démocratique incontestable, associant tous les Afghans qui reconnaissent la Constitution et refusent d'abriter des membres d'Al Qaïda.

La stabilisation devra être accompagnée d'une aide civile mieux contrôlée, d'un pouvoir massif de substitution à la culture du pavot et d'un projet politique impliquant réellement l'ensemble des Afghans. Toute stabilisation durable passe par la fin des ingérences des États étrangers, notamment le Pakistan.

Elle implique un accord négocié entre tous les États concernés pour doter l'Afghanistan d'un statut de neutralité, internationalement garanti et prévoir une sortie concertée des forces étrangères.

Le calendrier de retrait des forces françaises, coordonné avec celui d'autres forces européennes et avec le désengagement américain annoncé par le président Obama, créerait des conditions favorables à la conclusion d'un tel accord et à chemin pour la paix."

Sur cette rédaction, nos camarades qui au départ pouvaient avoir des sensibilités différentes, sont d'accord.

Ensuite, je vous demanderai de vous reporter au chapitre 3, à l'introduction. Et là, au milieu de cette introduction : "Remettre l'Europe au cœur : une Europe relancée vers la croissance, l'emploi et le progrès social", il serait proposé, après, de dire : "Oui, nous avons la conviction qu'il faut construire l'Europe politique", ce qui est un point très important pour répondre, c'était déjà dans le texte, à l'ambition tout à fait justifiée de nous tous.

"L'histoire de l'Europe montre que ce projet est difficile. La crise actuelle montre qu'il est impératif." *Ensuite, nous ajouterions trois lignes : "Cela passe notamment par le renforcement du rôle du Parlement européen, qui, élu au suffrage universel, est le cœur démocratique de l'Union. Le président de la Commission devrait être l'émanation directe de la majorité au Parlement, définie à travers des listes paneuropéennes." Donc ce serait un amendement supplémentaire.*

Et le dernier, c'est paragraphe 3.2.4. C'est sur la Turquie parce qu'il a semblé que la rédaction était peut-être un peu négative. Il serait proposé la phrase suivante : "Sur la Turquie, grand pays et grande civilisation, candidate reconnue à l'adhésion dans l'Union européenne, des engagements ont été pris et doivent être tenus, même si l'issue finale ne peut pas être garantie.

Dans les négociations, plusieurs étapes devront être franchies, plusieurs conditions remplies qui actuellement ne le sont pas."

Nous rappelons que la Turquie est une candidate reconnue à l'adhésion de l'Union européenne. En même temps, nous le disons objectivement, ce qui est vrai aujourd'hui, les conditions ne sont pas remplies.

Voilà, chers amis, les amendements qui sont proposés à l'unanimité de ceux qui ont fait partie du petit groupe de travail. Je vous remercie ».

Résultat du vote du texte

Adopté à l'unanimité des votant-e-s

la coopol

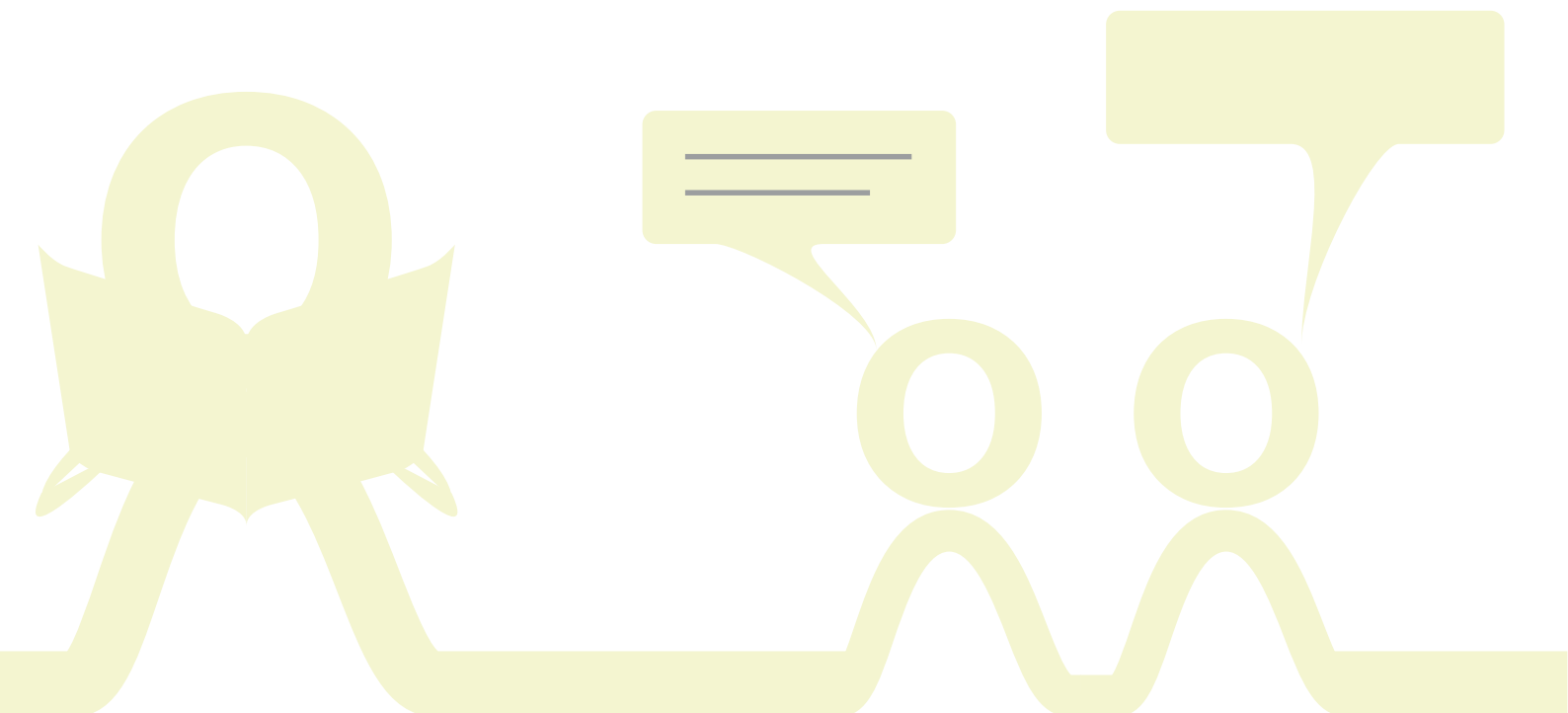
LA COOPÉRATIVE POLITIQUE

The screenshot shows the 'la coopol' website interface. At the top, there's a navigation bar with 'Tous les événements', 'Tous les groupes', and a search bar. Below this, the page is divided into several sections:

- Stéphanie**: A sidebar with 'Message', 'ma messagerie', 'mes copains', 'mes groupes', and 'mon agenda'. There's also a 'Invite les amis' button and a 'FRÈRES DE CHEZ MOI' section with logos for 'PS' and 'Parti Socialiste'.
- Groupes**: A list of groups, with 'Convention "Nouvelle Donne Internationale Et Européenne"' selected.
- Groupes publics**: A detailed view of the selected group, including a description, a 'Responsable Parti Socialiste' (Muriel), and a list of members (Muriel, Jacky, Marine C, David).
- LES POSTS DU GROUPE**: A list of posts from group members, including Gabriel, Aleksander, Dominique, and Thomas, with their respective dates and 'j'aime' counts.

Le débat de la Convention Nouvelle donne internationale et européenne, c'est aussi sur la coopol !

Venez participer sur lacoopol.fr





La Nouvelle Donne
**INTERNATIONALE
ET EUROPÉENNE**

Bulletin de vote

sur le texte adopté par
le Conseil national du 8 septembre 2010

**Vote le
30 septembre 2010
de 17h à 22h**

Oui

Non

Abstention



Collectivités en danger

Journée de mobilisation « Collectivités en danger » le 25 septembre

Près de trente ans après les grandes lois de décentralisation initiées par la gauche, le Gouvernement et l'UMP veulent procéder à **une vaste recentralisation et à une régression territoriale.**

Aussi, les élu-e-s socialistes ont-ils lancé l'initiative d'une journée nationale « **Collectivités en danger** » de mobilisation et d'information citoyenne **le samedi 25 septembre 2010.**

Rendez-vous sur le site **defendonsnosterritoires.fr** pour trouver les outils de mobilisation ainsi que les initiatives qui seront prises dans vos fédérations.

La boutique

Retrouvez tous nos objets
dès la mi-septembre sur
parti-socialiste.fr/boutique



Notes

A series of 28 horizontal dotted lines for writing notes.

PS



Participez à la Convention nationale du 9 octobre !

avec notamment les interventions
de **Martine Aubry,**
Jean-Christophe Cambadélis,
Bertrand Delanoë,
Laurent Fabius
et **Ségolène Royal**

Plan d'accès CNIT - La Défense

Métro

Ligne 1 station La Défense Grande Arche

RER A

Station La Défense Grande Arche

Bus

Lignes 73, 141, 144, 159, 258, 262,
272, 275, 278, 360, 378, 161,174,178

Parking

1 120 et 1 800 places

